

2 m 11.2993.6

Université de Montréal

La politique russe de la Grande-Bretagne, 1918-1922 :
pressions politiques, économiques et intellectuelles

par
Stéphanie Durivage

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M.A.
en histoire

Mai, 2002

© Stéphanie Durivage, 2002



S

7

N54

2002

n. 008

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La politique russe de la Grande-Bretagne, 1918-1922 :
pressions politiques, économiques et intellectuelles

présenté par :
Stéphanie Durivage

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Louis Michel

président-rapporteur

Michael Huberman

directeur de recherche

Paul Létourneau

membre du jury

mémoire accepté le 3 juillet 2002

Sommaire

Ce mémoire s'intéresse de façon générale aux relations anglo-russes, entre 1918 et 1922. Contrairement à l'opinion très répandue voulant que des facteurs géopolitiques aient dicté la politique russe du gouvernement de David Lloyd George, après 1917, nous sommes plutôt de l'avis que des forces politiques, économiques et sociales propres à la Grande-Bretagne ont aussi joué un rôle.

Dans un premier temps, nous décrivons le plan du mémoire et révélons les sources utilisées – principalement des documents gouvernementaux et des éditoriaux du *London Times* et du *Manchester Guardian*.

Le chapitre 2 rend compte du climat régnant en Russie et en Grande-Bretagne après la Grande Guerre ainsi que de la réaction du gouvernement britannique à la prise du pouvoir par Lénine lors de la Révolution et la guerre civile russe. Ce chapitre trace également un portrait de l'historiographie sur le sujet.

Les trois chapitres subséquents constituent la démonstration. L'on s'intéresse aux forces politiques dans le chapitre 3, soit à l'action concertée des syndicats et du Parti travailliste contre le maintien des troupes britanniques en Russie, après l'armistice; à la conjoncture économique et aux pressions du lobby industriel en faveur d'un accord commercial anglo-russe, dans le chapitre 4; enfin, aux idéaux de l'élite intellectuelle et spécifiquement de ceux de John Maynard Keynes, prônant une reconnaissance *de jure* du régime bolchevique, dans le chapitre 5.

En conclusion, nous confirmons que ces trois sphères d'influence ont orienté la politique russe du gouvernement de Lloyd George vers une reconnaissance *de jure* du régime de Lénine.

Mots clés : Relations anglo-russes, Russie, David Lloyd George, Première Guerre mondiale.

Abstract

The dissertation examines Anglo-Russian relations between 1918 and 1922. The standard view is that geo-political factors on the European continent dictated the attitude of David Lloyd George's government toward Russia after 1917. My hypothesis is that political, economic and social forces internal to Great Britain played a role as well.

I first describe the climate prevailing in Russia and Great Britain after the war and the reaction of the British government to Lenin's rise to power, the Bolshevik revolution and the Russian civil war. Chapter 2 summarises the historiography and introduces the primary sources consulted. These include government reports, and national newspapers, *The Times* and the *Manchester Guardian*.

The following three chapters evaluate my initial hypothesis. Chapter 3 examines political forces. I find that the unions and the Labour party opposed the presence of British troops in Russia after the armistice. In Chapter 4, I demonstrate how the economic crisis of the early 1920s led the industrial lobby to put pressure on the government to negotiate the Anglo-Russian commercial accord. Relying on the contributions of John Maynard Keynes, in Chapter 5 I show that the intellectual elite advocated *de jure* recognition of the Bolshevik regime.

In conclusion, I confirm that the three spheres of influence combined to push Britain toward formal recognition of the Soviet Union.

Key words: Anglo-Russian relations, Great Britain and Russia, David Lloyd George, Russian policy, First World War.

Table des matières

Sommaire.....	i
Abstract.....	ii
Remerciements.....	v
CHAPITRE 1	1
Introduction	1
Les sources.....	3
Le plan du mémoire	5
Les périodes de pointe.....	7
CHAPITRE 2	8
La Russie, la Grande-Bretagne et l'historiographie	8
Première partie : événements en Russie et réaction britannique	8
Climat de l'heure en Russie	8
La réaction de la Grande-Bretagne.....	10
Deuxième partie : l'historiographie de la question	16
Des forces extérieures	16
a) Les exigences d'une Europe en reconstruction	17
b) Les intentions de l'Allemagne	19
c) L'impact de la guerre russo-polonaise	21
d) L'idéologie bolchevique.....	22
Un facteur interne : la force du Parti travailliste	24
CHAPITRE 3	27
Pressions politiques et relations anglo-russes	27
Réactions politiques à la politique russe de la Grande-Bretagne	28
La force du Parti travailliste et des syndicats, décembre 1918 - novembre 1919.....	30
a) Prélude au " Labour Movement "	33
b) " Labour Movement " et conférence de Versailles	36
c) L'on s'organise sur le terrain.....	38
d) L'action des Travaillistes aux Communes	41

La force du Labour Movement, novembre 1919 - mars 1921.....	46
Les résolutions du “ Council of Action ” et la réaction de la presse	48
CHAPITRE 4	55
Pressions économiques et relations anglo-russes	55
Réactions économiques à la politique russe de la Grande-Bretagne	56
Échanges commerciaux et investissements britanniques en Russie avant 1914	59
Échanges commerciaux et investissements britanniques en Russie, 1914 - 1918.....	61
Milieux industriels et cercles financiers britanniques, janvier 1920 - mars 1921	64
a)Période de coexistence	64
b)Vers un rapprochement anglo-russe	71
c)Déclin industriel, chômage et volte-face des cercles financiers	76
CHAPITRE 5	81
Pressions intellectuelles et relations anglo-russes	81
Réactions intellectuelles à la politique russe de la Grande-Bretagne	83
Pourquoi John Maynard Keynes?	85
John Maynard Keynes : anti-victorianisme et modernisme intellectuel	86
a) Anti-victorianisme et influences subies avant 1914	87
b) “ The Economic Consequences of the Peace ”, décembre 1919.....	91
John Maynard Keynes et la conférence de Gênes, avril-mai 1922.....	96
a) Espoirs	96
b) Le bilan	100
CHAPITRE 6	106
Conclusion	106
INDEX ANALYTIQUE	110
REPÈRES CHRONOLOGIQUES	114
BIBLIOGRAPHIE.....	116

Remerciements

La rédaction de ce mémoire fut un travail de longue haleine qu'il m'aurait été difficile de réaliser sans les pertinents commentaires, les précieux conseils et la grande disponibilité de mon directeur de recherche, le professeur Michael Huberman. Je tiens également à remercier celui qui m'a encouragée tout au long de cette aventure, malgré les moments difficiles qu'il traversait : mon mari Dominique. Enfin, je dois mille mercis à ma belle-mère Nicole, à qui la qualité de notre langue française tient tant à cœur et à ma très chère amie Judith, en qui j'ai pu trouver une lectrice avertie faisant preuve d'un jugement remarquable.

Chapitre 1

Introduction

Lorsque le Premier ministre britannique Lloyd George démissionna de son poste au mois d'octobre 1922, après un mandat de quatre ans à la tête d'une Coalition entre Conservateurs et Libéraux¹, les relations entre la Grande-Bretagne et la Russie² avaient certes progressé depuis l'armistice, mais le gouvernement bolchevique de Lénine n'avait jamais été officiellement reconnu par les autorités britanniques³. Pourquoi ces quatre années de négociations n'ont-elles pu mener à la pleine reconnaissance des Bolcheviks et à un rétablissement normal des échanges commerciaux et des rapports diplomatiques entre les deux pays ? Est-ce que l'intention de la Grande-Bretagne et des Alliés de rétablir l'équilibre mondial qui prévalait avant 1914 peut à elle seule expliquer cette réalité ? Difficilement. Plusieurs historiens ont d'ailleurs démontré que ces relations chancelantes, voire même cet échec partiel, ont été le fruit d'un ensemble de facteurs extérieurs dont la crainte d'un réarmement de l'Allemagne, d'une éventuelle alliance germano-russe et de la propagation de l'idéologie bolchevique sur le continent européen.

Par contre, très peu d'études semblent avoir été consacrées à l'analyse de facteurs internes tel que les climats politique, économique et intellectuel en

¹ Le gouvernement de Lloyd George, formé en décembre 1918, était en fait une Coalition composée majoritairement de Conservateurs, dirigés par Andrew Bonar Law, et d'une faction des Libéraux de David Lloyd George s'étant dissociée de celle d'Herbert Asquith qui siégeait maintenant dans l'opposition, aux côtés du Parti travailliste.

² Le nouvel État russe ne devenant l'« Union soviétique » qu'en 1922, nous emploierons le mot « Russie » dans ce mémoire pour désigner l'empire russe.

³ La reconnaissance (*de jure*) de la Russie ne se réalisera qu'avec l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste de l'histoire de la Grande-Bretagne, deux ans plus tard, en 1924.

Grande-Bretagne, au sortir de la guerre. Ces forces internes qui avaient commencé à se manifester par un rejet des valeurs victoriennes bien avant la guerre – des forces déjà solidement enracinées et que la guerre avait accentuées davantage – pourraient pourtant avoir joué un rôle non négligeable dans le développement de la politique russe du gouvernement de Lloyd George, entre 1918 et 1922. Conséquemment, ce mémoire a pour but de démontrer comment chacune de ces sphères d'influence (politique, économique et intellectuelle) a pu influencer le gouvernement britannique dans ses rapports avec le régime bolchevique pendant les toutes premières années d'une vaste opération de reconstruction de l'Europe.

Le paysage politique, qui avait connu des changements avant la guerre, fut complètement bouleversé après celle-ci. Le bipartisme fit définitivement place au multipartisme et surtout à la montée des Travailleurs, dont le parti constituait l'Opposition officielle au lendemain de l'élection de décembre 1918. La création du *Labour Movement*⁴ et particulièrement l'attitude responsable des syndicats furent la clé du succès de ce redoutable adversaire du gouvernement; le recours aux grèves des syndicats devenant un outil de marchandage hors pair pour les parlementaires travaillistes. On vit pour la première fois des syndiqués adopter une cause politique et demander, entre autres, la fin de l'intervention britannique en sol russe et un rétablissement des relations anglo-russes, en échange d'une meilleure représentation de leurs intérêts au Parlement.

Sur le plan économique, la fin de la guerre apporta aussi plusieurs bouleversements. Le passage d'une économie de paix à une économie de guerre, puis de nouveau à une économie de paix, fut une transition difficile à orchestrer. Et puis, le déclin industriel qui avait débuté, encore une fois avant 1914, se confirma durant l'après-guerre devant la destruction presque totale du réseau d'échanges sur lequel avait jusque-là reposé l'économie britannique. C'est dans un tel désordre économique et monétaire que le marché russe, ainsi

⁴ Nom que l'on donna au front commun des syndicats sur le terrain et des Travailleurs aux Communes et visant à dénoncer les politiques étrangères du gouvernement de Lloyd George, et surtout celles concernant la Russie. Les syndicats, le Parti travailliste, d'influents membres de

que son impressionnant réservoir de ressources naturelles, prit une toute nouvelle signification pour l'économie anglaise et forcément européenne.

Finalement, le climat intellectuel qui avait commencé à remettre en question le victorianisme quelques années avant l'éclatement du conflit mondial se modifia après la guerre. Le rejet des valeurs victoriennes et la manifestation de nouveaux idéaux se remarquèrent par l'affirmation d'une nouvelle conception de l'équilibre mondial : une conception plus rationnelle et dépouillée de sentiments. Autrement dit, l'élite intellectuelle cherchait à démontrer, durant les toutes premières années de la Reconstruction de l'Europe, la nécessité de fonder le nouvel ordre mondial sur l'économie plutôt que sur de vieux principes diplomatiques, comme on avait coutume de le faire sous le règne de la reine Victoria. Dans cette perspective, la politique russe fut perçue différemment et le rétablissement de liens commerciaux avec la Russie devint primordial.

Les sources

Une centaine d'éditoriaux et d'articles du *Manchester Guardian* et du *London Times*, publiés entre novembre 1918 et octobre 1922 – et que nous avons sélectionnés après avoir dépouillé de façon systématique ces deux quotidiens britanniques – témoignent des pressions politiques et économiques de cette période. Le *Guardian* (centre-gauche) exprimait l'opinion de plusieurs Libéraux de la Coalition gouvernementale et de la faction siégeant dans l'opposition, ainsi que celle de nombreux Travailleurs modérés tandis que le *Times* (centre-droite) se voulait le porte-parole de la majorité conservatrice du gouvernement. Le *Guardian* avait également la réputation internationale d'être l'équivalent libéral du *Times* au chapitre de la qualité. Nonobstant un important écart au niveau du tirage⁵, nous sommes donc arrivés à respecter un certain équilibre dans le choix de nos sources.

l'aile industrielle du mouvement ouvrier et la trentaine de Libéraux indépendants qui siégeaient dans l'opposition, constituaient ce mouvement de dénonciation.

⁵ En 1930, le *Times* enregistra un tirage de 187 mille copies alors que le *Guardian* accusa un tirage se situant entre 25 mille et 50 mille copies pour la même période. Political and Economic Planning

Pour ce qui est de l'analyse des forces intellectuelles, nous avons choisi de retenir quelques écrits de l'économiste John Maynard Keynes. Il s'agit d'une part de l'ouvrage intitulé *The Economic Consequences of the Peace*⁶, qu'il publia quelques mois après avoir claqué la porte de la conférence sur la paix tenue à Versailles en juin 1919 et dans le cadre de laquelle il avait agi à titre de conseiller économique pour le Trésor britannique. Nous avons d'autre part retenu une série d'articles parus dans le *Guardian* lors d'une autre conférence internationale, celle de Gênes⁷, au printemps 1922. Assistant cette fois à ce rendez-vous diplomatique à titre d'analyste pour le *Guardian*, Keynes a profité de l'occasion pour clarifier sa conception de l'ordre mondial et démontrer l'importance, pour son pays comme pour les Alliés, d'entretenir des relations économiques avec la Russie.

Sans doute, les écrits de Keynes sont ceux qui se rapprochent le plus de notre sujet d'étude, ce qui nous permettra, espérons-le, d'établir un parallèle plus évident. Ce choix s'explique aussi par le fait que Keynes collaborait régulièrement à différents quotidiens, en plus d'être rédacteur en chef de la revue *The Economic Journal*. Il écrivait donc sur des sujets d'actualité sur une base beaucoup plus régulière que ses pairs. Enfin, son implication à titre d'expert auprès des milieux financiers et industriels a fait de lui un témoin privilégié et un grand acteur de sa génération. Les allusions de l'économiste à la politique russe de son gouvernement sont fort éloquentes, particulièrement dans cette série d'articles que nous avons retenue, et témoignent d'un modernisme qui lui a permis d'aborder ce sujet sous un autre angle.

Press Group, *Report on the British Press : a survey of its current operations and problems with special references to national newspapers and their part in public affairs*, Londres, PEP, 1938, p. 48 et p. 84.

⁶ Ce pamphlet dénonce la sévérité des réparations demandées à l'Allemagne et surtout l'attitude de la vieille garde politique qui chercha alors à rétablir l'ordre mondial qui existait avant 1914 plutôt que de reconstruire l'Europe sur de nouvelles bases. Déjà dans cet écrit, il est possible de percevoir les premiers signes d'un modernisme qui mena Keynes à concevoir une politique russe sous un autre angle.

⁷ Conférence chargée de remédier au désordre monétaire mondial en tentant notamment de réintégrer la Russie et l'Allemagne dans la communauté internationale.

Le plan du mémoire

Le premier chapitre ayant été consacré à l'introduction de notre sujet d'étude, le chapitre suivant décrira le climat général qui régnait en Russie et en Grande-Bretagne, après la Première Guerre mondiale, et expliquera comment le gouvernement britannique a réagi au changement de garde résultant de la Révolution bolchevique et à la guerre civile qui s'ensuivit. Le deuxième chapitre aura aussi pour tâche de retracer les grandes lignes de l'historiographie des relations anglo-russes de la période qui nous intéresse, et de nous introduire à l'analyse proprement dite.

La démonstration sera composée de trois chapitres qui, par l'entremise d'études de cas, tenteront de donner un visage aux forces précédemment mentionnées. Un premier volet se penchera sur la particularité de l'échiquier politique et les actions du *Labour Movement* avec lesquelles le Premier ministre britannique a dû jongler. La Coalition gouvernementale, déjà sérieusement divisée sur la question russe, dut faire face à deux réalités. D'une part, la montée du Parti travailliste⁸ qui se taillait tranquillement une place au Parlement, sans doute sur le dos d'un Parti libéral en perte de vitesse et, d'autre part, l'explosion du nombre d'adhésions aux différents syndicats, surtout après la guerre. La spécificité de ce climat politique a considérablement changé la donne pour un Premier ministre libéral aux actions déjà restreintes par une majorité conservatrice, particulièrement en matière de politique étrangère. Dans une moindre mesure, la croisade anti-bolchevique du camp conservateur et de Winston Churchill, alors ministre du *War Cabinet* et architecte d'une tenace campagne dénonçant toute tentative du gouvernement britannique de rétablir les relations entre les deux pays, eut son lot de conséquences.

En deuxième lieu, notre démonstration portera sur les pressions économiques exercées par les cercles financiers et les milieux industriels. La

réaction de ces deux camps devant les efforts de Lloyd George en faveur d'une reprise des échanges commerciaux, et éventuellement des liens diplomatiques entre la Grande-Bretagne et la Russie, n'a pas été unanime. Cette divergence d'opinion marquée entre les deux factions – entre le nord industriel et le sud financier – existait d'ailleurs avant 1914. Or, la coïncidence de la fin du boom économique d'après-guerre, du fort taux de chômage, du déclin industriel et des pressions soutenues des milieux industriels cherchant à remplir leur carnet de commande, eut davantage d'impact sur la politique russe que les pressions des cercles financiers de la *City*⁹. La conclusion d'un accord anglo-russe sur le commerce, en mars 1921, fut sans doute la consécration de ces pressions économiques.

Si la politique russe de Lloyd George, immédiatement après la guerre, a été l'œuvre des pressions politiques et économiques, nous espérons pouvoir en dire autant de la manifestation des forces intellectuelles, dans le troisième et dernier chapitre de notre analyse. Avec la fin du victorianisme et le début de l'ère édouardienne, le climat intellectuel en Grande-Bretagne avait lui aussi commencé à subir de profonds changements. Or, il aura fallu une guerre de l'ampleur de celle de 14-18 pour que ces changements se confirment et exercent une pression significative sur les hautes sphères du pouvoir. Le Premier ministre anglais n'a pas semblé demeurer sourd aux idéologies d'un petit groupe d'intellectuels même s'il demeurait incontestablement un politicien de sa génération. Contrairement aux forces politiques et économiques dont le réflexe était, après la guerre, de regarder en arrière avec nostalgie, les forces intellectuelles regardèrent plutôt en avant et véhiculèrent un certain modernisme; un modernisme qui semble avoir dérangé les architectes de la politique russe de Londres.

Enfin et de façon plus ambitieuse, ce mémoire tentera d'isoler la force intérieure, qui aura dominé les deux autres dans l'élaboration de la politique russe de la Grande-Bretagne, entre 1918 et 1922; il s'agit fort probablement des

⁸ Aux élections de décembre 1918, le Parti travailliste avait décidé de se battre à titre de parti indépendant et non plus comme un groupe de pression au sein d'une alliance avec les Libéraux.

⁹ Quartier des affaires de Londres.

pressions économiques. Nous avons également tenté d'établir si ces forces se sont comportées pendant ces quatre années de façon erratique, continue ou périodique. Leur manifestation semblera avoir été plutôt périodique.

Les périodes de pointe

Nous avons identifié trois périodes de pointe au cours desquelles les pressions politiques, économiques et intellectuelles se sont manifestées. Ainsi, les forces politiques semblent avoir été plus significatives durant le premier tiers du mandat de Lloyd George, soit de la signature de l'armistice, en novembre 1918, à la décision du gouvernement de stopper son intervention armée au cours de la guerre civile russe contre les révolutionnaires bolcheviques, un an plus tard. En ce qui a trait aux pressions économiques, nous constatons qu'elles se sont faites plus pressantes durant le deuxième tiers du mandat du Premier ministre, c'est-à-dire de la fin de l'intervention britannique en Russie, en novembre 1919, à la signature du premier accord sur le commerce entre la Grande-Bretagne et la Russie, en mars 1921. Quant aux forces intellectuelles, puisqu'il nous est impossible de les isoler à l'intérieur de frontières aussi précises, nous les étudierons sur l'ensemble de la période de 1918 à 1922. Même si le modernisme intellectuel de la génération de Keynes eut une influence progressive sur la politique russe de Londres, les forces intellectuelles semblent plus prononcées en fin de mandat, soit de mars 1921 à octobre 1922.

Avant de nous consacrer à la démonstration proprement dite, voyons d'abord quels étaient les événements en Russie, au cours de ces quatre années du règne de la Coalition de Lloyd George. Comment ces événements ont-ils été interprétés en Grande-Bretagne, considérant la conjoncture politique et économique ainsi que le climat intellectuel, et quelle a été l'explication donnée par l'historiographie pour rendre compte de la politique russe de Londres, à cette époque.

Chapitre 2

La Russie, la Grande-Bretagne et l'historiographie

Première partie : événements en Russie et réaction britannique

Climat de l'heure en Russie

Manifestement, la Révolution d'octobre 1917 avait ébranlé le monde, et le retrait subséquent des troupes russes de la Première Guerre mondiale porté un dur coup au camp allié. Pour Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, la véritable épreuve fut d'édifier un ordre nouveau pouvant remettre sur pied la Russie. Une épreuve qui s'avéra longue et pénible puisque les toutes premières années suivant le coup d'État des Bolcheviks furent marquées d'une guerre civile et d'actions révolutionnaires. Cette marche vers le socialisme, comme l'ont qualifiée plusieurs, exigea toutefois l'instauration d'un certain capitalisme d'État¹, dans l'attente d'une révolution européenne qui ne verra jamais le jour. Faute d'un détonateur extérieur, les Bolcheviks se virent alors contraints de modifier leur plan initial, à partir de l'été 1918, et de produire eux-mêmes le socialisme. Le capitalisme d'État, cet instrument permettant de mettre la bourgeoisie au service de l'État ouvrier², fut alors remplacé par le *communisme de guerre*³. Bref, une

¹ Martin Malia, *La tragédie soviétique : histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Paris, Seuil, 1995[1994], p. 166.

² Il était tout de même paradoxal de chercher à établir une « dictature du prolétariat » dans un pays où les travailleurs, y compris les artisans à leur compte, constituaient au mieux 10 % de ceux qui avaient un emploi rémunéré, alors qu'au moins 80 % étaient des paysans. Richard Pipes, *La Révolution russe*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993 [1990], p. 661.

³ Terme utilisé pour décrire la période s'échelonnant du milieu de 1918 au mois de mars 1921, laquelle était caractérisée par une sévère politique de réquisition de la production agricole, d'interdiction du commerce privé, de nationalisation de presque toutes les industries, de

première entreprise communiste que les Bolcheviks qualifieront plus tard de prématurée, voire même d'erreur.

L'attitude de Londres face à un régime ou plutôt à un parti unique en train de dessaisir les classes anciennement possédantes et de créer un simulacre de société moderne – une société qui, à la base, aurait dû produire le socialisme – était forcément réticente. En effet, la dictature d'une minorité sur des masses paysannes récalcitrantes à une politique agraire "rationnelle", mécanisée et à grande échelle, dans un pays ravagé par une guerre civile et dont les usines produisaient au ralenti quand elles arrivaient à survivre, ne pouvait laisser les Britanniques indifférents. D'ailleurs, ces derniers ont opté pour l'une des deux factions aspirant à la succession du régime tsariste, et participé à la guerre civile aux côtés des Blancs⁴, du milieu de 1918 à la fin de 1919.

Ce fut sur le plan du remodelage économique que la capacité d'organisation de l'idéologie communiste s'avéra la plus éclatante. En trois ans de guerre, le régime soviétique « [...] allait parcourir (au moins sur papier) toute la voie qui mène à un contrôle total de l'économie par l'État [...] »⁵. Cependant, contrairement à l'orthodoxie marxiste et aux intentions antérieurement proclamées par les Bolcheviks, la politique d'étatisation adoptée par ce communisme, dit de guerre, fut à son tour abandonnée au profit d'un retour partiel à une économie de marché, la NEP ou *Nouvelle Politique Économique*, en mars 1921. Malgré la fin de la guerre civile et l'instauration de cette nouvelle politique économique, 1921 ne sut apporter plus de calme; il y eut l'insurrection des marins de la base navale de Kronstadt contre le gouvernement et l'éclatement de plusieurs grèves, au printemps⁶.

centralisation de la production et de la distribution des biens et enfin, de substitution partielle de l'argent en biens.

⁴ Contre-révolutionnaires russes. Ils ont fait la lutte aux Bolcheviks (*Rouges*) de Lénine qui s'étaient emparés du pouvoir en Russie, au moment de la Révolution d'octobre 1917. Les combats erratiques entre les *Blancs* et les *Rouges* s'échelonnèrent sur dix-huit mois, du milieu de l'année 1918 à la fin de 1919, et se soldèrent par la victoire des Bolcheviks.

⁵ Malia, *La tragédie soviétique ...*, p. 181.

Le climat politique, économique et intellectuel dans lequel la Grande-Bretagne accueillit le « communisme de guerre » et les premiers balbutiements de la NEP fut, pour le moins, bien différent des événements en Russie, mais sur le plan historique, certainement tout aussi intéressant.

La réaction de la Grande-Bretagne

La pire année du conflit mondial pour la Grande-Bretagne fut sans doute 1917 parce qu'elle marquait la fin du *laissez-faire* et que les nouvelles formes de contrôle que l'on avait tenté d'implanter commençaient à peine à fonctionner⁷. Des commissions régionales mises sur pied pour enquêter sur la situation en général avaient d'ailleurs révélé que les causes du mécontentement populaire étaient surtout d'ordre économique. Le Premier ministre anglais⁸ eut alors la lourde tâche de trouver une série de mesures sur lesquelles les principaux partis politiques constituant la Coalition de guerre pouvaient s'entendre. De plus, le début des troubles en Russie, cette même année, ne fit que multiplier les désaccords aux Communes – « [...] the Russian revolution added to the political stir⁹ » – et brouiller la politique russe de Londres. « The next four years were to see a remarkable, but in retrospect understandable, sequence of conflicting policies as Britain struggled to make up its mind whether it wanted to try to work with the Bolsheviks or to break their power¹⁰ ». Enfin, 1917 fut marquée par la multiplication des opposants à la guerre qui réclamaient des négociations de paix.

L'année suivante, Lloyd George fut contraint de clarifier les intentions de la Grande-Bretagne dans le conflit mondial, l'appui des Britanniques

⁶ En 1921, la production minière et industrielle ne représentait plus que 21 % de ce qu'elle était en 1913 alors que la production agricole était inférieure d'environ 38 % à la normale d'avant-guerre. Malia, *La tragédie soviétique ...*, p. 206.

⁷ A. J. P. Taylor, *English History 1914-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1992 [1965], p. 88.

⁸ De 1916 à 1918, David Lloyd George avait été à la tête d'une première Coalition gouvernementale entre Conservateurs et Libéraux. Il fut reporté au pouvoir pour un second mandat, à la suite des élections de décembre 1918.

⁹ Taylor, *English History ...*, p. 89.

commençant sérieusement à s'effriter. Cet appui fut d'ailleurs fortement remis en question lorsque les Bolcheviks révélèrent l'existence d'une série de traités d'assistance secrets entre les pays alliés¹¹ et au moment où la Révolution russe recruta ses premiers supporters occidentaux. « The last year of the war would be fought with one eye on Russia, where Lenin sought to consolidate his rule, and one on the places both inside and outside Europe where his example was already becoming a stimulus to radical nationalism¹² ».

L'année 1918 fut également celle de l'armistice ainsi qu'une occasion pour Lloyd George – l'homme qui avait gagné la guerre – de déclencher des élections qui se jouèrent principalement sur l'échéance et la nature du plan de démobilisation des troupes anglaises. Malgré les talents de négociateur du Premier ministre et sa domination de la scène politique, la majorité conservatrice resta méfiante à son égard : « [...] l'on craignait que Lloyd George en vienne à dominer complètement le Parti conservateur et que ses politiques l'emportent, ce qui compromettrait les principes conservateurs¹³ ».

En dépit de leurs inquiétudes, les Conservateurs demeurèrent le roc solide du gouvernement au moment où les Libéraux se désunirent et où les Travailleurs novateurs parurent encore bien jeunes. Mais l'on ne pouvait ignorer le fait que la guerre avait entraîné une réorganisation de l'échiquier politique et que le Parti travailliste, véritable porte-parole des puissants syndicats, était devenu la force politique montante de l'après-guerre et le parti d'opposition auquel Lloyd George avait le plus de comptes à rendre. La campagne des Travailleurs contre la poursuite d'une intervention armée en Russie, en 1919, et une incursion britannique¹⁴ dans le conflit russo-polonais, à l'été 1920, exerça passablement de pression sur le gouvernement.

¹⁰ Curtis Keeble, *Britain and the Soviet Union, 1917-1989*, Londres, Macmillan, 1990, p. 13.

¹¹ Taylor, *English History ...*, p. 96.

¹² Lloyd Gardner, *Safe for Democracy : Anglo-American Response to Revolution, 1913-1923*, New York, Oxford University Press, 1984, p. 150.

¹³ Inbal Rose, *Conservatism and Foreign Policy During the Lloyd George Coalition, 1918-1922*, Londres, Frank Cass, 1999, p. 8. (traduction libre)

¹⁴ À vrai dire, des moyens de marchandage plus qu'autre chose.

Et puis, pour ajouter au climat de crise, le secteur industriel, à la base même de la prospérité britannique et dont le déclin avait été accéléré par la guerre, eut du mal à passer d'une économie de guerre à une économie de paix. Les trois géants de l'industrie victorienne – le charbon, le textile et les chantiers navals – périclitant, la Grande-Bretagne devint tranquillement la deuxième et même la troisième puissance en importance. Le pays enregistra des taux de chômage critiques : 18 % en décembre¹⁵ 1921, l'équivalent de la moitié des mineurs et des ouvriers du textile privés de travail¹⁶. Cette pénurie d'emplois jumelée au déclin industriel fut à l'origine de nombreuses grèves dont celle de l'industrie minière – la grève du *Black Friday*¹⁷ – en plus d'être une incitation à la révolte. « Mindful of events on the Continent, many became fearful of that Britain was on the brink of social revolution¹⁸ ».

Ce ne sont pas tant les pertes matérielles qui furent accablantes pour la Grande-Bretagne que les pertes financières indirectement reliées au conflit mondial; la révolution russe comptait parmi les causes ayant entraîné, par ricochet, de lourdes pertes pour le pays. « Greater losses came afterwards from causes not directly due to paying for war – the revolution in Russia and repudiation by South American states. These causes were often lumped together with the war in the popular mind¹⁹ ». Et comme le fit remarquer l'économiste, John Maynard Keynes, la guerre avait non seulement rendu vulnérable l'économie britannique, fondée essentiellement sur les échanges, mais elle était aussi responsable de l'inflation qui frappait maintenant toute l'Europe; ce qui, aux yeux des Bolcheviks, était un signe de faiblesse du système capitaliste, avait-il prévenu.

¹⁵ Rose, *Conservatism and Foreign ...*, p. 265.

¹⁶ Roland Marx, *L'Angleterre de 1914 à 1945*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 77.

¹⁷ La Grande-Bretagne connut une première grève d'importance en 1921 dans l'industrie du charbon. C'est d'ailleurs pendant cette grève que le taux de chômage atteint son plus haut niveau : 23.4 %. Plusieurs soutiennent que la grève du *Black Friday*, qui se solda par l'échec des grévistes, fut à l'origine d'une autre grève plus sévère encore, la grève générale de mai 1926, et qui paralysa l'économie britannique pendant neuf jours. Marx, *L'Angleterre de ...*, p. 77.

¹⁸ Paul Johnson, dir. *Twentieth-Century Britain : Economics. Social and Cultural Change*, Londres, Longman, 1994, p. 161.

¹⁹ Taylor, *English History ...*, p. 123.

Nécessairement élargi par l'effort de guerre, le rôle du gouvernement de Lloyd George devint celui du *muddling through*, c'est-à-dire de la méthode de l'improvisation et du tâtonnement. Les avatars de l'économie et la quête d'un apaisement social marquèrent certainement les premiers moments de la Reconstruction. Tout comme, d'ailleurs, la Conférence de Versailles sur la paix à laquelle le Premier ministre britannique consacra temps et énergie, en cherchant à obtenir une compensation satisfaisante et des garanties suffisantes contre toute nouvelle agression. Hormis le chemin cahoteux de la reconstruction et les performances parfois mitigées du gouvernement sur le plan social²⁰, de nombreux Britanniques s'impatientèrent davantage devant la politique extérieure du gouvernement : « To many people, however, it was not the Government's record at home that caused shame or anger, it was its responses to a host of external problems²¹ ».

Les questions irlandaise et indienne comptèrent parmi ces importants dossiers²² du second mandat de Lloyd George, tout comme, en toile de fond, celui des relations anglo-russes chancelantes. En fait, malgré sa fougue et son autoritarisme, le Premier ministre ne pouvait faire fi du poids d'une majorité conservatrice l'empêchant de gérer la politique extérieure comme il l'entendait. « Towards Europe, by contrast, Lloyd George's policy was not one of disengagement : it was the Conservatives in his government who favoured a course of withdrawal²³ ». Puis, devant une attitude de la Russie foncièrement

²⁰ La politique sociale que défendait le gouvernement de Lloyd George, à la fin de la guerre, a dans l'ensemble été qualifiée de progressiste, notamment avec l'instauration du *Housing and Town Planning Act* de 1919, suivi du *Unemployment Act* de 1920. Mais ce qui, dit-on, a finalement donné le coup de grâce au plan de réformes sociales de la Coalition fut le rapport Geddes (1921) dont les conclusions remettaient en doute toute la politique sociale du gouvernement.

²¹ Charles Mowat, « History : Political and Diplomatic » in C. B. Cox et A. E. Dyson, *The Twentieth-Century Mind. History, Ideas and Literature in Britain*, Tome II : 1918-1945, Londres, Oxford University Press, 1972, p. 5.

²² La gestion anglaise de la crise irlandaise et de la montée du nationalisme indien ont fait l'objet de vives critiques à l'époque. En Irlande, l'impasse tourna malheureusement plus d'une fois au bain de sang : le 22 novembre 1920, avec l'assassinat de 14 officiers britanniques et la riposte à la mitrailleuse des *Black and Tans*, le mois suivant, sur une foule assistant à un match de soccer à Dublin (*Bloody Sunday*). L'année d'avant, un horrible carnage perpétré par des officiers britanniques contre une foule de nationalistes indiens, à Amritsar, avait coûté la vie à 379 personnes.

²³ Mowat, « History : Political ... », p. 7.

déroutante²⁴, le Premier ministre britannique se retrouva souvent avec le doigt entre l'arbre et l'écorce.

Lorsque la Révolution d'octobre éclata, Winston Churchill, ministre des Munitions, fut l'un des politiciens les plus intéressés par la question russe. Inconditionnel anti-bolchevique, il fut l'un des premiers à dénoncer la machine de Lénine. Il tint des propos particulièrement virulents, notamment lors d'une réunion du Cabinet²⁵, à l'automne 1918 : « Russia is being rapidly reduced by the Bolsheviks to an animal form of Barbarism. [...] Civilisation is being completely extinguished over gigantic areas, while Bolsheviks hop and caper like troops of ferocious baboons amid the ruins of cities and the corpses of their victims²⁶ ». De nombreuses interventions à huis clos et publiques de ce ministre marquèrent la politique britannique des années 1918-1920, alors que la peur des *Rouges* était presque palpable aux Communes²⁷.

Avec de plus en plus de difficulté, le Premier ministre poursuivit ses politiques de conciliation, notamment avec l'Allemagne et la Russie, en 1921 et 1922. La réparation et la sécurité de l'Europe ainsi que l'amélioration des relations économiques continuèrent à faire l'objet de nombreuses conférences interalliées dont celle de Gênes²⁸, au printemps 1922 – premier rendez-vous auquel fut conviée la Russie après l'armistice. Or, ces efforts de conciliation furent de plus en plus minés par la crise politique au cœur de laquelle la Grande-Bretagne était plongée depuis la fin de la guerre. « The political manoeuvres of 1920-22 which preceded the fall of the Coalition mark something both more and

²⁴ Il ne faut pas oublier que la signature du traité de Brest-Litovsk, scellant un accord de paix entre l'Allemagne et la Russie, en mars 1918, fut une de ces décisions qui ébranlèrent les Alliés et laissèrent s'installer un climat de scepticisme face à la sincérité des autorités russes.

²⁵ L'accession de Lloyd George au pouvoir a permis la création d'un cabinet constitué de cinq membres incluant le Premier ministre et choisis par ce dernier. Cet exécutif consultait à l'occasion des ministres compétents qui n'étaient pas membres du Cabinet, dont Winston Churchill qui a souvent été appelé à se prononcer sur la question russe.

²⁶ Randolph Churchill et Martin Gilbert, *Winston S. Churchill*, Boston, Houghton Mifflin, 1966, Tome IV : *The Stricken Years, 1917-1922*, p. 227.

²⁷ La peur était une des principales raisons pour laquelle la Grande-Bretagne avait d'ailleurs gardé certaines unités de combat en Russie, en 1919.

²⁸ Vingt-neuf pays européens, incluant l'Allemagne et la Russie, prirent place à cette conférence qui était chargée de remédier au désordre monétaire international issu de la guerre et de rétablir un

less than the government's unpopularity : they mark, rather, a major crisis in party politics²⁹ ».

La Grande Guerre qui avait, d'une part, charrié avec elle le meilleur et le pire et, d'autre part, accéléré cette crise de la conscience anglaise³⁰, eut indéniablement son lot de répercussions sur la vie politique et économique. Les partis avaient subi la pression des nouveautés en raison de la perturbation des équilibres traditionnels et les enjeux avaient beaucoup évolué pendant et après le conflit. Bref, on a souvent dit de ces premières années de reconstruction qu'elles furent entachées par un gouvernement constitué d'hommes qui avaient perdu le sens de l'effort : « [...]noble plans for post-war reconstruction were betrayed by a government dominated by hard-faced men who look as if they had done well out of the war³¹ ».

Enfin, l'après-guerre n'apporta que des déceptions; partout, avec les activités arrêtées, c'était l'oisiveté forcée, le paupérisme³². Devant cette morosité, le milieu britannique des affaires fut plutôt imperméable au bolchevisme. À l'exception de quelques rares capitalistes anglais, certes plus ouverts d'esprit et manifestant davantage le goût du risque – « British capitalists and their technologists did not all scorn the Red Empire : some of them thought of it as one of the few places where things were moving [...] ³³ » – très peu cherchèrent à profiter du changement de garde en Russie. Il fallut attendre la signature de l'accord commercial de mars 1921 et l'entrée en vigueur de la NEP de Lénine à pareille date, avant que le vent ne commence à tourner.

certain concert européen. Les réparations allemandes et le statut de la Russie représentèrent les grands enjeux de cette conférence.

²⁹ Charles L. Mowat, *Britain Between the Wars, 1918-1940*, Londres, Methuen & Co., 1955, p. 132.

³⁰ Bédarida, *La société anglaise ...*, p. 141-175.

³¹ Johnson, *Twentieth-Century Britain ...*, p. 162.

³² Bédarida, *La société anglaise ...*, p. 250.

³³ F. S. Northedge et Audrey Wells, *Britain and Soviet Communism : The Impact of a Revolution*, Londres, Macmillan, 1982, p. 147.

Incontestablement, la politique russe de la Grande-Bretagne fut imprégnée de cette instabilité générale et de ce climat de crise, au sortir de la Première Guerre mondiale. Nous nous interrogeons cependant sur l'importance que l'historiographie sur le sujet a accordé à cette explication qui fera l'objet de notre démonstration.

Deuxième partie : l'historiographie de la question

Les études consacrées aux relations anglo-russes de la période de l'après-guerre sont peu nombreuses et appartiennent rarement à des écoles historiques définies. Or, il semble se dégager de ces quelques analyses sur le sujet de nombreuses interprétations favorisant la thèse des pressions extérieures comme sources explicatives de la politique de Londres à l'égard de la Russie, entre 1918 et 1922. Autre fait à noter, l'ensemble de ces études accorde très peu d'importance et même ignore le rôle qu'a pu jouer une autre catégorie de forces, celles-là internes et caractéristiques du climat de l'heure en Grande-Bretagne, à la fin du conflit. Il s'agit de cette catégorie de forces – politiques, économiques et intellectuelles – propres à la société britannique de l'avant mais surtout de l'après-guerre, que nous souhaitons explorer davantage; des forces internes qui ont forcément été déterminantes dans l'élaboration de la politique russe de Lloyd George.

Des forces extérieures

Afin d'obtenir un meilleur portrait d'ensemble, jetons d'abord un coup d'œil sur les principales forces extérieures qui expliquent, certes en partie, la nature des relations anglo-russes au cours de ces quatre années. Si nous examinons de plus près ces différents facteurs extérieurs, nous croyons pouvoir en isoler quatre : 1) les exigences des Alliés comme la France et les États-Unis quant à la reconstruction de l'Europe : la France cherchant des garanties de sécurité et les

États-Unis à être remboursés³⁴, 2) le risque que l'Allemagne fasse alliance avec la Russie dans l'éventualité où elle serait incapable d'assumer le coût total des réparations³⁵, 3) la guerre russo-polonaise³⁶ de l'été 1920 et enfin, 4) le danger de propagation de l'idéologie bolchevique³⁷. Notons cependant que les études sur le sujet ne traitent pas systématiquement de ces quatre facteurs extérieurs. En revanche, elles accordent pour la plupart une grande importance aux attentes élevées qu'affichaient alors les pays de cette Europe en reconstruction.

a) Les exigences d'une Europe en reconstruction

Les pressions diplomatiques et économiques exercées sur la Grande-Bretagne par des pays alliés comme la France et les États-Unis, relativement à la question russe, ne peuvent être ignorées. En quête de garanties et de dédommagements personnels et affichant des exigences pas forcément compatibles, les Alliés n'ont pu faire durer l'entente au lendemain de la conférence de Versailles. Ce climat de tension issu de la confrontation des intérêts de chacun dans cette entreprise de reconstruction, et particulièrement des exigences de la France, finit par influencer le cours des relations anglo-russes.

On August 25, 1919, the Allies declared a blockade of the Soviet-controlled Russian coasts [...] Although the declaration could not have been made without the approval of the British Prime Minister, it was soon evident that his heart was not in it. His consent was perhaps the result of French pressure [...]³⁸.

Ces pressions donnèrent, à plusieurs occasions, du fil à retordre au Premier ministre Lloyd George relativement au dossier russe.

³⁴ Malcom Carroll, *Soviet Communism and Western Opinion 1919-1921*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1965. Particulièrement le chapitre 2.

³⁵ Richard Ullman, *Anglo-Soviet Relations, 1917-1921*, Tome II : *Britain and the Russian Civil War*, Princeton, Princeton University Press, 1968; W. P. et Zelda Coates, *A History of Anglo-Soviet Relations*, Tome I : *1917-1942*, Londres, Lawrence & Wishart, 1943; et Malcom Carroll, *Soviet Communism and Western Opinion, 1919-1921*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1965.

³⁶ Carroll, *Soviet Communism ...*, chapitres 3, 5 et 7.

³⁷ Coates, *A History of Anglo-Soviet...*, Tome I, chapitres 1 et 2.

³⁸ Carroll, *Soviet Communism ...*, p.21.

Concerning what further steps to take, Lloyd George was pulled in opposite directions by his own impulses toward the restoration of normal relations and by the pressure on the part of those, including the French, who were determined to maintain at least the close containment of Soviet Russia³⁹.

La mise sur pied d'une politique russe commune à la France et la Grande-Bretagne a d'ailleurs demandé au Premier ministre anglais des efforts considérables pour parvenir à réduire cet important fossé séparant les deux gouvernements. Pour des questions de sécurité, Paris souhaitait rétablir une Russie forte faisant contrepoids à l'Allemagne, alors que Londres préférait cohabiter avec une Russie docile qui ne pourrait nuire à ses intérêts. Même si les cercles économiques français souhaitaient rétablir des liens économiques avec la Russie, leur influence sur la politique officielle de Paris fut négligeable. Le Premier ministre britannique dut, pour sa part, composer avec une France continuellement hantée par la peur d'une Allemagne cherchant à se venger, avec une France réticente à la politique russe qu'il tentait d'imposer aux Alliés.

Les États-Unis ont également fait preuve d'une grande méfiance devant les intentions de Lloyd George dans le dossier russe. Lorsque ce dernier manifesta le désir de tenir une série de nouvelles conférences ayant pour but de réviser le Traité de Versailles et d'adopter une politique russe coordonnée et plus ouverte, le Président américain, Thomas W. Wilson, fut offusqué. C'est qu'après la Grande Guerre, la crainte d'une révolution mondiale était quasiment palpable à Washington, certainement plus que celle d'une alliance germano-russe. Or, il semble que les inquiétudes de Washington n'aient pas réussi à influencer de façon significative la politique russe du Premier ministre britannique, comme le fait remarquer l'historien Malcolm Carroll.

As the policy differences between Great Britain and France over Poland and Russia became increasingly acute, each turned to Washington for support against the other [...] Lloyd George appealed to President Wilson in a private letter for his support of, and America's participation in, an international conference in which Soviet Russia would be represented [...] There is no reason, however, for thinking

³⁹ *Ibid.*, p.24.

that calculations regarding the United States seriously affected British policy or opinion [...] ⁴⁰.

Malgré l'importante aide économique américaine dont bénéficiait Londres à l'époque, le gouvernement britannique ne fut pas freiné par la crainte de mettre en jeu cette amitié fructueuse, mais fut plutôt entraîné par la conviction de devoir faire la paix avec la Russie pour ses propres intérêts et ceux d'une Europe qui tentait de se relever.

Enfin, par l'adoption d'une politique isolationniste à l'endroit de la Russie, le gouvernement américain crut donner l'exemple et inciter d'autres gouvernements à le suivre dans sa lutte contre le bolchevisme que l'on devait, à son avis, tuer dans l'œuf. Washington avait d'ailleurs lancé un appel officiel aux Alliés, par l'entremise d'un important communiqué, connu sous le nom de *Colby Note* ⁴¹. Mais ce fut en vain puisque cette propagande eut peu de succès en Grande-Bretagne, selon Carroll.

There was in addition to the freezing of American foreign policy in regard to Russia, a larger objective, which in fact was not attained; the note, according to a well-informed press correspondent, was expected to serve as a rallying point of sound and determined principle. In other words, it was in considerable part an attempt to enlist peoples and governments in a sort of moral blockade of Soviet Russia [...] ⁴².

b) Les intentions de l'Allemagne

Le spectre d'une éventuelle alliance entre l'Allemagne et la Russie fut un autre facteur extérieur d'importance dans l'élaboration des relations anglo-russes de cette période. Bolchevique ou non, la Russie était une source de richesses naturelles considérables pour celui qui osait établir des relations avec elle. Selon plusieurs études, dont celle de Richard Ullman, Winston Churchill, alors ministre

⁴⁰ *Ibid.*, p. 188-189.

⁴¹ La *Colby Note* (10 août 1920), du nom du Secrétaire d'État américain de l'époque qui avait réclamé au président Wilson de préciser par voix de communiqué la politique russe du gouvernement américain, marqua le début d'une longue politique isolationniste des États-Unis à l'égard de la Russie.

⁴² Carroll, *Soviet Communism ...*, p. 196.

du *War Office*, se fit le porte-parole par excellence de ce facteur extérieur, en disant qu'il fallait à tout prix éviter de créer des conditions qui pousseraient l'Allemagne à explorer cette avenue : « [...] that very Russo-German alliance which, whether on a Bolshevik or anti-Bolshevik basis, constitutes the greatest danger that threatens us in the future⁴³ ».

La Grande-Bretagne n'était pas la seule, bien entendu, à lorgner cet énorme réservoir de ressources naturelles. En effet, en important notamment du blé, du charbon, du lin et du beurre, Londres pouvait soulager son économie et les moins nantis de la société. Or, plus la Grande-Bretagne retardait ses plans de paix avec la Russie, plus elle s'exposait au risque de devoir partager ce lucratif marché avec l'Allemagne, comme l'ont avancé quelques analyses.

At a time when we shall be at once searching for new markets [...], we cannot afford to see a rival installed in a privileged position and working to make every point of contact between England and Russia a point of friction as well⁴⁴.

The fear of German exploitation of Russia's resources had long haunted British Governments. It had taken shape with the signature of the Treaty of Brest-Litovsk and had been a major factor behind the policy of military intervention⁴⁵.

D'ailleurs, au lendemain de la volte-face⁴⁶ du Premier ministre Lloyd George, en novembre 1919, la presse conservatrice anglaise qui était contre l'idée d'interrompre toute forme d'aide britannique aux contre-révolutionnaires et très sceptique devant les réelles intentions des Bolcheviks, avait alors peut-être exagéré les répercussions d'une telle décision des autorités britanniques. Ce changement de cap de Lloyd George avait, sans contredit, déclenché un mouvement de panique, particulièrement au sein des milieux conservateurs,

⁴³ Ullman, *Anglo-Soviet Relations...*, Tome II, p. 299.

⁴⁴ Coates, *A History of Anglo-Soviet...*, Tome I, p. 19.

⁴⁵ Keeble, *Britain and the...*, p.87.

⁴⁶ Le 8 novembre 1919, le chef de la Coalition gouvernementale avait annoncé que la Grande-Bretagne se dissociait de la politique russe des Alliés dans le but d'entamer des négociations commerciales avec les *Rouges*. Cette annonce s'était d'abord traduite par le retrait définitif des troupes britanniques du territoire russe.

remarquable notamment dans les pages du *Times* de Londres, comme le rapportent les historiens William P. et Zelda Coates.

That stately journal had apparently convinced itself, or it's readers, that if Britain ceased to aid the Russian *Whites* they would turn to Germany, that the German grip would be established upon Russia, Siberia and other regions of Asia, and that the League of Nations would be turned to the fabric of a dream powerless to act upon so vast a political, military and economic agglomeration⁴⁷.

c) *L'impact de la guerre russo-polonaise*

Quelques études montrent aussi que la guerre russo-polonaise de l'été 1920 a nui à la politique russe de Londres. Pour certains analystes, ce conflit a véritablement mis en péril la conclusion de l'accord commercial entre la Russie et la Grande-Bretagne, au moment où les plans du Premier ministre britannique étaient sur le point de se matérialiser.

Thus Lloyd George had apparently successfully laid the foundations for negotiations with Soviet Russia that would at first be limited to trade [...]. Moreover he had finally carried reluctant France along with him. A few hours before the final decision was reached at San Remo⁴⁸, Poland launched the invasion of Ukraine, which was to pose a serious threat to the negotiations that were the heart of Lloyd George's Russian policy⁴⁹.

Plus modérés dans leurs propos, William P. et Zelda Coates ont nuancé leur lecture de la guerre russo-polonaise en ce sens qu'elle aurait bousculé le cours immédiat des pourparlers anglo-russes sans avoir toutefois eu un impact à long terme: « [...] despite this attack and despite the fact that both the Soviet Government and the Allied Governments regarded Poland as an Allied State, trade negotiations continued between Moscow and the Allies⁵⁰ ». En fait, plus

⁴⁷ *The Times* (Londres), 10 novembre 1919, in Coates, *A History of Anglo-Soviet...*, Tome I, p. 2.

⁴⁸ Conférence au cours de laquelle le Conseil économique suprême des gouvernements alliés a pour la première fois (avril 1920) négocié avec la délégation commerciale bolchevique, à la tête de laquelle se trouvait Leonid Krassin, commissaire du *Foreign Trade*.

⁴⁹ Carroll, *Soviet Communism ...*, p. 48.

⁵⁰ Coates, *A History of Anglo-Soviet...*, Tome I, p. 25.

que la guerre russo-polonaise en soi, ce qui a nui aux pourparlers fut probablement la mauvaise presse que recevait la délégation commerciale de Russie, comme l'a souligné le quotidien de gauche, *The Star* : « [...] the coming of M. Krassin, the Bolshevik commercial delegate, is being made the occasion for another of those wild mischevious press campaigns which do their promoters no credit either at home or abroad⁵¹ ».

Chose certaine, Lloyd George a déployé tous les efforts pour ne pas laisser ce futur accord commercial avec le gouvernement de Lénine lui filer entre les doigts – accord qu'il finit par conclure en mars 1921. Au plus fort de la crise, la guerre russo-polonaise fut embarrassante pour le gouvernement anglais qui dut, avec difficulté, choisir entre ses engagements européens envers la Pologne et d'importants intérêts économiques.

d) L'idéologie bolchevique

Un autre facteur extérieur dont fait forcément état l'historiographie sur le sujet est la présence de cette nouvelle idéologie qui faisait alors trembler aussi bien l'Europe que l'Amérique : le bolchevisme. Nul n'était à l'abri de cette fièvre rouge et l'empire britannique figurait sans doute parmi les nations les plus exposées. La Grande-Bretagne qui possédait de nombreux intérêts aux quatre coins du monde, cherchait alors à fermer les portes de son empire à l'idéologie bolchevique et à protéger ses intérêts à l'étranger.

In the public campaign against any accommodation with the Bolsheviks, Churchill spoke of the ghost of the Russian bear padding across the immense field of snow, sitting outside the Peace Conference in silent reproach, disturbing Afghanistan, distracting Persia and creating agitation and unrest in India⁵².

Même si à Versailles l'on avait pris tous les moyens, pensait-on, pour mater le bolchevisme – en écartant d'abord la Russie des négociations de paix,

⁵¹ *The Star*, cité par Coates, *A History of Anglo-Soviet ...*, Tome I, p. 25.

en érigeant ensuite un *cordon sanitaire* autour de ce pays et en opérant un sévère blocus économique qui ne sera levé qu'en juin 1920 – le Premier ministre britannique ne tarda pas à dénoncer ouvertement cette entreprise et à se faire le porte-parole européen d'une autre ligne de pensée : une vision du monde qui était déjà la sienne à Versailles, mais qu'il avait été contraint de taire, faute d'appui. La neutralisation de l'idéologie bolchevique dans le monde, finira-t-il par prétendre, ne pouvait réussir que par le rétablissement des liens économiques avec la Russie.

The eclipse of the War Office and the inability of the Foreign Office to take a lead were accentuated, of course, by the Prime Minister's peculiar faith in the efficacy of trade as a means of both *civilizing* Bolshevism and bringing about the recovery of Europe⁵³.

Si l'idéologie bolchevique avait, de prime abord, nui au rétablissement de relations tant politiques que commerciales entre Londres et Moscou, en ce sens que l'on crut qu'il était impossible de rétablir ces relations tant et aussi longtemps que le bolchevisme ne serait pas mort et enterré, cette idéologie ne fut pas une menace bien longtemps, en partie grâce à l'initiative du Premier ministre anglais. En agissant avec une certaine ouverture d'esprit, ce dernier put jeter les bases d'éventuelles relations économiques et en quelque sorte composer autour de cette menace extérieure.

Bref, jusqu'ici, le portrait que donne l'historiographie des relations anglo-russes entre 1918 et 1922 est celui de l'influence de quatre facteurs externes sur le développement de la politique étrangère de Londres à l'égard de la Russie. Or, qu'en a-t-il été de la manifestation de facteurs internes, tels le climat politique, économique et intellectuel de l'époque, et propres à la Grande-Bretagne ?

⁵² Keeble, *Britain and the...*, p. 66.

⁵³ Richard Ullman, *Anglo-Soviet Relations*, Tome III : *The Anglo-Soviet Accord*, New Jersey, Princeton University Press, 1972, p. 459.

Un facteur interne : la force du Parti travailliste

Si l'historiographie des relations anglo-russes de la période 1918-1922 fait timidement allusion aux pressions internes propres à la société britannique de l'époque et ne rend pas suffisamment compte de la place que nous leur accordons dans le développement de la politique russe, quelques analyses⁵⁴ ont tout de même accordé une certaine attention à un de ces facteurs internes : le paysage politique. L'argumentation qui s'articule autour du climat politique post-victorien – climat que nous aurons l'occasion d'explorer plus en détail au chapitre suivant – et que la guerre avait à son tour complexifié, fait d'ailleurs l'objet de deux interprétations divergentes.

La première interprétation des forces politiques de l'époque défend la thèse selon laquelle les relations anglo-russes auraient été modelées par les pressions de trois entités politiques (Travailleurs, Libéraux et Conservateurs) qui ont toutes cherché à s'entendre sur l'approche à adopter en vue de renverser le régime bolchevique. Selon cette interprétation, il n'a jamais été question d'une lutte entre supporters et opposants au régime de Lénine – c'est-à-dire respectivement entre Travailleurs et Libéraux d'une part, et Conservateurs d'autre part.

Rather more significant than the ostensible contest between a *Labour* and a *Conservative* Russian policy was a debate which took place within these parties, and which divided the business community also. This was a debate, not between supporters and opponents of the Soviet regime [...] but between those who believed that the Soviet government might most effectively be undermined by a policy of hostile confrontation, and those who inclined to the view that the same object might more readily be attained through negotiation and the development of trade and commerce between the two countries [...]⁵⁵.

⁵⁴ Voir Stephen White, *Britain and the Bolshevik Revolution. A Study in the Politics of Diplomacy, 1920-1924*, New York, Holmes & Meier, 1980 et R. P. Arnot, *The Impact of the Russian Revolution in Britain*, Londres, Lawrence and Wishart, 1967.

⁵⁵ White, *Britain and the ...*, p. 235.

Dans cette perspective, les pressions politiques exercées par le Parti travailliste – contrairement à ce qu'avance la deuxième interprétation que nous verrons prochainement – ont été négligeables sur la politique russe de la Grande-Bretagne. « The Labour executive, certainly, had no love for the Bolshevik cause, or for militant or extra-constitutional action in general; yet where rank-and-file pressure was strong and determined it could make itself effective. This, evidently, was not the case with regard to Russia⁵⁶ ».

La seconde interprétation, notamment celle de Morton Cowden, alloue par contre une grande importance à l'élément travailliste dans l'élaboration de la politique russe du gouvernement britannique. Elle soutient qu'il y a eu une lutte entre les supporters et les opposants au régime de Lénine et suppose que le *Labour Movement*, favorable à la reprise des relations anglo-russes, a contraint le Premier ministre à considérer les réclamations de cette organisation, compte tenu de son ampleur et de son efficacité. « The massive working-class opposition to the intervention in Russia and to the Polish attack had been decisive in staying the hand of the British government. [...] The Labor campaign to normalize relations with Soviet Russia was a natural spin-off from the ferment⁵⁷ ».

Sans pleinement jouir d'une carte blanche après la guerre, le Premier ministre, dont l'idéal en matière de politique étrangère se rapprochait davantage de la gauche, a toutefois pu profiter, pendant un certain temps, de son statut de *pont* entre la gauche et la droite – « He was their [Conservateurs] link to the Left that they feared [...]⁵⁸ » – pour orienter la politique russe de son gouvernement dans la direction qu'il souhaitait. « The anti-interventionist mood of the main mass of British Labour certainly had its effect on the Government. [...] Certainly, the Labour Party's position must have strengthened Lloyd George's resolve to

⁵⁶ *Ibid.*, p. 38-40.

⁵⁷ Morton H. Cowden, *Russian Bolshevism and British Labor, 1917-1920*, New York, Columbia University Press, 1984, p. 182.

⁵⁸ Ullman, *Anglo-Soviet Relations ...*, Tome III, p. 470.

press on with the task of constructing an inter-governmental relationship with Soviet Russia⁵⁹ ».

Puisque notre position est que les pressions du *Labour Movement*, soit l'action concertée du Parti travailliste et des syndicats, ont influencé le cours des relations anglo-russes et forcément celui de la politique russe de la Grande-Bretagne, nous défendrons et approfondirons sous un autre angle la thèse de Cowden⁶⁰. Notre contribution visera également à rendre compte de l'importance qu'ont pu avoir certains facteurs économiques, propres à la Grande-Bretagne du début des années vingt et qui, jusqu'ici, ont été timidement mentionnés voire même ignorés. Nous chercherons enfin à contribuer à l'historiographie des relations anglo-russes en examinant des forces qui ont carrément été laissées pour compte : celles incarnées par un petit groupe d'intellectuels de la génération de Maynard Keynes.

Somme toute, il s'agira de démontrer que l'historiographie des relations anglo-russes et de la politique russe du gouvernement britannique entre 1918 et 1922, a omis d'accorder, dans son analyse, une place de choix à une catégorie de forces tout aussi importantes que les forces extérieures, si ce n'est pas plus. Sans aucun doute, cette historiographie ne doit plus se limiter à l'étude de facteurs extérieurs, ni à celle de l'influence d'une poignée de grands hommes, mais devra tenir compte des forces internes qui se sont manifestées en Grande-Bretagne, dans les toutes premières années de l'entre-deux-guerres. Telle sera notre contribution.

⁵⁹ Keeble, *Britain and the ...*, p.75-76.

⁶⁰ Morton Cowden a surtout étudié la politique bolchevique à l'endroit du *Labour Movement* dans les trois années et demi qui ont suivi la Révolution russe de 1917.

Chapitre 3

Pressions politiques et relations anglo-russes

Les toutes premières années de l'entre-deux-guerres, en Grande-Bretagne, ont été celles d'importantes remises en question et de profonds bouleversements au sein de la société britannique. Rapidement, l'espoir d'un retour à la situation économique, politique et sociale d'auparavant – en somme à la stabilité – s'est avéré illusoire; l'Angleterre devait maintenant rentrer dans les rangs. Les contrastes entre la période édouardienne et celle de l'après-guerre étaient flagrants même si ces deux périodes présentaient encore certaines similitudes, parce qu'expliquait-on, la guerre avait accéléré ce qui était déjà en mutation¹. N'empêche que le conflit mondial, duquel les Britanniques étaient sortis épuisés et privés d'une génération sacrifiée au combat – *the lost generation*² – avait favorisé la débâcle du libéralisme, non seulement en tant que parti mais comme idéologie.

La société victorienne – et à bien des égards la société édouardienne – constituaient une société ordonnée, reposant sur une division fixe du travail, des classes, des sexes. Or cet état des choses (qui en fait commençait déjà à être remis en question aux alentours de 1900) se trouve subitement bousculé sous le choc des affrontements internes ou externes consécutifs à la guerre. L'ère du *désordre établi* commence³.

¹ Charles Mowat, «History : Political and Diplomatic », in C. B. Cox et A. E. Dyson, *The Twentieth-Century Mind :History. Ideas and Literature in Britain*, Tome II : 1918-1945, Londres, Oxford University Press, 1972, p. 2.

² Peter Clarke, *Hope and Glory : Britain 1900-1990*, Londres, Penguin books, 1996, p.80.

³ Bédarida, *La société anglaise ...*, p. 238.

Le pénible exercice de la reconstruction du pays ne put toutefois se réaliser sans l'acceptation d'importants compromis – la présence d'un gouvernement de Coalition sous la gouverne du Premier ministre, David Lloyd George, de 1918 à 1922, en sera certainement le meilleur exemple. Mais surtout, cette reconstruction ne put voir le jour sans tenir compte d'un nouveau joueur sur l'échiquier politique : le Parti travailliste et les puissants syndicats qu'il représentait. L'élaboration de la politique russe de Londres nous permettra d'en mesurer pleinement l'importance.

Réactions politiques à la politique russe de la Grande-Bretagne

Entre 1918 et 1922, deux forces politiques majeures se sont heurtées, tout en l'attaquant, à la politique russe du gouvernement de Lloyd George, tout particulièrement durant la première année suivant l'armistice. Un véritable duel a opposé le Parti travailliste et la majorité conservatrice de la Coalition gouvernementale et s'est traduit, sur le terrain, par des grèves et plusieurs menaces de grève des syndicats ainsi que par des attaques, sans scrupule, de Winston Churchill⁴, alors ministre du *War Office*. Puisque le rôle qu'a joué ce dernier dans l'élaboration des relations anglo-russes, au lendemain de la Grande Guerre, a fait l'objet de quelques études⁵, nous nous proposons plutôt d'en étudier le contrepoids. L'on peut prétendre que la gauche⁶ est sortie victorieuse de ce duel, compte tenu de la direction qu'a prise la politique russe de Londres, au cours de ces douze premiers mois; or, l'objet de notre démonstration sera davantage de mesurer, à travers la presse libérale et conservatrice, l'impact que

⁴ Lloyd George avait qualifié Winston Churchill de *Labour's bogey-man* en faisant référence à son implication active dans le dossier russe, dans *Times*, 11 août 1920, p. 10.

⁵ Pour une analyse du rôle de Winston Churchill et des Conservateurs dans la politique russe au sortir de la guerre, voir l'ouvrage déjà cité de W. P. Coates et Zelda Coates, *A History of Anglo-Soviet ...*, 1943; et David Carlton, *Churchill and the Soviet Union*, Manchester, Manchester University Press, 2000.

⁶ On doit entendre par la gauche, les partis d'opposition composés majoritairement des Travaillistes de William Adamson et d'un petit groupe de Libéraux indépendants dirigés par Herbert Asquith.

le *Labour Movement*⁷ a pu avoir sur la politique russe du gouvernement britannique.

Le Parti travailliste et les syndicats ont fortement réagi à la campagne soutenue que Churchill et les Conservateurs ont menée contre le régime bolchevique et le rétablissement des relations normales avec la Russie. Plus que cela, le *Labour Movement* a été un fervent opposant à la poursuite d'une intervention alliée contre les Bolcheviks. C'est d'ailleurs pourquoi, au cours de la première année de paix, les Travaillistes et les syndicats ont eu recours à différentes méthodes de propagande pour se faire entendre : manifestes, tracts, pamphlets, entretiens privés avec le Premier ministre, discours, manifestations, grèves et menaces de grève; chacune dénonçant, en temps et lieu, l'exclusion de la Russie de la Conférence de Paris et la lenteur du processus de démobilisation des troupes britanniques stationnées en Russie. Bref, le Parti travailliste est parvenu à mieux coordonner ses activités avec celles des syndicats par la création du *Hands Off Russia Committee*, au début de 1919. Dès l'automne, le *Labour Movement* s'est fait plus discret au lendemain de l'annonce de la fin de l'intervention armée en Russie.

Or, la trêve fut de courte durée puisqu'en avril 1920 le conflit russo-polonais éclata. Devant la crainte d'une nouvelle intervention britannique en Russie, la tension monta d'un cran au sein des rangs travaillistes. Les menaces de grève réapparurent et le *Labour Movement* mit sur pied un second comité, le *Council of Action*, se voulant plus radical que le *Hands Off Russia Committee*. Somme toute, il s'agissait d'un comité d'action qui entendait défier la Constitution britannique, si Lloyd George décidait d'intervenir en faveur de la Pologne dans le conflit russo-polonais. Les pressions de ce *Council of Action* eurent un impact non négligeable sur l'échéancier et la nature de la politique russe que Londres tentait alors de définir.

⁷ Le *Labour Movement* fut mis sur pied dans le but d'exercer des pressions sur le gouvernement et ainsi obtenir de meilleures conditions de travail en protestant contre la politique russe du gouvernement.

Enfin, une fois écarté le danger d'une guerre contre la Russie, le camp travailliste concentra ses activités, de septembre 1920 à mars 1921 – un accord sur le commerce entre Londres et Moscou fut conclu au terme de cette période – sur l'importance de rétablir des liens commerciaux et diplomatiques avec le gouvernement de Lénine. Les méthodes utilisées furent cette fois plus modérées, les menaces de grève n'ayant plus leur place avec la fin de l'intervention britannique en Russie, la principale revendication du *Labour Movement*.

La force du Parti travailliste et des syndicats, décembre 1918 - novembre 1919

Aux élections de décembre 1918, le Parti travailliste avait enregistré d'importants gains qui furent toutefois éclipsés par la victoire écrasante de la Coalition de Lloyd George et sans doute par le fait que plusieurs membres importants du Parti travailliste – dont le chef, Arthur Henderson – n'avaient pas réussi à se faire élire. Il reste que l'organisation qui comptait seulement 57 députés⁸ sur 605, quinze de plus qu'à l'élection de 1910, avait réussi à aller chercher une part importante du vote – un peu plus de 2 400 000 voix, soit 22,7 % de l'électorat⁹ – grâce à l'appui grandissant que lui accordaient les syndicats¹⁰ et en raison de l'instauration du suffrage universel¹¹. « The Parliamentary Labour Party may

⁸ Sur les 57 députés travaillistes, 25 étaient des représentants syndicaux de l'industrie des mines, 24 représentaient d'autres syndicats, cinq provenaient des partis travaillistes locaux, trois seulement du *Independent Labour Party* (I.L.P.) – un parti qui abritait un petit groupe de Travaillistes radicaux qui s'étaient dissociés du *Labour Party*.

⁹ Ben Pilmot et Chris Cook, dir. *Trade Unions in British Politics*, Londres, Longman, 1982, p. 99.

¹⁰ En 1914, le nombre de syndiqués en Grande-Bretagne était de 4 145 000 alors qu'en 1918, les syndicats comptaient 6 533 000 membres, in Keith Laybourn, *The Rise of Labour*, Londres, Edward Arnold, 1988, p. 36. En 1920-21, le nombre d'adhésions grimpa à huit millions. Keith Laybourn, *A History of British Trade Unionism, 1770-1990*, Pheonix Hill, Alan Sutton, 1992, p. 141.

¹¹ Les femmes de 30 ans et plus obtinrent le droit de vote en 1918. Elles constituèrent alors 40% de l'électorat aux élections de décembre 1918 en plus de représenter une part non négligeable des syndiqués, particulièrement de l'industrie du textile. « The expansion of trade-union membership during the war and its aftermath coincided with the coming of a larger electorate. [...] At the local level – as well as at the national – this greatly enhanced the political powers of the trade unions,

have been small during these years [avant 1918], but it was his growing extraparlimentary support among the trade unions, so important in terms of membership, morale and finance, that was to be of decisive importance for the future¹² ».

Après le conflit mondial, le Parti travailliste revint à la charge avec ses revendications d'avant-guerre; des revendications qui avaient été d'ordre social pour la plupart: 1) *The National Minimum Wage* ou politique de plein-emploi sous des conditions de travail et de salaire minimum; 2) *Democratic Control of Industry* ou nationalisation des industries; 3) *Revolution in National Finance* ou subvention des services sociaux en taxant les riches; et 4) *The Surplus of Common Good* ou accès à l'éducation et à la culture pour tous. Ces éléments de son programme lui donnèrent une certaine crédibilité mais le nouveau parti national¹³ dut aussi se doter d'une politique étrangère, capable de le porter au pouvoir lors d'une éventuelle élection. Bien qu'une politique étrangère eût été nécessaire à tout parti jouissant d'un statut national, cette dernière devint davantage un outil de marchandage qu'une marque de crédibilité dans le cas du Parti travailliste.

Si, avant 1914, les Travaillistes n'avaient fait que graviter autour des Libéraux comme un groupe indiscipliné – « the Labour Party acted only as a radical tail of the Liberal Party¹⁴ » – pendant le conflit, leur travail en étroite collaboration avec les syndicats, dans le but de maximiser la production, leur a été tout aussi profitable qu'aux syndicats qu'ils représentaient. À ce point profitable, qu'après la guerre, le second gouvernement de Lloyd George dut tenir compte de cette nouvelle réalité sur l'échiquier politique. « British politics were never the same after Labor waged its most vigorous and most successful electoral campaign in history. It polled about twenty-two percent of the popular

especially in towns and areas dominated by one industry ». Pilmot et Cook, *Trade Unions ...*, p. 86.

¹² Paul Adelman, *The Rise of the Labour Party 1880-1945*, Londres, Longman, 1981, p. 46.

¹³ Le Parti travailliste n'avait pas le statut de parti national avant la Première Guerre mondiale. En 1918, il se dota d'une constitution et d'un exécutif de 21 membres, dont plus de la moitié des représentants provenaient des syndicats.

¹⁴ Adelman, *The Rise of ...*, p. 42.

vote [...]. The Labor Party displaced the ruined Liberal Party as the Opposition to the victorious Conservative Party led by Lloyd George¹⁵ ».

Et, même si le Parti travailliste n'avait pas ignoré les questions de politique étrangère avant 1914, il fallut tout de même une guerre mondiale pour qu'il s'y consacre plus sérieusement : « [...] from then onwards until 1918 and indeed in the early post-war years, up to 1922, issues of war and diplomacy were dominant in the party's councils¹⁶ ». La Révolution bolchevique de 1917 (février) et le retrait subséquent des Alliés russes du conflit mondial ont attiré l'attention de nombreux politiciens britanniques et, du coup, entraîné de profondes divergences d'opinions entre Travaillistes, Libéraux et Conservateurs, relativement à la question russe. Des vues opposées qui furent à l'origine d'un premier différend au sein du gouvernement : le *doormat incident*¹⁷. C'est cette crise, sorte de point tournant dans l'histoire du Parti travailliste, selon l'historien Henry Pelling, qui aurait alors ouvert la porte à une politique russe alternative et sensibilisé les Travaillistes à l'importance d'élaborer une politique étrangère¹⁸.

Ainsi, après la guerre, la nécessité pour les parlementaires travaillistes de s'attarder aux questions de politique étrangère et l'empressement des syndicats à participer à différentes actions politiques pour faire avancer leur cause – de meilleures conditions de travail – ne purent mieux coïncider. Une dynamique entre ces deux factions s'installa alors afin d'exercer une plus forte pression sur le gouvernement. « The most effective political power of which labor is theoretically capable is its potential ability to stop the wheels of industry upon

¹⁵ Cowden, *Russian Bolshevism ...*, p. 30.

¹⁶ Henry Pelling, *A Short History of the Labour Party*, New York, St. Martin's Press, 5^e éd., 1976[1961], p. 35.

¹⁷ Arthur Henderson, chef du Parti travailliste et membre du *War Cabinet* lorsqu'éclata la Révolution bolchevique, avait été envoyé en Russie pour prendre le pouls des événements, à la suggestion de Lloyd George qui voulait alors garder cette dernière dans la guerre. À son retour, Henderson conclut qu'il valait mieux faire la paix avec la Russie pour la garder dans le camp allié; il favorisa même l'envoi de délégués britanniques à un congrès socialiste à Stockholm. C'est alors qu'un différend éclata avec les autres membres du *War Cabinet*. Sympathique aux vues d'Henderson, le Premier ministre Lloyd George aurait été tout de même contraint de le renvoyer. « It was obvious that Lloyd George, who had originally been sympathetic to Henderson's views on relations with Russia, had had his hand forced by the other members of the Cabinet ». Pelling, *A Short History...*, p. 41.

which modern society is so dependent¹⁹ ». L'exemple le plus convaincant de ce front commun des syndicats et des parlementaires travaillistes contre la politique russe du gouvernement se réalisa au moment de la guerre russo-polonaise, en 1920. Moins spectaculaire mais certainement plus soutenue, la campagne de propagande du *Labour Movement*, au cours de l'année 1919, eut, elle aussi, sa part d'influence sur les relations anglo-russes.

a) *Prélude au « Labour Movement »*

Les premiers signes de désaccord du *Labour Movement* avec la politique russe des Alliés, et forcément avec le gouvernement britannique, se manifestèrent avant même la tenue de la Conférence sur la paix, dont les travaux débutèrent en janvier 1919, à Versailles. « In various ways, in the House of Commons, in the press and at public meetings, right up until the date of the armistice in Western Europe, the British public were warned that the real aim of intervention in Russia was not to prevent the exploitation of its immense potential resources by Germany, but to overthrow the Workers' Republic and to re-establish the Tsarist regime²⁰ ». Ainsi, en pleine campagne électorale il n'est pas étonnant que le Parti travailliste ait publié un manifeste réclamant le retrait des forces alliées en Russie²¹ et que, tout de suite après le scrutin de décembre 1918, le Premier ministre ait reçu une lettre, de la part des organisations locales du Parti travailliste et du *Trades Union Congress*²², lui manifestant leur profond désaccord relativement à la politique russe de Whitehall.

¹⁸ C'est le socialiste Sydney Webb qui vit à l'élaboration de la politique étrangère des Travaillistes, notamment à l'égard de la Russie.

¹⁹ William P. Maddox, *Foreign Relations in British Labour Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1934, p. 190.

²⁰ Coates, *A History of Anglo-Soviet ...*, Tome I, p. 140.

²¹ Labour Party, Annual Conference Report, 1919, Appendix V, in Stephen White, *Britain and ...*, p. 30.

²² Le *Trades Union Congress* (TUC) fut créé en 1868 afin de coordonner les activités entre les syndicats lui étant affiliés. Un comité parlementaire fut même créé afin de faire pression en faveur de législations qui lui seraient favorables. Le TUC joua un rôle de premier plan lors de la création du Parti travailliste, en 1900. En 1921, le comité parlementaire fut remplacé par un conseil élargi et détenant plus de pouvoir. C'est le TUC qui organisa la grève générale de 1926.

Les Travailleurs, comme d'ailleurs la plupart des Libéraux²³ siégeant dans l'opposition, mirent en question tout le fondement de cette politique qui avait été élaborée afin d'empêcher les Allemands de marcher sur Moscou. Ce danger étant maintenant écarté, plusieurs pressentirent la nécessité de revoir en profondeur la politique des Alliés. « The original pretext for waging war on the Bolsheviks was to prevent the Germans from overrunning Russia. That danger is over. Now, if one is to judge from the statements of British Ministers, the pretext is that we do not like Bolshevik political manners and morals²⁴ ».

La décision des Alliés de garder des troupes armées en territoire russe, malgré la signature de l'armistice, fut alors rapidement dénoncée par les partis d'opposition. Pour ces derniers, le danger de s'enliser dans une guerre civile paraissait injustifiable et surtout beaucoup trop important, d'autant plus que l'intervention des Alliés se trouvait majoritairement constituée de militaires britanniques.

Every week, every month that they stay in Russia and wage a war on Russia which has lost every shred of avowable reason and has no justification will make it more difficult to escape. [...] The workers here are not going to send their sons to slaughter and be slaughtered against the workers of another country against which we have never even declared war and for the purpose of destroying a form of social economy with which some of them at least are in sympathy.[...] We prefer not to consider the possible further consequences of such reckless folly²⁵.

Il s'agissait là d'une vulgaire intervention pour, soi-disant, stopper la propagation de l'idéologie bolchevique – le *barbarisme* comme la désignait Churchill – mais qui avait tout d'un geste d'ingérence, selon l'Opposition : « We are fighting against a form of State and a conception of property which we dislike, and which

²³ Les Libéraux étaient divisés en deux camps aux Communes. Un premier groupe majoritaire (144 députés) qui faisait partie de la Coalition gouvernementale et dont Lloyd George était le chef et un second, que l'on surnommait les *Wee Frees* ou les Indépendants (34 députés) d'Herbert Asquith et dont les membres avaient refusé de mettre de l'eau dans leur vin et de s'allier aux Conservateurs; ils siégeaient dans l'opposition aux côtés des Travailleurs de William Adamson (J.R. Clynes succéda à Adamson, en février 1921). À quelques nuances près, les Libéraux d'Asquith et ceux de Lloyd George partageaient les mêmes idéaux relativement à la politique russe. Toutefois, ces derniers devaient peser leurs mots en tant que parti minoritaire au sein d'une Coalition majoritairement conservatrice.

²⁴ *The Guardian*, 27 novembre 1918, p. 4.

we have good reason to dislike, but which it is not our business to overthrow by force of arms in another country²⁶ ».

Avant même de partir pour Versailles, le Premier ministre britannique était donc conscient que les Travailleurs et l'ensemble des Libéraux n'accepteraient aucun compromis, même pas celui d'une intervention militaire plus modeste en Russie. « [...] The policy of a limited military commitment is a worthless compromise. [...] The Allies can either have war with Russia or be at peace with Russia. There is nothing between. The Allied Governments must choose the one or the other. They would be wise to choose peace quickly²⁷ ». Les partis d'opposition avaient d'ailleurs informé Lloyd George des risques qu'il courait s'il décidait de poursuivre une intervention alliée en sol russe. Si le gouvernement en vient à commander une expédition militaire, écrivait le *Manchester Guardian*, il s'exposera au risque d'une crise nationale d'envergure²⁸.

Le risque de dérapage était prévisible compte tenu de l'insatisfaction manifeste des ouvriers des milieux industriels qui avaient été contraints par leurs employeurs de retrouver les conditions de travail d'avant-guerre²⁹. Lloyd George dut alors composer avec ce facteur de taille dans l'élaboration de la politique russe des Alliés. « At the same time, the Prime Minister was eager to play-up the Bolshevik bogey to sustain Tory support for his Coalition, while the threat of disorder in Britain was real enough³⁰ ». Enfin, l'absence de Lloyd George de la scène politique anglaise, entre janvier et juin 1919, ne fit qu'ajouter au désordre.

²⁵ *Ibid.*, 6 décembre 1918, p. 4.

²⁶ *Ibid.*, 19 décembre 1918, p. 9.

²⁷ *Ibid.*, 27 décembre 1918, p. 4.

²⁸ *Ibid.*, 9 janvier 1919, p. 5.

²⁹ Au début de 1919, le gouvernement avait adopté le *Restoration of Pre-War Practices Act* au grand dam des ouvriers. Le cabinet de Lloyd George avait également répondu aux grèves des policiers de Liverpool et de Londres en congédiant les têtes dirigeantes à l'origine de ces débrayages.

³⁰ Pilmot et Cook, *Trade Unions ...*, p. 100.

b) « *Labour Movement* » et conférence de Versailles

La décision des Alliés de ne pas inviter la Russie à la Conférence sur la paix et leur intention de lui proposer, en marge de ce grand rendez-vous diplomatique, une rencontre dans les îles de *Prinkipo*³¹, irrita sérieusement l'Opposition qui espérait toutefois un revirement de la situation. « So for the time being at least we are all to remain in our present absurd situation, and Russia, once the mightiest of the allies, is to remain wholly unrepresented in the making of a peace which her arms and her sacrifice did so much to win³² ». Le Parti travailliste qui surveillait, du plus près qu'il le pouvait la politique russe des Alliés et de la Grande-Bretagne se dessinant dans le plus grand secret à Versailles³³, comprit rapidement qu'il lui serait difficile d'avoir un impact, sans obtenir l'aide des leaders extraparlimentaires du *Labour Movement* – les Henderson, Webb et Thomas pour ne nommer que ceux-là³⁴. En effet, la nouvelle députation travailliste s'avéra beaucoup moins militante et surtout moins expérimentée que ses prédécesseurs³⁵.

Le Parti travailliste qui n'exploitait pas encore parfaitement la révolte des milieux industriels pour promouvoir sa conception d'une politique russe, même si cela ne tarda pas à venir, avait tout de même réussi à sensibiliser le

³¹ Pour une raison que l'on ignore jusqu'à ce jour, la Russie n'aurait pas reçu d'invitation officielle de la part des Alliés. Ayant cependant eu vent des intentions de ces derniers de l'inviter à des pourparlers en marge de la conférence de Versailles, elle leur aurait fait part qu'elle était disposée à se rendre à ce rendez-vous à condition qu'elle reçoive une invitation formelle. Cette invitation ne lui serait jamais parvenue, ce qui entraîna l'échec de la conférence de *Prinkipo*.

³² *The Guardian*, 13 janvier 1919, p. 4.

³³ Aucun délégué travailliste n'avait pu assister à cette conférence sur la paix.

³⁴ Après avoir été défait à l'élection générale de 1918, Arthur Henderson est demeuré très actif au sein de l'organisation locale du Parti travailliste. Il revint siéger à titre de secrétaire du parti en août 1919, mais ne chercha pas à regagner le poste de leader, préférant s'impliquer au niveau local. Sidney Webb, qui était derrière une bonne partie du programme des Travaillistes, notamment en matière de politique étrangère fut un homme influent. Dès 1918, le Parti travailliste avait créé le *Advisory Committee on International Questions* qu'il dirigea avec Leonard Woolf. J. H. Thomas, président du TUC était évidemment considéré comme un personnage très important du *Labour Movement*.

³⁵ Arno Meyer, *Politics and Diplomacy of Peace Making*, New York, Alfred A. Knopf, 1967, p. 162-163.

gouvernement aux répercussions à domicile d'une intervention britannique en Russie. Même le *Times* en conviendra : « [...] the plain brutal fact is that a war in Russia against the Bolsheviks would be exceedingly unpopular and would make no end of trouble at home³⁶ ». Mieux encore, les Travailleurs étaient parvenus à susciter un questionnement chez les Conservateurs : « [...] can we further the objects of the Conference by means short of actual war? Is there a mean between a policy which would lead to grave domestic troubles, or at any rate discontent, and the policy of washing our hands of the whole business? We think there is. There is such a thing as a pacific blockade [...]»³⁷ ». Bien que l'idée d'un embargo ait déplu aux Travailleurs, le fait de proposer autre chose que la guerre, témoignait d'un certain progrès.

On perçoit, par ailleurs, dans la déclaration de Lloyd George, en mars 1919, devant la délégation britannique qui assistait à la conférence de Paris, la grande préoccupation du Premier ministre face au climat de révolte qui déferlait alors sur la Grande-Bretagne et le continent européen. « The whole of Europe is filled with the spirit of revolution. There is a deep sense not only of discontent, but of anger and revolt, amongst the workmen, against pre-war conditions. The whole existing order in its political, social and economic aspects is questioned by the masses of the population from one end of Europe to the other³⁸ ». Par cette déclaration, Lloyd George voulut sans doute sensibiliser sa délégation et le Conseil suprême aux risques de poursuivre une intervention alliée en Russie. Avec l'échec, en février, de *Prinkipo*, puis, au printemps, l'absence de toutes nouvelles propositions visant la réintégration de la Russie au sein de la communauté internationale, les actions du Parti travailliste et des syndicats durent se consolider.

³⁶ *The Times*, 1^{er} février 1919, p. 9.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Lloyd George cité par Austin Van Der Slice, *International Labor, Diplomacy and Peace, 1914-1919*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1941, p. 306-307.

c) *On s'organise sur le terrain*

Les soulèvements répétés de la région industrielle de la Clyde³⁹, en faveur de meilleures conditions de travail et la nationalisation des mines, pendant les trois premiers mois de la conférence de Paris, reflètent bien le contexte dans lequel les Travailleurs ont constaté l'urgence de mieux coordonner leurs actions avec celles des syndicats. Le *Labour Movement* mit dès lors sur pied un comité national chargé de coordonner les activités des différents foyers de protestation, présents surtout dans le nord du pays, afin de mettre un terme à toute forme d'ingérence du gouvernement de Lloyd George dans les affaires de la Russie : le *Hand Off Russia Committee*⁴⁰ jouera ce rôle.

Early in 1919 many members of the political and industrial wings of the British Labour Movement became convinced that some central co-ordinating body was necessary to rally and give a national lead to the agitation which was being conducted throughout the country against intervention in Soviet Russia [...] hence the formation of the National *Hands Off Russia Committee*. This Committee was a powerful force in agitation [...]⁴¹.

Une série de conférences⁴² allait devoir définir les objectifs du nouveau comité et décider des moyens à prendre. Le recours aux tracts invitant les organisations travaillistes locales à dénoncer la politique russe du gouvernement, auprès de leurs députés respectifs, devint monnaie courante. « The National Hands Off Russia Committee posted 20,000 circulars yesterday

³⁹ Fleuve d'Écosse qui passe à Glasgow.

⁴⁰ Ce comité comptait dans ses rangs, les membres les plus influents de l'aile industrielle et politique du mouvement de la classe ouvrière. Il fut chargé d'organiser des rencontres publiques dans les villes et les villages, de tenir des conférences, d'émettre des tracts et de publier des pamphlets. *Labour's Russian Policy and Peace with Soviet Russia*, sont les titres de deux pamphlets publiés en 1919.

⁴¹ Coates, *History of Anglo-Soviet...*, Tome I, p. 141.

⁴² Le 3 avril 1919, lors d'une conférence conjointe du Parti travailliste et du *Trades Union Congress*, à Londres, la résolution suivante fut adoptée : « That this Conference calls on the Government to take immediate steps to withdraw all British troops from Russia, and to take such action as may be necessary to induce the Allied Governments to do likewise ». Coates, *History of Anglo-Soviet...*, Tome I, p. 141.

morning (one to every trade union branch, to every trades council, local Labour party and Socialist branch in Great Britain) [...]»⁴³. Surtout, ce comité incita l'ensemble des syndicats à faire appel à leurs conseils exécutifs pour qu'ils entreprennent une action industrielle – les menaces de grève générale étant l'outil privilégié – en faveur de la paix et des relations normales avec la Russie bolchevique⁴⁴.

Les milieux industriels répondirent à l'appel, pas tant par sympathie pour les ouvriers russes mais davantage pour faire avancer leur propre cause – réduction de la journée et de la semaine de travail, obtention d'une assurance-chômage et demande de nationalisation de plusieurs industries. De la même façon, d'ailleurs, le Parti travailliste exploita le haut taux d'insatisfaction de la classe ouvrière face à de difficiles conditions de travail et de vie pour faire avancer sa propre cause, soit augmenter sa représentation aux Communes et se doter d'un programme qui pouvait le porter au pouvoir. Telle était la dynamique.

It is undoubtedly true that much of the attention which the Labour Party devoted to the criticism of the Government's handling of foreign relations and to the advocacy of new policies was motivated fundamentally by the desire to obtain a larger parliamentary representation for Labour and possibly, the opportunity to form the King's cabinet. This was particularly so after the war when Britain's economic difficulties were so patently bound up with a disturbing international situation, and the Government's general defence was most vulnerable on the side of its foreign policy⁴⁵.

Devant toute cette agitation des premiers mois de 1919, la presse libérale, quoique sympathique aux revendications du Parti travailliste dans le dossier russe, tenta cependant de calmer les esprits échauffés des milieux industriels, en leur demandant d'être davantage conciliants et surtout patients. « It is impossible, in the nature of things that the attitude of the British delegates

⁴³ *The Guardian*, 7 août 1920, p. 9.

⁴⁴ Coates, *History of Anglo-Soviet...*, Tome I, p. 145.

here [Versailles] can be equally satisfactory to all parties at home. The fact is too often forgotten, however, that this is not a British but an international conference, and the British interests are not its principal concern. [...] While he [Lloyd George] is labouring his critics might at least be content to wait⁴⁶ ». Ces appels à la modération ne furent toutefois pas entendus et le gouvernement dut faire droit à une recommandation de longue date du plus important et plus militant de tous les syndicats, le *Miners' Federation of Great Britain*, soit une commission d'enquête, la *Sankey Commission*⁴⁷ sur la nationalisation de l'industrie du charbon.

Mais cette accalmie fut de courte durée, à peine un mois, avant que n'éclate au grand jour l'affaire du *Secret Circular*, dévoilant que le gouvernement britannique avait approché l'armée dans le plus grand secret afin qu'elle intervienne en cas de grève de la *Triple Alliance*⁴⁸. Inquiète de l'éventuelle réaction du *Labour Movement*, suite à la publication de cette affaire dans les pages du *Daily Herald* (quotidien travailliste), la presse libérale tenta de contenir la rage des milieux industriels, mais en vain : « Mr. Churchill declared that the so-called strike-breaking circular was not a document of any political significance, but a document drafted by the military authorities and sent out as part of the military regime. [...]. Churchill said this confidential document was stolen and published by a newspaper with the deliberate object of causing trouble and mischief⁴⁹ ». Une recrudescence de l'agitation sur le terrain, au lendemain de cette affaire, contraignit inévitablement le gouvernement à être

⁴⁵ Maddox, *Foreign Relations ...*, p. 166.

⁴⁶ *The Guardian*, 7 avril 1919, p. 4.

⁴⁷ Afin de gagner du temps, Lloyd George aurait accordé cette enquête au syndicat des mineurs qui venait de faire appel à la *Triple Alliance* et menaçait le gouvernement d'un débrayage simultané des débardeurs du port de Londres, des cheminots et des mineurs. Malgré le rapport de la commission recommandant la nationalisation des mines, Lloyd George rejeta ses conclusions au mois de juillet 1919.

⁴⁸ Les menaces de grève de la part de trois importantes industries (minière, ferroviaire et navale) n'avaient pas été prises à la légère par les autorités britanniques alors que les milieux industriels espéraient que de meilleures conditions de travail résultent de tout leur tapage autour de la politique russe de Whitehall.

⁴⁹ *The Guardian.*, 30 mai 1919, p. 7.

encore plus prudent avec sa politique russe : « [...] mounting domestic unrest was undoubtedly a factor restraining Lloyd George's hand in Russia⁵⁰ ».

Sans jamais mentionner en toutes lettres le *Hands Off Russia Committee*, on pouvait tout de même percevoir dans les pages du *London Times* un réel inconfort devant les actions du *Labour Movement*. Des actions qui dérangaient et qui avaient été menées dans le seul et unique but d'enflammer les milieux industriels pour le compte du Parti travailliste, écrira Churchill : « I agree there is a *certain section*⁵¹ not helping at all. They think if things go wrong and there is great disturbance and suffering and disorganisation they would have a chance of coming to the front, and that is about the only chance they would ever have⁵² ».

d) L'action des Travaillistes aux Communes

Sur le plan politique, dès le printemps 1919, les Travaillistes réitérèrent sans cesse leur demande de retirer les troupes britanniques de la Russie.

The Committee [l'Exécutif du Parti travailliste] have also taken the Russian situation into special consideration, and, in the name of the politically-organised working-class and Labour Movement, reiterate their demand that a policy of military interference in Russia shall be stopped [...] The Committee express an emphatic opinion that an arrangement should be made which will lead to the immediate cessation of hostilities and the safe withdrawal of British troops from Russian soil⁵³.

La colère de l'Opposition officielle était palpable aux Communes et connu des périodes de pointe. La pression exercée par cette portion du *Labour Movement* fut, cependant, moins efficace que celle de la branche extraparlamentaire, malgré l'ampleur de sa plate-forme de propagande. L'historien W. P. Maddox

⁵⁰ Cowden, *Russian Bolshevism ...*, p. 51.

⁵¹ Mes italiques.

⁵² *The Times*, 15 mai 1919, p. 14.

⁵³ Rapport du Executive Committee of the Labour Party, 3 avril 1919, in Coates, *A History of Anglo-Soviet...*, Tome I, p. 142.

explique l'importance de ce militantisme d'arrière-plan par la qualité de ses têtes dirigeantes⁵⁴.

Il reste que la grogne au sein des rangs travaillistes continua d'augmenter devant la lenteur de l'opération de démobilisation des troupes britanniques en Russie et, encore davantage lorsque Lord Curzon, le Secrétaire du *Foreign Office*, fit part de la nécessité d'envoyer de nouvelles troupes afin de compléter sans bavure, expliquait-il, la dernière phase de démobilisation de l'intervention en sol russe. Se doutant qu'avec une annonce de la sorte le gouvernement risquait gros, il demanda alors au Parti travailliste de l'appuyer dans cette aventure, sous prétexte d'un enjeu apolitique.

There are therefore no politics in this new appeal. Even those who adopt the extreme Labour point of view, and say that there is nothing to be done in Russia but to get out, are just as much bound to support the appeal for volunteers as anyone else. [...] We [la Coalition] have every confidence, therefore, that all sections, whatever views they hold about our future policy in Russia, will unite in supporting this appeal, and there is no doubt that unless political mischief is made the men will gladly come forward.⁵⁵

Ces derniers propos témoignent de l'ampleur des pressions exercées par l'Opposition officielle sur la politique russe que Lloyd George tentait de définir. Les Conservateurs auraient-ils autrement ressenti le besoin d'impliquer, d'une façon ou d'une autre, les Travaillistes dans cet ultime plan de démobilisation ?

Sans relâche, comme le révèle cet autre extrait d'un éditorial du *Guardian*, Travaillistes et Libéraux indépendants saisirent toutes les occasions de défier la politique russe du gouvernement. « It is understood that the question of our action and policy in Russia will be raised from the Liberal, we hope also from the Labour, side of the House [...]. It is time. From first to last our policy in Russia has been marked by confusion, by gross inconsistency, by ignorance, and by failure which is the natural sequel of these⁵⁶ ». Ces attaques devinrent de plus en plus ciblées : « [...] what has happened to Mr. Churchill? If he lacks

⁵⁴ Maddox, *Foreign Relations...*, p. 232

⁵⁵ *The Times*, 15 mai 1919, p. 14.

anything it is not courage, and yet his alarm in the presence of the imaginary terrors of Bolshevism is undisguised and appears to dominate his whole policy. [...]. Is it not time that there was an end to this policy of make-believe⁵⁷ »?

Somme toute, devant les sorties des Travailleurs contre le rythme effréné de la campagne anti-bolchevique de Churchill, la presse libérale fut un fier supporter parfois plus que la presse travailliste qui reprochait aux parlementaires de la même allégeance de ne pas s'interposer suffisamment⁵⁸.

And the working class evidently believe [...] that this dishonest propaganda had the object of diverting attention from the fact that the real fight in Russia was between an extremely backward form of capitalism and an extremely advanced form of Socialism. [...] Of course our Labour party is furious and the Triple Alliance is talking of a strike against the waste of English blood on such an anti-democratic intrusion into a foreign country's home affairs.⁵⁹

Quant à la campagne de Churchill et du camp conservateur, elle ne parvint pas à encaisser indéfiniment les coups du *Labour Movement*; notamment la victoire des Travailleurs à l'élection partielle de Bothwell, en juillet 1919. D'ailleurs, moins d'une semaine après ce scrutin, Winston Churchill communiqua publiquement la date du retrait⁶⁰ des dernières troupes britanniques qui étaient encore en Russie. « Sous la pression de l'opinion publique, M. Churchill a parlé de sa malencontreuse aventure dans le nord de la Russie, sur un ton que l'on ne lui connaissait pas. La portée du résultat de l'élection de Bothwell a certainement dissipé l'enthousiasme d'un politicien qui, depuis les tous débuts, traîne son pays dans une aventure peu appréciée, au point qu'aujourd'hui, une majorité de mineurs menace de faire la grève et même de voter contre cette dernière⁶¹ ».

⁵⁶ *The Guardian*, 5 juin 1919, p. 6.

⁵⁷ *Ibid.*, 19 juillet 1919, p. 8.

⁵⁸ Voir Maddox, *Foreign Relations ...*; particulièrement le chapitre sur les pressions du Parti travailliste au Parlement.

⁵⁹ *The Guardian*, 26 juillet 1919, p. 8.

⁶⁰ La date du 27 septembre 1919 serait retenue.

⁶¹ *The Guardian*, 30 juillet 1919, p. 6. (traduction libre)

Puis, lorsque les premiers symptômes d'une éventuelle révision de la politique russe du gouvernement commencèrent à se manifester, à la suite de nouvelles élections partielles en août et en septembre 1919, dans les comtés de Widnes et de Rusholme⁶² – deux fiefs sans constituante industrielle que les Travailleurs arrachèrent à la Coalition avec une écrasante majorité – les partis d'opposition ne purent s'empêcher de faire un parallèle entre la politique russe de la Coalition et le résultat de ces élections.

Après le résultat des élections partielles de cette année ainsi que de la remarquable élection municipale de la semaine dernière, personne ne peut sérieusement douter de ce qu'il pourrait arriver si le pays était maintenant invité ou autorisé à décider de sa propre politique en Russie. [...] Tous les électeurs libéraux et travaillistes reprochent à la politique actuelle de s'attaquer à la tradition anglaise. [...] Devant un corps très important d'électeurs, les Conservateurs demeurent trop souvent et trop longtemps muets sur un sujet controversé⁶³.

Furieuse à la suite de ces nouvelles insinuations, la presse conservatrice en vint tout de même à établir le même parallèle. « Why have the Supreme Council changed their policy after many months of vacillation? Is it because they have renounced their former plans as impracticable, or because they are afraid that perseverance in these plans would involved the loss of organized Labour votes, and perhaps of other Liberal votes, at home⁶⁴ ».

La campagne du *Labour Movement* contre la politique russe du gouvernement commençait-elle à récolter ce qu'elle avait semé? Chose certaine, plusieurs ont eu de la difficulté à s'expliquer comment la coïncidence de la défaite de la Coalition, aux récentes élections partielles anglaises, et du

⁶² C'est la victoire de Widnes, en août 1919, qui avait ramené Arthur Henderson aux Communes, lequel était resté sans siège depuis sa défaite à l'élection générale de décembre 1918, mais tout de même très influent au niveau de l'organisation locale de son parti. Entre 1918 et 1922, le Parti travailliste enregistra d'ailleurs des gains substantiels au niveau local et remporta 14 élections partielles. Des résultats qui, dès 1919, commencèrent à démontrer la force du jeune Parti travailliste. Pour le seul comté de Rusholme, les votes travaillistes avaient plus que doublé depuis les élections générales de décembre 1918. Voir Ross McKibbin, *The Evolution of the Labour Party 1910-1924*, Londres, Oxford University Press, 1974, p. 112-123.

⁶³ *The Guardian*, 6 novembre 1919, p. 6. (traduction libre)

⁶⁴ *The Times*, 17 septembre 1919, p. 11.

changement de position de Lloyd George sur la question russe, sans le consentement des Alliés, pouvaient tenir du hasard.

A British Liberal newspaper reports that it is looked upon in Paris as the direct effect of Mr. Lloyd George's presence at the Conference and of the alteration in many of his views which has come from the recent by-elections in England. The French Socialist organ, the *Humanité*, inquires whether it is possible that the moral of Glasgow and Widnes has so perturbed him as to make him adopt a fresh policy towards the Bolshevists, and this without the assent of his Allies. It is not pleasant to be obliged to hear such surmises, but they are inevitable until the Prime Minister takes the public frankly into his confidence.⁶⁵

Le Premier ministre britannique ne démentit jamais formellement ces allégations.

Enfin, il s'écoula à peine quelques semaines entre les premiers signes d'un changement de cap de la politique russe de Londres et la déclaration officielle du Premier ministre Lloyd George à cet effet, lors d'un discours au Guildhall, le 8 novembre 1919. Tout semblait alors indiquer que le *Labour Movement* venait de gagner une première manche dans sa lutte contre la politique russe de Londres. Jusqu'à quel point avait-il contribué à cette volte-face? Il est difficile de quantifier sa contribution mais il reste que son recours aux démonstrations de masse, l'adoption de résolutions, la publication de manifestes, les négociations personnelles avec le Premier ministre et, surtout, les menaces de grève des milieux industriels ainsi que ses solides victoires aux élections partielles de 1919, ont clairement servi la cause travailliste. Bref, il convient de reconnaître que les pressions du *Labour Movement* ont joué un rôle non négligeable dans le dossier russe, tout au long de cette première phase des relations anglo-russes.

⁶⁵ *Ibid.*, 18 septembre 1919, p. 11.

La force du Labour Movement, novembre 1919 – mars 1921

Le Premier ministre attendit sûrement le moment propice du point de vue politique pour changer son discours sur la politique russe. « Our conjecture is that the Prime Minister sees a good deal farther than the people by whom he allows his policy to be directed, and that he would have made an end of the whole silly business long ago if he had had a free hand – that is if he had felt it to be politically safe and easy to do the things which in his heart he knew to be wise and right⁶⁶ ». Au lendemain de la série d'écrasantes défaites aux élections partielles de 1919, la majorité conservatrice ne put ignorer la réalité travailliste sur l'échiquier politique. Devant les gains d'un parti d'opposition qui avait su profiter de l'agitation des syndicats et la canaliser contre la politique d'intervention des troupes britanniques en territoire russe, la Coalition eut du fil à retordre. Cette invasion de la Russie, selon le *Guardian*, avait obtenu le résultat de n'importe quelle invasion étrangère en sol ennemi, soit celui de profiter de manière substantielle à celui des deux⁶⁷ partis politiques anglais qui, à l'origine, s'était opposé à une telle invasion⁶⁸.

Or, avec la levée partielle de l'embargo contre la Russie, en janvier 1920, la signature d'un accord sur le rapatriement des prisonniers de guerre, en février à Copenhague, et, le mois suivant, la recommandation du Premier ministre de rétablir les liens commerciaux avec la Russie, les critiques travaillistes et libéraux eurent moins de raisons de faire couler de l'encre sur les pages de leurs quotidiens. « There is light at last on the Russian muddle⁶⁹ », s'exclamait le *Guardian* devant la toute première intention du gouvernement de faire la paix avec les Russes. Même s'il n'en finissait plus de vanter les mérites d'une

⁶⁶ *The Guardian*, 7 novembre 1919, p. 6.

⁶⁷ Notons ici que la presse libérale ne parle pas de tripartisme parce qu'elle considère les Travaillistes comme des Libéraux radicaux. Même si l'Alliance *Lib-Lab* n'existait plus depuis déjà un moment, les Libéraux indépendants agissaient comme si elle tenait encore.

⁶⁸ *The Guardian*, 26 juillet 1919, p. 8.

⁶⁹ *Ibid.*, 19 janvier 1920, p. 6.

intervention en Russie, malgré la nouvelle position de son gouvernement, le ministre Churchill ne suscitait plus de vives réactions dans la presse d'opposition. « In our own press the war agitation inflated by Mr. Churchill and his few supporters is now undergoing rapid deflation⁷⁰ ».

Les pressions du Parti travailliste et surtout *l'action directe*⁷¹ des syndicats s'estompèrent donc considérablement au cours de cette nouvelle phase des relations entre Londres et Moscou puisque ces dernières allaient enfin prendre la direction que la gauche avait toujours voulu leur insuffler : « [...] the opposition press, the Liberal and Labour journals, enthusiastically hailed the new policy as a belated return to sanity⁷² ». Le gouvernement se mit alors à respirer avec beaucoup plus d'aisance – il faut dire que la santé économique résultant du spectaculaire boom d'après-guerre avait, de son côté, aussi contribué à calmer le *Labour Movement* – même si les critiques contre sa politique russe ne cessèrent vraiment jamais. « The British government had been after all under a direct and relentless, although not a revolutionary, attack from Labor because of its armed intervention in Russia. When the end of that policy was not followed by a major effort to make peace, Labor reacted mildly with sporadic criticism⁷³ ».

Certes, le *Labour Movement* réagira avec plus de modération après le 8 novembre 1919, mais cette accalmie fut brève. En effet, le printemps suivant, en raison de l'éclatement de la guerre entre la Pologne et la Russie, les Travaillistes ne purent rester indifférents devant le spectre d'une nouvelle intervention de la Grande-Bretagne contre la Russie. On assista, dès lors, à une nouvelle vague de pressions soutenues de la part d'un *Labour Movement* encore méfiant quant aux réelles intentions du gouvernement⁷⁴. Les appels répétés du *Daily Herald* à

⁷⁰ *Ibid.*, 21 janvier 1920, p. 6.

⁷¹ Traduction de l'expression anglaise « direct action ».

⁷² Coates, *A History of Anglo-Soviet...*, Tome I, p. 2.

⁷³ Cowden, *Russian Bolshevism ...*, p. 64.

⁷⁴ Malgré la déclaration publique du Premier ministre, en janvier 1920, selon laquelle le bolchevisme ne pourrait jamais être enrayé par la force des armes, un doute subsistait. Selon L. J. Macfarlane, ces suspicions étaient basées sur un ensemble de facteurs : d'abord, toute l'histoire sordide des relations anglo-russes; une méfiance acerbe du belliciste Churchill; et l'évidence d'une implication ininterrompue du gouvernement britannique dans une éventuelle opération militaire

la résistance organisée culminèrent avec de nouvelles menaces *d'action directe*: « Stop this insensate crime ... Get to work then. Pour in your resolutions. Let the Prime Minister know that you will not have this war – that you will down tools from one end of the country to the other rather than to fight a wanton war or allow one to be fought⁷⁵ ». Le *Labour Movement* ne passa pas par quatre chemins pour lancer un appel à la grève générale : « [...] there was little room for doubt that Labor in general was prepared for unorthodox procedures⁷⁶ ».

Quant à la presse conservatrice, elle sera de nouveau irritée face aux pressions renouvelées du *Labour Movement*, précisément devant la création du *Council of Action*⁷⁷. Ce comité d'action mis sur pied pour faire avorter toute tentative de guerre alliée contre la Russie, quelques jours après d'imposantes manifestations organisées par Arthur Henderson à l'échelle du pays, fut encore plus agressif que le *Hands Off Russia Committee* avec lequel il avait toutefois coordonné ses activités. En plus de menacer d'organiser une grève générale sans précédent, ce *Council* voulut défier la Constitution en instaurant un nouveau gouvernement qui respecterait l'opinion d'une majorité de Britanniques, si Whitehall s'immisçait dans le conflit russo-polonais.

Les résolutions du « Council of Action » et la réaction de la presse

Le *Labour Movement* qui s'était élevé après l'armistice contre une intervention britannique dans la guerre civile russe, et qui ne pouvait tolérer l'idée de nouvelles opérations contre la Russie, en ce printemps 1920, entra

contre la Russie. L. J. Macfarlane, « Hands Off Russia; British Labour and the Russo-Polish War, 1920 », in *Past and Present*, 38, 1967, p. 137.

⁷⁵ *Daily Herald*, 4 août 1920, dans Malcolm Carroll, *Soviet Communism ...*, p. 171.

⁷⁶ Malcolm Carroll, *Soviet Communism ...*, p. 169-170.

⁷⁷ Créé le 10 août 1920 afin d'empêcher le réarmement britannique de la Pologne qui était alors en guerre contre la Russie. Le *Council of Action* qui était composé de 27 membres issus de trois organisations constituantes – de l'Exécutif du Parti travailliste, du comité parlementaire du *Trades Union Congress* et du Parti travailliste – chapeautait environ 350 comités locaux chargés de coordonner une *action directe*. Contrairement au *Hands Off Russia Committee*, ses têtes dirigeantes étaient des parlementaires; une majorité de modérés et quelques parlementaires de l'extrême gauche. La complicité entre l'aile politique et l'aile industrielle du *Labour Movement* fut dès lors sans précédent. Macfarlane, « Hands Off Russia ... », p. 126-152; Cowden, *Russian Bolshevism ...*, p. 103.

inévitablement dans une nouvelle phase de protestations contre la politique russe du gouvernement. Et tout comme au printemps 1919, alors que les bienfaits du boom économique ne s'étaient pas encore fait ressentir, le contexte économique fut encore une fois critique : le boom d'après-guerre tirant cette fois à sa fin et l'indice de révolte se remettant à grimper. C'est l'incident du *Jolly George*⁷⁸ qui mit le feu aux poudres lorsque, le 10 mai, les débardeurs du port de Londres déchargèrent une cargaison destinée à la Pologne et décrétèrent du même souffle une grève de deux jours en guise de protestation. « The *Jolly George* incident aroused Labor to a fury⁷⁹ ».

La nervosité du gouvernement devant ces nouvelles pressions du *Labour Movement* ne fut toutefois palpable que quelques semaines après cet incident, qui avait fait naître, en quelque sorte, le *Council of Action*. Or, ce ne furent pas tant les revendications⁸⁰ de ce dernier qui choquèrent et inquiétèrent l'aile conservatrice du gouvernement, que la résolution – une résolution qui venait d'être adoptée par des parlementaires modérés – de s'attaquer à la Constitution, si le gouvernement n'écartait pas toute nouvelle intervention des forces britanniques en territoire russe. Si les Britanniques s'inquiétaient d'une éventuelle grève générale, comme en témoignent les propos suivants d'un lecteur inquiet du *Times*, le camp conservateur, pour sa part, condamnait et minimisait la résolution du *Council*.

At this dangerous moment comes the present crisis. While the nation is heartily sick of war, trade unionism is positively opposed to war against Russia. Moreover, if, unfortunately, the Government were to drift into this war, the organization of trade unionism is so complete and so powerful that it could stop the war, whenever it pleases, simply by striking, by preventing the government from

⁷⁸ Les débardeurs du port de Londres avaient eu vent des agissements du gouvernement par un article du *Daily Herald* dans lequel on apprenait que des armes et du matériel de première importance destinés à la Pologne se trouvaient dans les conteneurs du *Jolly George*; deux jours plus tôt, le vice-premier ministre, Bonar Law, avait alors nié toute l'affaire.

⁷⁹ Cowden, *Russian Bolshevism ...*, p. 97.

⁸⁰ Trois conditions devaient être respectées pour que le *Council of Action* suspende ses menaces : (1) une garantie du gouvernement de ne pas recourir aux forces britanniques contre la Russie; (2) une levée totale de l'embargo sur la Russie; et (3) la reconnaissance du gouvernement soviétique ainsi que le rétablissement des échanges commerciaux. *Ibid.*, p. 104.

sending supplies, and by refusing to allow workpeople to enlist in the war⁸¹.

The resolution passed by the Labour representatives [...] deserves severe condemnation because it is inflammatory in character and pretends to raise issues which do not exist. [...]. The irresistible conclusion is that a great many of the Labour leaders are only interested in the grave issues of war and peace when they think they see an opportunity of political gain through distortion of the issues [...]⁸².

Les propos du Premier ministre, qualifiant « d'affront à la démocratie » la résolution du comité d'action voulant instaurer une autre autorité gouvernementale au cas où la Grande-Bretagne entrerait en guerre contre la Russie, reflétaient clairement le degré d'irritation du gouvernement face à ces pressions. « If you have a real desire for peace you can get it, but if you are out to challenge the institutions upon which the liberties of Europe depend, and civilization, then we shall meet in the gate [...]»⁸³, s'exclama Lloyd George aux Communes. En suscitant une telle réaction de la part du Premier ministre, le *Council of Action* atteignit évidemment une partie de son objectif. Le *Times* alla encore plus loin dans ses accusations :

They [les Travailleurs] have constantly avowed that their aims are to upset established constitutions, and to substitute for the democratic principle of government of the people for the people by representatives of the majority of the people, a dictatorship of the proletariat. Our Government has too often been fain to ignore this issue, to hide their heads in the sand, to throw sops to the Russian Soviet, under the pretext of trade with Russia. Now they see themselves confronted with what is, in effect, a potentially revolutionary Council of Action, organised under cover of another pretext, that of stopping war with Russia [...]⁸⁴.

⁸¹ *The Times*, 10 août 1920, p. 6.

⁸² *Ibid.*, p. 11.

⁸³ *Ibid.*, 14 août 1920, p. 10.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 11.

Par ailleurs, le quotidien mit en garde le gouvernement quant aux types de mesures à prendre contre le comité d'action, si ce dernier en venait à défier la Constitution et à mettre ses menaces à exécution.

Alors que d'un côté la droite condamnait catégoriquement l'existence du *Council of Action* – elle avait même fait le rapprochement avec un soviétique : « [...] il n'y a pas de place pour des Soviets ou des dictatures sous la constitution britannique⁸⁵ » – de l'autre, elle en minimisait l'impact sur la scène politique anglaise : « [...] nous ne croyons pas qu'un défi de la sorte, lancé avec une telle audace au gouvernement et au Droit, ne tienne le coup très longtemps⁸⁶ ». Or, en toutes lettres, le *Times* reconnut l'impact des activités du *Labour Movement* sur la politique russe du gouvernement : « [...] this body up to the present has done no more than beat the bladder on Russian policy, and with the object of saving its face it may attempt to be heard on the present crisis⁸⁷ ». Des propos qui confirmèrent, de nouveau, le degré d'irritabilité du camp conservateur face à la campagne du *Council of Action*.

Le *Guardian* fut, en revanche, beaucoup moins sur la défensive que le *Times* au sujet des actions entreprises par le *Labour Movement* : « [...] the Labour party and trade unions means to make sure, and they cannot be blamed, so devious are the ways of State diplomacy, for refusing to demobilise until the armistice is signed⁸⁸ ». Le quotidien fut, d'autre part, intrigué par le rôle d'organisateur de grèves que le *Council of Action* s'était donné : « [...] such a thing has never happened before. It is a new portent⁸⁹ ». Enthousiasmé, mais en même temps méfiant, le quotidien libéral parla d'un nouveau statut et d'une nouvelle ère pour le *Labour Movement* et son comité d'action. « Whatever may be thought about the wisdom or unwisdom of the policy adopted this morning, nobody can doubt that Labour is in deadly earnest. [...] Without any doubt the

⁸⁵ *Ibid.*, 17 août 1920, p. 11. (traduction libre)

⁸⁶ *Ibid.* (traduction libre)

⁸⁷ *Ibid.*, 25 août 1920, p. 10.

⁸⁸ *The Guardian*, 11 août 1920, p. 6.

⁸⁹ *Ibid.*, 10 août 1920, p. 7.

British Labour movement has [*sic*] to-day entered on a new era – a revolutionary era. One may like it or dislike it; the fact is there⁹⁰ ».

En outre, le *Manchester Guardian* parut beaucoup moins offusqué devant les résolutions du comité d'action, les percevant avant tout comme un signe d'évolution de l'échiquier politique. « The Labour organisations are fully alive to the fact that the effects of their action during the past week are not confined to their influence on the immediate situation but will extend to something like a constitutional revolution of the position of labour in society⁹¹ ». Bref, le clan libéral parla finalement d'une force que le gouvernement ne pouvait plus ignorer, d'une organisation destinée à rester⁹².

L'annonce de Lloyd George, le 16 août 1920, de la fin de l'intervention dans le conflit russo-polonais – soit quelques jours après les manifestations anti-guerre du 4 août⁹³ et la création du *Council of Action*, le 9 août – tenait-elle encore de la coïncidence ? La déclaration du vice-premier ministre, Andrew Bonar Law, à la chambre des Communes, cette même journée, niant l'existence de tout lien entre l'agitation des Britanniques et la décision du gouvernement de ne pas intervenir dans le conflit russo-polonais, ne fut-elle pas plutôt la preuve du contraire ? Et puis, que dire de cette autre contre-offensive du gouvernement, le 19 août, cherchant visiblement à discréditer le *Daily Herald* avec la publication de documents révélant une aide financière bolchevique à son éditeur, George Lansbury ? Bref, la courte période durant laquelle se sont concentrées les activités du *Council*, l'agressivité de ce dernier et l'obtention rapide de résultats significatifs, nous portent à croire que la part de responsabilité du *Labour Movement* dans l'élaboration de la politique russe du gouvernement de Lloyd George fut encore une fois notable.

Malgré une publicité défavorable ainsi que la réalisation du plus important de ses trois objectifs, soit la fin d'une intervention armée contre la Russie, le

⁹⁰ *Ibid.*, 14 août 1920, p. 9.

⁹¹ *Ibid.*, p. 11.

⁹² *Ibid.*

Council of Action poursuit ses activités mais avec une efficacité de moins en moins évidente. Il faut dire que la grève des mineurs qui avait éclaté à la mi-octobre détourna quelque peu son attention du dossier russe⁹⁴. Puis, le *Council* se réunira sur une base de moins en moins régulière, à un point tel que, comme le fait remarquer l'édition du 13 novembre du *Guardian*, le comité d'action sombra dans l'oubli. Une certaine reprise des activités du *Council of Action*, en décembre 1920 – des activités cette fois axées sur la corrélation entre le commerce avec la Russie et le taux de chômage au pays⁹⁵ – le fit revivre, mais jamais avec le militantisme d'autrefois. D'ailleurs, ni le *Times* ni le *Guardian* ne firent allusion à la nouvelle campagne du *Council* en faveur de relations économiques et diplomatiques normales entre Londres et Moscou.

Enfin, nous croyons pouvoir maintenant répondre davantage par l'affirmative que par la négative à la question : les pressions du *Labour Movement* ont-elles eu un impact sur la politique russe de Londres dans la première phase des relations anglo-russes ? Force est de constater que nous avons confirmé la thèse de Morton Cowden, expliquée précédemment dans le volet sur l'historiographie, et qu'en revanche, l'interprétation de Stephen White voulant que la politique russe de Whitehall ait été le fruit de pressions apolitiques, n'a pu l'être. Mentionnons également que la brève campagne du *Labour Movement*, en août 1920, eut son lot de conséquences, comme nous avons pu le constater. Pourrons-nous en dire autant, cette fois, des pressions

⁹³ La date du 4 août n'avait rien d'un hasard; jour pour jour, six ans plus tôt, la Grande-Bretagne s'était engagée dans la Première Guerre mondiale.

⁹⁴ Le comité d'action publia un communiqué selon lequel la grève des mineurs, qui avait éclaté à l'automne 1920, l'avait empêché de poursuivre ses activités dans le dossier russe. PRI/64, Council of Action Archives, dans White, *Britain and the ...*, p. 47.

⁹⁵ « *Peace and Russia* » avait été le premier slogan de la campagne du *Council of Action* contre la guerre russo-polonaise; le comité nomma sa seconde campagne qu'il amorça en décembre 1920 : « *Trade with Russia in relation to Unemployment and the Cost of Living* ».

économiques sur cette même politique? C'est ce que nous tenterons maintenant de démontrer.

Chapitre 4

Pressions économiques et relations anglo-russes

Le retrait prématuré des forces russes de la Première Guerre mondiale et le conflit en tant que tel ont eu de sérieuses répercussions sur l'économie britannique pendant les quatre années de combat, mais également au cours de la décennie suivante. La guerre avait fait rouler l'économie et, dès la fin des hostilités, le gouvernement de David Lloyd George avait cru bon mettre fin aux visées interventionnistes caractéristiques de la période de guerre et qui, disait-on, s'avéraient inopportunes, une fois la paix rétablie. On voulut alors retourner aux conditions économiques qui prévalaient avant le conflit, sans trop se poser de questions et sans trop se soucier de l'impact qu'aurait une telle décision sur la démobilisation de quatre millions de militaires qui devaient réintégrer le marché du travail.

The controls were frenetically disbanded by Lloyd George's government elected in 1918. [...] many were irrelevant to peacetime conditions, but no discrimination was exercised over abandoning those that might have helped Lloyd George build his desired land *fit for heroes to live in*¹.

Dans ce même esprit de déréglementation, la Coalition gouvernementale choisit de laisser flotter la livre sterling afin de faciliter la transition et de permettre à la devise anglaise de retrouver la parité d'avant-guerre; c'est qu'à l'époque, plusieurs s'imaginaient que tout allait redevenir comme avant. Cependant, les premiers signes de ralentissement économique commencèrent à

¹ Nick Von Tunzelmann, « Britain 1900-45 : a survey », dans Roderick Floud et Donald McCloskey, dir. *The Economic History of Britain since 1700*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, Tome II, p. 240.

se manifester - déjà en janvier 1920, le boom économique² commença à s'essouffler - et malgré toutes sortes de mesures pour contrer ce ralentissement, le taux de chômage continua à grimper en flèche, la livre ne se portant pas mieux face au dollar américain et les échanges commerciaux demeurèrent inférieurs à ceux d'avant 1914. Pour redresser la situation, le gouvernement opta finalement, au printemps 1920, pour une politique déflationniste dans l'espoir de retrouver la santé économique édouardienne, mais ce fut en vain³.

Au grand désespoir des tenants de l'individualisme, force était de constater que le problème du chômage pouvait difficilement se résorber sans une certaine intervention de l'État. Le discours non-interventionniste et les libertés qui avaient jusqu'alors caractérisé l'ordre mondial - économie de marché, étalon-or⁴, idéologie libérale - ne collaient tout simplement plus à la réalité. Bref, il fallait trouver des solutions pour sortir la Grande-Bretagne de cette impasse. C'est dans ce contexte qu'une reprise des échanges commerciaux avec la Russie fut perçue comme un début de solution.

Réactions économiques à la politique russe de la Grande-Bretagne

En novembre 1919, lorsque Lloyd George annonça publiquement la fin de l'intervention britannique en Russie contre le bolchevisme, en constatant son échec évident, peu de gens se soucièrent des motifs justifiant cette volte-face du Premier ministre anglais. De l'avis de celui-ci, il fallait maintenant envisager de

² Le boom économique d'après-guerre fut spectaculaire mais de courte durée : de mai 1919, une fois la démobilisation des troupes complétée, à avril de l'année suivante.

³ L'on dit aujourd'hui, des dirigeants des années vingt, qu'ils saisissaient mal les conséquences que pouvait entraîner l'adoption d'une politique déflationniste. Tunzelmann, « Britain 1900-45 ... », p. 292.

⁴ L'étalon-or (gold standard) était perçu par une majorité de Britanniques comme l'heureux symbole de l'ère pré-1914; la « Belle Époque » à laquelle l'on souhaitait retourner. Certes, la Grande-Bretagne avait connu une période de prospérité économique dans un effort mondial de reconstitution des stocks, entre 1918 et 1920, mais les perspectives ne laissaient rien miroiter de mieux que celles de 1913; d'où la décision, dès 1925, de retourner au taux fixe de 1 £ pour 4,86 \$. L'économiste John Maynard Keynes fut d'ailleurs l'un des premiers à s'indigner contre cette pratique monétaire dans son pamphlet intitulé : *The Economic Consequences of Mr. Churchill* (1925).

rétablir le dialogue avec la Russie, cette dernière s'avérant un précieux remède aux difficiles conditions économiques européennes. « Un règlement de la question russe est essentiel à la reconstruction du monde. La Russie représente une des rares sources de produits alimentaires et de matières premières. L'état de décrépitude actuel de ce pays est une des causes de la flambée des prix; des prix qui, s'ils demeurent élevés, deviendront inévitablement un dangereux outil de propagande bolchevique⁵ ». Ce fut donc autour de cet important bassin de ressources naturelles⁶ et de ce marché potentiel pour les exportations britanniques, que tourna dès lors toute la politique russe de Londres.

La Première Guerre mondiale avait bousculé l'ordre mondial et le jeu des échanges commerciaux sur lequel reposait l'économie britannique; le choc fut des plus déstabilisants pour la Grande-Bretagne qui, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, avait fait le choix stratégique d'importer ses produits alimentaires plutôt que de les produire, afin d'élargir son réseau d'échanges. « Britain replaced home-grown calories with imported ones and ran down farming to build up trade. [...] This food-import economy, with its political and strategic ramifications, was the foundation of British prosperity [...]»⁷. Le chemin de la reconstruction pour la Grande-Bretagne passait naturellement par la recherche de nouveaux débouchés, dont la Russie, puisque son réseau d'importations / exportations avait été détruit et que la dynamique sur le marché mondial ne fut plus jamais la même.

Si la politique russe de la Grande-Bretagne fut d'abord influencée par le jeu des pressions politiques durant la première phase des relations anglo-russes, elle le fut davantage, pendant la seconde phase, par celui de pressions économiques. La fin de l'intervention armée en Russie ne mit pas un terme aux pressions politiques – provenant d'ailleurs, à partir de novembre 1919, surtout de

⁵ Ullman, *Anglo-Soviet Relations...*, Tome III, p. 308. (traduction libre)

⁶ En 1919, Richard Dupierreux avait comparé le potentiel de la Sibérie à celui de plusieurs Canada et de *Klondike* mis ensemble. « Siberia and the Russian Revolution », *The New Europe*, 23 janvier 1919, dans David N. Collins, « British Interest and Interests in Siberia 1900-1922 », *Revolutionary Russia*, 9 (2), décembre 1996, p. 219.

⁷ Avner Offer, *The First World War. An Agrarian Interpretation*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p. 81.

la bouche de gros canons du Cabinet⁸ – mais fit place à une nouvelle catégorie de forces résultant essentiellement des difficiles conditions économiques. Les pressions pour y remédier provinrent essentiellement des milieux industriels et manufacturiers, très conscients de ce que la Russie avait à offrir pour relancer l'économie britannique tout comme celle de l'Europe.

Réticents face au rétablissement de relations commerciales avec la Russie – plusieurs investisseurs britanniques ayant perdu des sommes considérables en Russie avec l'arrivée au pouvoir des Bolcheviks⁹ – les cercles financiers eurent, en contrepartie, leur part d'influence sur la politique russe du gouvernement. Or, comme nous tenterons de le démontrer dans le présent chapitre, le lobby industriel finit par avoir raison des milieux les plus conservateurs, compte tenu de la direction que prit la politique russe de Londres avec la conclusion de l'accord commercial anglo-russe, en mars 1921.

Trois périodes¹⁰ distinctes semblent vouloir se dégager dans cette deuxième phase des relations anglo-russes s'échelonnant de la fin de l'intervention britannique en sol russe à la reconnaissance *de facto* du régime de Lénine par la ratification dudit accord commercial. Une première période, dite de coexistence, de janvier à mars 1920, fut marquée par la décision du Conseil économique suprême¹¹ de permettre certains échanges commerciaux par l'entremise de sociétés coopératives, « exemptes » du contrôle de Moscou. Cette période fut aussi marquée par l'empressement de la Grande-Bretagne à commercer avec la Russie tout en gardant ses distances face aux Bolcheviks.

⁸ Aux pressions de Winston Churchill sont notamment venues s'ajouter celles de Lord Curzon, du *Foreign Office*, et de Walter Long, du ministère de la Marine. Selon Richard Ullman, ce front commun de la part de quelques membres influents au sein du Cabinet du Premier ministre avait réussi à exercer suffisamment de pression sur Lloyd George pour qu'il soit contraint de retarder, et ce plus d'une fois, la conclusion d'un accord commercial entre la Grande-Bretagne et la Russie. Ullman, *Anglo-Soviet Relations ...*, Tome III, p. 411.

⁹ Les milieux financiers anglais pouvaient tout de même se féliciter de n'avoir perdu que peu d'argent en Russie comparativement à leurs homologues français, suite à la confiscation de capital étranger pendant la Révolution bolchevique.

¹⁰ Nous avons emprunté ce découpage à Christine A. White, *British and American Commercial Relations with Soviet Russia, 1918-1924*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1992.

¹¹ Conseil formé à l'occasion de la conférence de Versailles et regroupant plusieurs experts en économie chargés d'étudier, entre autres, la valeur des réparations et la part que l'Allemagne devrait assumer dans cette vaste entreprise de reconstruction de l'Europe.

Une seconde période, dite de rapprochement, de mars à octobre, fut caractérisée essentiellement par une certaine capitulation du gouvernement britannique devant les pressions des milieux industriels et manufacturiers favorables à l'amorce de négociations avec la délégation commerciale russe. Enfin, une troisième période, de novembre à mars 1921, fut marquée par un revirement d'une majorité des milieux financiers en faveur de la reprise des échanges commerciaux; revirement qui facilita la conclusion de l'accord commercial anglo-russe.

Échanges commerciaux et investissements britanniques en Russie avant 1914

Au début du XX^e siècle, la Russie se classait tout juste derrière les États-Unis et l'Allemagne au chapitre du volume de ses exportations vers la Grande-Bretagne; elle y exportait essentiellement des produits agricoles, surtout du blé, mais aussi des œufs et du beurre ainsi que des matières premières telles que le bois et le lin¹². « Before the War, Russia had been the source of much of the United Kingdom's imports of wheat and of nearly all its flax [...]»¹³. La Grande-Bretagne importait également de la Russie des métaux et des minéraux : du fer, du manganèse et du pétrole. D'ailleurs, juste avant la Première Guerre mondiale, les Britanniques avaient investi d'importants capitaux dans la production et le transport de l'or noir russe, comme solution alternative au monopole pétrolier des Américains. Quant à la Grande-Bretagne, elle fournissait aux Russes principalement du charbon et du coke, mais également des produits finis et semi-finis : de la machinerie lourde et des produits textiles, en grande partie¹⁴.

¹² Environ les deux tiers du total des exportations de bois russe, entre 1909 et 1913, étaient destinés au Royaume-Uni. D'autre part, le lin russe était particulièrement important pour la Grande-Bretagne où l'industrie du textile y était très développée; les Britanniques importaient environ 30 % du total des exportations de lin de la Russie. White, *British and American ...*, p. 11.

¹³ Ullman, *Anglo-Soviet Relations...*, Tome II, p. 317.

¹⁴ *British Documents on Foreign Affairs : From the First to the Second World War*, Series A, Tome II : Soviet Union 1917-1939, no. 71, p.867-870.

Dans le domaine des investissements en Russie avant l'éclatement du conflit mondial, les Britanniques étaient toutefois demeurés plutôt timides. Selon un rapport du *Soviet économique suprême*, de l'année 1922, le capital britannique investi en Russie entre 1856 et 1913 représentait 16,8 % du total des investissements étrangers en Russie, comparativement à 46,3 % pour le consortium franco-belge et à 27,4 % pour les investisseurs allemands, pour cette même période¹⁵. Au chapitre des échanges entre les deux pays, la situation était similaire; les exportations de la Grande-Bretagne vers la Russie pour l'année 1913 ne représentaient que 13,9 % du total des importations de la Russie alors que ce chiffre s'élevait à 52,6 % pour l'Allemagne¹⁶.

Pendant le quart de siècle précédant la Première Guerre mondiale, les exportations de la Grande-Bretagne vers la Russie chutèrent donc visiblement et ce, au profit de l'Allemagne. Ce ne fut pas tant la proximité géographique de cette dernière qui engendra ce glissement, mais plutôt le fait que les marchands et manufacturiers allemands avaient déployé maints efforts pour tenter de s'adapter au marché russe¹⁷. Les rapports commerciaux et les relations financières de l'empire russe étant indépendants les uns des autres à l'époque de l'Entente cordiale¹⁸, la Russie saisit tout simplement l'opportunité de se détourner du marché ouest-européen, qui continua tout de même à la financer, pour s'orienter vers l'Est – vers une Allemagne en pleine expansion et offrant un marché plus attrayant. Les exportations allemandes en Russie, se composant surtout de machinerie, augmentèrent au point que cette dernière développa une dépendance qui la rendit vulnérable lorsque la guerre éclata¹⁹. Les Russes en

¹⁵ *The Economist*, 18 novembre 1922, dans Northedge et Wells, *Britain and Soviet ...*, p. 211.

¹⁶ Jules Gay, « Anglo-Russian Economic Relations », *The Economic Journal*, juin 1917, dans Northedge et Wells, *Britain and Soviet ...*, p. 211.

¹⁷ « Having batteries of local trading establishments complete with squads of travelling salesmen, German businesses had conquered the problem of distance, with the British, with only their city-centred offices, found so perplexing. Likewise, whereas British merchants continued to communicate with the Russians largely in English [...] German salesmen by and large spoke Russian and had their sales materials translated[...]. More importantly, the Germans had also undertaken extensive advertising campaigns ». White, *British and American ...*, p. 14.

¹⁸ Expression pour désigner le rapprochement qui se produisit entre la France et la Grande-Bretagne, en 1904. Une série de nouveaux prêts et investissements franco-britanniques en Russie, marquèrent cette période.

¹⁹ « ...in addition to becoming gradually dependent upon Germany for equipment and repair parts, Russia became more closely tied to Germany through the introduction of German experts and

furent conscients et c'est d'ailleurs ce qui les poussa, peu de temps après, à entreprendre une vaste campagne afin d'intéresser d'autres pays à leurs industries, notamment la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Ce rapprochement commercial russo-allemand au cours des 25 années précédant la guerre de 1914 affecta aussi la Grande-Bretagne en raison de la perte de revenus substantiels résultant du déclin de sa part des transports à destination et en provenance de la Russie²⁰. « British tonnage had long held the lion's share of the seaborne trade to and from Russian Black Sea and Baltic ports, as well as that shipped via the White Sea and Arctic Sea routes²¹ ». Or, cette fois, ce n'étaient pas les Allemands qui avaient tenté de s'approprier ce marché, mais tout simplement la fréquence d'utilisation des axes de commerce routiers qui grimpa en flèche au tournant du siècle et ce, encore une fois aux dépens des Britanniques.

Échanges commerciaux et investissements britanniques en Russie, 1914–1918

Lorsqu'éclata la guerre et que la frontière austro-allemande fut fermée au commerce avec la Russie, la Grande-Bretagne tenta dès lors de regagner le terrain perdu au chapitre de ses *exportations invisibles* en mettant la main sur cet intéressant débouché que représentait le marché russe. L'Allemagne s'en étant retirée dès son entrée en guerre, le chemin fut enfin libre. En 1915, plusieurs entreprises commerciales britanniques s'établirent alors en territoire russe, en vue de saisir les premières opportunités d'affaires qui, espérait-on, se présenteraient après la guerre.

mechanics necessary to supervise the installation and operation of specialized German machines », dans White, *British and American ...*, p. 10.

²⁰ La Grande-Bretagne était encore, à la fin du XIX^e siècle, le plus important transporteur maritime au monde. Ses *invisible exports* comptaient pour plus de la moitié des livraisons à destination des ports russes en 1888. Cette part chuta toutefois à 35 % à la veille de la Première Guerre mondiale, alors que celle du tonnage allemand passa de 9,5 % à 16 % au cours de cette même période. *Times Book of Russia*, p. 24, dans White, *British and American ...*, p. 15

These organizations assumed that there would be an unprecedented demand for imports in Russia after the war and that its natural resources and productivity capacity would pay for these imports in increased exports. [...] it was taken for granted in Britain that English manufacturers and traders would not only succeed in assuming the 60£ million worth of Russian trade that was Germany's before the war, but that they could also easily double this figure once they put their mind to it²².

Cet intérêt²³ britannique évident pour le potentiel commercial de la Russie allait d'ailleurs s'accroître avec la Révolution bolchevique, les Britanniques ne voyant, de prime abord, pas d'objection à commercer avec les Bolcheviks. Toutefois, le retrait subséquent de la Russie du conflit mondial, la conclusion, en mars 1918, d'un traité de paix germano-russe, la confiscation de biens étrangers ainsi que le refus des Bolcheviks de reconnaître les dettes contractées sous le régime tsariste, changèrent considérablement la donne. « The resulting nationalization and expropriation of private property and the repudiation of foreign debts were seen as unfriendly acts and subsequently put the Soviet Government firmly beyond the pale in the eyes of the Allied nations²⁴ ». D'où une intervention britannique et un blocus économique que les Alliés imposèrent à la Russie, au cours de l'année 1919.

Or, l'inévitable échec de cette intervention alliée visant à mater l'idéologie bolchevique ainsi qu'un sévère ralentissement de l'économie britannique à la même époque²⁵ contraignirent bientôt le Premier ministre anglais à envisager une nouvelle stratégie qui passa par le développement de relations économiques avec la Russie. « Toward the end of 1919, perhaps to justify his [Lloyd George] economic – given the widespread unemployment within Great

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*, p. 30.

²³ Les Américains ont été tout aussi influents en Russie. Ils se disputèrent le marché russe avec les Britanniques. Pour une étude comparative des intérêts des uns et des autres, voir l'ouvrage déjà cité de Christine A. White.

²⁴ White, *British and American ...*, p. 33

²⁵ Les premiers signes de ce ralentissement étaient apparus avant l'éclatement du conflit mondial, mais ils n'eurent de véritables répercussions qu'avec la fin du boom économique, à partir du printemps 1920.

Britain – and domestic-political reasons for wanting to trade with Russia, he began to combine them with the classical liberal arguments that trade, and all the formalities, procedures, and institutions that go with it, had a great *civilizing* influence which would powerfully affect the Soviet regime²⁶ ».

Les traditionnelles *staples industries*²⁷ qui reposaient essentiellement sur l'exportation avant le conflit mondial – « [...] en 1907, plus de 80 % de la production de l'industrie du coton étaient voués à l'exportation²⁸ » – furent sévèrement touchées par la baisse du niveau des échanges que la guerre avait accélérée. « As a result of her pattern of economic development, that is a concentration of resources in a few large export-orientated industries [...] Britain's prosperity was heavily dependent on foreign trade²⁹ ». Ces industries qui produisaient le type de biens nécessaires à l'industrialisation de la Russie furent, comme c'était prévisible, les premières à réclamer le rétablissement des liens commerciaux entre les deux pays. En définitive, l'on espérait que, d'une part, la Russie alimenterait à nouveau le secteur industriel en ressources naturelles et que, d'autre part, elle ouvrirait son marché aux industries britanniques traditionnelles.

La compétition extérieure, la création de nouvelles industries – plus particulièrement chimiques et électriques – le manque d'innovation, le type d'organisation industrielle de même que l'absence de modernisation, l'insuffisance de formation de la main-d'œuvre, le manque d'investissements, la baisse des exportations et enfin, la complexité de l'économie mondiale³⁰,

²⁶ Ullman, *Anglo-Soviet Relations...*, Tome II, p. 318.

²⁷ Les *staples industries* regroupaient les industries du charbon, du coton, de la laine, du fer et du métal ainsi que l'industrie navale.

²⁸ Derek H. Aldcroft, *The Inter-War Economy : Britain, 1919-1939*, New York, Columbia University Press, 1970, p. 148.

²⁹ *Ibid.*, p. 243.

³⁰ Pour une étude plus approfondie de ces différents facteurs qui peuvent expliquer le ralentissement économique et la crise du secteur industriel britannique, voir Bernard Elbaum et William Lazonick, *The Decline of the British Economy*, Oxford, Clarendon Press, 1986 : sur l'ensemble de ces facteurs; Neil Buxton et Derek A. Aldcroft, dir. *British Industry Between the Wars: Instability and industrial development 1919-1939*, Londres, Scholar Press, 1979 : particulièrement sur le bas niveau des exportations et des investissements et sur le peu d'innovations; Roderick Floud et Donald McCloskey, dir. *The Economic History of Britain Since 1700*, Tome II: 1860-1939, Cambridge, Cambridge University Press, 1981 et Sydney Pollard, *The*

expliquaient, déjà avant la guerre, la perte de vitesse du secteur industriel britannique. Mais toutes ces raisons ne permettent pas vraiment de comprendre pourquoi, au lendemain du conflit, les Britanniques continuèrent à croire que leur succès commercial devait passer par les industries de base, alors que le monde était devenu moins ouvert aux exportations britanniques traditionnelles.

Selon l'historien Charles Mowat, le vrai problème résidait dans le fait que plusieurs ne comprenaient tout simplement pas les nouvelles règles du jeu et conséquemment, percevaient cette baisse des exportations comme un phénomène temporaire³¹. Chose certaine, cette confiance aveugle envers les *staples industries*, résultant de cette part d'incompréhension – « [...] distorted by the war effort and the subsequent restocking boom, British industry appeared overcommitted to the nineteenth-century export trades, especially in coal, iron and steel, cotton and shipbuilding³² » – explique aisément la campagne soutenue des industriels britanniques en faveur d'une entente commerciale avec la Russie.

Milieus industriels et cercles financiers britanniques³³, janvier 1920 - mars 1921

a) Période de coexistence

La nécessité économique de rétablir des relations commerciales avec la Russie commençant à se faire de plus en plus pressante en Europe³⁴, le Conseil

Development of the British Economy, 1914-1980, Londres, Edward Arnold, 1983 : spécifiquement sur la complexité du système économique mondial; et David S. Landes, *The Unbound Prometheus : Technological Change and Industrial Development in Western Europe from 1750 to the Present*, London, Cambridge University Press, 1969 : sur le manque d'esprit d'entreprise de nombreux industriels britanniques.

³¹ Mowat, « History : Political ... », p. 34.

³² James Foreman-Peck, « Industry and Industrial Organisation in the Inter-War Years », dans Floud et McCloskey, *The Economic History ...*, Tome II, p. 386.

³³ Nous utiliserons *The Guardian* (Manchester) comme porte-parole des milieux industriels et manufacturiers, et *The Times* (Londres) comme principal véhicule des cercles financiers britanniques.

économique suprême annonça à la mi-janvier 1920 la levée partielle de l'embargo allié contre ce pays³⁵. Cette nécessité devint rapidement à la fois la cause et l'explication de la récente révision de la politique du gouvernement britannique à l'égard du régime bolchevique. « The economic necessity of coming to terms with Soviet Russia was the primary motivating factor behind the British government's gradual shift toward a rapprochement with the Bolsheviks³⁶ ».

Si les cercles financiers paraissaient plutôt hésitants face à cette nouvelle politique – la grande majorité des investisseurs étant hostile à toute forme de rapprochement avec le régime de Lénine parce qu'ils se méfiaient de la sincérité des Bolcheviks ainsi que de leur capacité de payer – les milieux industriels et manufacturiers, eux, se réjouirent de la nouvelle approche qu'avait adoptée Lloyd George. « The reopening of trade in all its branches should be encouraged and facilitated with every part and with every Government of Russia³⁷ ». Un rapprochement qui, croyait-on, pouvait, d'une part, répondre au grave problème de productivité que connaissaient alors plusieurs industries britanniques en manque de ressources naturelles et, d'autre part, remplir le carnet de commandes et raviver l'espoir de regagner le niveau des échanges commerciaux d'avant-guerre.

Le lobby industriel et manufacturier qui applaudissait l'annonce de la fin de l'intervention alliée en sol russe, en novembre 1919, fut toutefois déçu de constater que le gouvernement ne respectait qu'en partie cet engagement. En effet, les subventions aux Blancs ne cessèrent pas complètement et les Alliés maintinrent leur blocus économique. « La paix en Russie comme dans le reste de l'Europe est un besoin irrésistible et de première importance. Voilà une sage

³⁴ Riche en ressources naturelles et source de nourriture importante, la Russie était considérée comme le grenier de l'Europe de par ses énormes réserves de blé.

³⁵ Lorsque le Conseil économique adopta, le 16 janvier 1920, la résolution prônant un échange réciproque de biens entre la Russie et les pays alliés, la motivation première du Conseil fut certainement celle d'opter pour une nouvelle stratégie, espérait-on plus efficace que celle d'une intervention armée, qui lui permettrait de poursuivre sa lutte contre le bolchevisme. Les problèmes économiques de l'Europe venaient donc au deuxième rang des priorités pour les Alliés. *Foreign Office papers* 371/4032/179078 et 179079 dans Stephen White, *Britain and the Bolshevik ...*, p. 3.

³⁶ White, *British and American ...*, p. 111.

politique qui est incompatible avec la poursuite de nos agressions contre la Russie, qu'elles soient conduites par terre ou par mer. Une paix qui n'est pas moins incompatible avec l'embargo meurtrier que nous maintenons contre ce pays. [...] Ce blocus doit cesser³⁸ ».

Avant même la décision du Conseil économique suprême d'autoriser la levée de l'embargo et la reprise des échanges avec la Russie, sous l'autorité de *coopératives*³⁹, le secteur industriel chercha sans relâche à démontrer la nécessité du marché russe pour résoudre le problème du chômage qui rongait l'économie britannique. « Russia needs locomotives, rolling stock, clothes, boots, machinery - in fact, most of the essential commodities of civilisation. If Great Britain obtains some of the orders there should be little unemployment left⁴⁰ ». Or, lorsque le Conseil économique autorisa finalement une reprise du commerce avec la Russie, par l'entremise de ces coopératives, les industriels demeurèrent sceptiques quant aux réelles intentions de leur gouvernement.

[...]the Government have at last, it seems, decided to make peace with them [Bolsheviks]. Naturally this is not the way in which the thing is put. [...] What has happened is that the assembled magnates at Paris have determined not merely to discontinue the blockade of Russia [...] but they have formally announced their intention to open up trade relations on an extensive scale with Russia. Obviously they cannot at the same time open up trade relations with Russia and go on hitting her⁴¹.

Les cercles financiers eurent forcément une toute autre réaction devant l'adoption de la nouvelle stratégie économique du Premier ministre Lloyd George

³⁷ *The Guardian*, 29 novembre 1919, p. 8.

³⁸ *Ibid.*, 14 novembre 1919, p. 6. (traduction libre)

³⁹ Ces sociétés, indépendantes du régime bolchevique et qui semblaient représenter les intérêts d'une majorité de paysans russes, avaient été recommandées dans le rapport d'un ex-membre du *Food Ministry*, W. F. Wise, lequel siégeait à titre de principal représentant britannique au sein du Conseil économique suprême. Ce rapport datant du 6 janvier 1920, recommandait l'adoption d'une nouvelle politique économique à l'endroit de la Russie ainsi que la levée de l'embargo et la reprise des échanges commerciaux. Lloyd George avait été impressionné par ce document et demanda alors à son auteur de le présenter devant le Conseil économique, dans l'espoir de le convaincre de la nécessité de rétablir les échanges avec la Russie. Ullman, *Anglo-Soviet Relations ...*, Tome II, p. 294-346.

⁴⁰ *The Guardian*, 5 décembre 1919, p. 8

et les efforts de ce dernier, particulièrement entre novembre 1919 et janvier 1920, dans le but de convaincre les Alliés d'en faire autant. Les propos du *Times* furent sans équivoque : « Ne pouvons-nous pas coopérer avec les Bolcheviks pour la reconstruction de la Russie ? Non, nous ne le pouvons pas [...] parce que le bolchevisme ne reconnaît pas les contrats commerciaux, les a détruits en Russie et menace de les annuler ici⁴² ». Le quotidien ira même jusqu'à déplorer le manque d'experts en la matière : « Comme il n'existe pas d'experts – ceux qui, chez nous, se disent experts de la Russie ne savent que louer le bolchevisme – de pauvres commerçants ignorants risquent d'être dupés⁴³ ». La réticence des milieux financiers se manifesta jusqu'à la signature de l'accord commercial anglo-russe.

Normalement, la décision du Conseil économique suprême de procéder à la levée de l'embargo aurait dû laisser peu de place à la confusion dans le développement de la politique russe de Londres, mais ce ne fut pas le cas. « Although the Allies had published their decision in the press, the British Government apparently made no subsequent effort to clarify this point to either the neutral governments of Northern Europe or of the Admiralty forces enforcing the blockade in the Baltic⁴⁴ ». En plus de n'avoir fourni aucune déclaration officielle concernant la fin du blocus économique, le gouvernement britannique omit également d'en informer les parties intéressées et contribua ainsi au maintien, dans les faits, de l'embargo jusqu'au printemps. Les milieux industriels et manufacturiers laissés dans la confusion n'hésitèrent pas à dénoncer de nouveau cette tactique.

Mr. Lloyd George, [is] torn between a desire to open up trade and at the same time [is] impressed by Mr. Churchill's croakings of danger to India [...]. The Prime Minister [...] is suspected here of wilfully holding the position in the present impossible state of incoherence in order to say to the Tories at home : *We are protecting India and refusing to treat with the murderers*, and to the Liberals: *We have begun to treat with Russia*⁴⁵.

⁴¹ *Ibid.*, 19 janvier 1920, p. 6.

⁴² *The Times*, 15 décembre 1919, p. 10. (traduction libre)

⁴³ *Ibid.* (traduction libre)

⁴⁴ White, *British and American ...*, p. 112.

⁴⁵ *The Guardian*, 27 janvier 1920, p. 8.

Quant à la circulation des biens via des sociétés indépendantes, elle fut rapidement qualifiée, par des cercles financiers, de méthode de camouflage⁴⁶ : « [...] the Allies are going to grant facilities to the Russians Cooperatives for import and for export trade. How is it to be conducted without the leave of the Bolsheviks? [...] Do Mr. Lloyd George and his colleagues really think that the Reds will hesitate to seized any supplies they want because they are labelled *From the Allies : for Cooperatives only* [...]»⁴⁷ ? Même les milieux industriels et manufacturiers, favorables à la reprise des échanges commerciaux, doutèrent de la réelle indépendance de ces coopératives : « [...] the distinction between Bolsheviks and co-operators is held to be rather fictitious now [...]»⁴⁸ ». Plusieurs firmes britanniques et allemandes avaient fait des affaires avec ces coopératives russes, avant la guerre et après la Révolution bolchevique, sans éprouver de problème⁴⁹ ; ce n'était donc pas tant de leur crédibilité que les milieux financiers se méfièrent, mais plutôt de la composante bolchevique qui fit inévitablement partie des futurs échanges.

Tout en reconnaissant la nécessité d'autoriser la réouverture de l'activité commerciale quotidienne aux marchands et commerçants britanniques indépendants, l'*Inter-departmental Russia Committee*⁵⁰ ne leur accorda pas le droit de reprendre leurs affaires : « [...] il est pour l'instant impossible de confirmer aux commerçants indépendants qu'ils sont libres de faire des affaires

⁴⁶ Le régime bolchevique avait pris le contrôle de ces coopératives immédiatement après l'annonce du Conseil économique suprême de procéder à la levée de l'embargo et de commercer avec ces dernières. Même si Leonid Krassin, le futur délégué commercial du régime bolchevique qui arriva à Londres en mai 1920, faisait partie du conseil d'administration de ces coopératives, le gouvernement britannique s'efforça de maintenir l'illusion que les Alliés commerçaient avec des coopératives et non des Bolcheviks. M. V. Glenny, « The Anglo-Soviet Trade Agreement, March 1921 », *Journal of Contemporary History*, 5(2) 1970, p. 65.

⁴⁷ *The Times*, 19 janvier 1920, p. 11.

⁴⁸ *The Guardian*, 30 janvier 1920, p. 9.

⁴⁹ Principalement avec des coopératives établies en Sibérie et dans le sud de la Russie. White, *British and American ...*, chapitre 5.

⁵⁰ Comme son nom l'indique, il s'agissait d'un organisme du gouvernement britannique chargé de coordonner les activités du *Department of Overseas Trade*, du *Board of Trade* et du *Foreign Office* concernant la Russie. Le Premier ministre Lloyd George en assumait la direction.

où ils le veulent et avec qui que ce soit, en Russie⁵¹ ». En outre, de nombreux obstacles se présentèrent sur leur chemin : le manque de tonnage disponible pour exporter la marchandise en Russie, l'attribution arbitraire de permis pour l'exportation et des interdictions de dédouanage aux bâtiments britanniques à destination des ports russes⁵². Néanmoins, les milieux industriels et manufacturiers continuèrent à faire preuve de tolérance devant ces *incidents* de parcours, préférant se réjouir de gains significatifs enregistrés à d'autres niveaux.

While Allied policy towards Russia stumbles uncertainly, Estonia and the Bolsheviks have made a definite peace, and this is a long step toward the general settlement. For one thing, when any one of the five Border States makes peace – Finland, Estonia, Latvia, Lithuania, or Poland – the position of the others is proportionately weakened and the pressure on them to make peace is proportionately increased. [...] The Allies may continue, if they choose, to refuse to recognise the Bolsheviks, but they should do so with their eyes open to the truth that the Bolsheviks are bursting their bonds and that Russia is coming again into communication with the outer world⁵³.

Les pressions des groupes industriels et manufacturiers ne cessèrent pas pour autant. Au cours des trois premiers mois de 1920, le *Guardian* insista davantage sur la nécessité économique de reprendre les échanges commerciaux, en dépit du fait que cela impliquait des négociations avec le régime de Lénine. « The democracies of the west are becoming increasingly restive under the continual increase of prices and the shortage of foodstuffs and raw materials for their industries. The danger incurred by the failure to take all possible steps to improve this situation is far greater than that incurred by allowing one or two Bolshevik agents leaving Russia⁵⁴ ». Ces mêmes milieux ne manquèrent pas de seconder chaque mesure du Conseil économique suprême, aussi minime fut-elle, pouvant faciliter la reprise du commerce; ainsi celle d'envoyer un délégué allié prendre le pouls de la situation en Russie. « Les Alliés

⁵¹ *Inter-departmental Russia Committee*, 24 janvier 1920, FO 371/4032, dans White, *British and American...*, p. 116. (traduction libre)

⁵² *Ibid.*, p. 116-117.

⁵³ *The Guardian*, 3 février 1920, p. 6.

ont finalement reconnu, de manière officielle, l'importance d'obtenir de l'information impartiale et de source autorisée concernant les conditions régnant actuellement en Russie. [...] Voilà une sage décision qui est la bienvenue⁵⁵ ».

Le rythme lent de ces premiers échanges commerciaux fournit l'occasion aux cercles financiers de multiplier leurs mises en garde face à cette fragile coexistence anglo-russe et d'amener sur la table la question que plusieurs avaient jusque-là voulu éviter : le mode de paiement qu'utiliseraient les Bolcheviks, dans l'éventualité où une entente viendrait sceller définitivement les échanges commerciaux. « They will trade indeed, but they will pay in gold – the unclean gold which they have accumulated by public plunder at home, or have stolen from our Allies the Rumanians. The scheme of exchange is derided by practical men. The Bolshevists have not got the corn and the raw material for export⁵⁶ ».

Enfin, malgré les gestes évidents en ce sens, le gouvernement continuait à prétendre qu'il ne négociait pas avec les Bolcheviks. L'annonce de la conclusion d'un accord entre les autorités britanniques et bolcheviques sur l'échange de prisonniers respectifs, à la mi-février 1920, vint le confirmer⁵⁷. Finalement, l'argument de Londres qui disait négocier uniquement avec des représentants de coopératives russes, indépendantes du pouvoir, commença, au mois de mars, à perdre toute crédibilité. « Headed by such loyal comrades as Krassin, Litvinov, and Nogin, the composition of the new delegation appointed to take over negotiations with the West left no doubt as to the nature of the Russian trade delegation⁵⁸ ».

⁵⁴ *Ibid.*, 11 février 1920, p. 8.

⁵⁵ *Ibid.*, 25 février 1920, p. 6. (traduction libre)

⁵⁶ *The Times*, 2 mars 1920, p. 11.

⁵⁷ Des négociations entre des représentants britanniques et bolcheviques, au sujet de l'échange de prisonniers, se déroulèrent dans le plus grand secret pendant plusieurs semaines. Or, ce n'est que le 12 février 1920, journée de la conclusion d'un accord entre les deux parties, que cette information fut pour la première fois rendue publique.

⁵⁸ White, *British and American ...*, p. 120.

b) Vers un rapprochement anglo-russe

À partir d'avril 1920, la politique de Londres à l'endroit de la Russie subit d'importants changements coïncidant avec la décision du Conseil économique suprême, réuni à San Remo, d'autoriser enfin la tenue de pourparlers commerciaux entre Alliés et représentants bolcheviques. Des négociations qui, commençait-on à le réaliser, mèneraient à la reconnaissance *de facto* du régime soviétique; un autre aspect du dossier que le gouvernement britannique avait cherché à éviter.

Comme il fallait s'y attendre, l'arrivée de la délégation commerciale russe à Londres, au mois de mai, reçut l'entière approbation des milieux libéraux. « The blow has fallen. A Bolshevist, a real live representative of Lenin, has spoken with the British Prime Minister face to face [...]. Only preliminaries were discussed [...]. But it has taken a year and eight months to reach the preliminaries [...]. People hardly realise the importance of our Russian imports⁵⁹ ». En revanche, cette rencontre officielle sema évidemment la rage au sein des cercles les plus conservateurs.

Mr. Lloyd George has never lost sight with the Bolshevists. He has withdrawn them from the public eye when he has been afraid that in their nakedness they would revolt the public conscience, but he has carefully preserved them in the shelter of Downing Street, and that despite the objections of his colleagues [...]. Now with Signor Nitti [Premier ministre italien] and San Remo behind him, he ventures to bring them out, for he still shelters behind the Allies whom he has induced to lend some countenance to his project⁶⁰.

Sans nul doute, les efforts du gouvernement britannique en faveur de la reprise des échanges avaient jusqu'ici été déployés pour que la Grande-Bretagne puisse éventuellement profiter des ressources alimentaires et

⁵⁹ *The Guardian*, 6 juin 1920, p. 6.

⁶⁰ *The Times*, 28 mai 1920, p. 12.

naturelles de la Russie (blé, bois, lin, pétrole etc.). Mais, face à la persistance du déclin industriel⁶¹, la Coalition en vint à formuler de nouvelles attentes envers la Russie : l'ouverture d'un important marché pour les exportations britanniques. « As to the possibilities to export [...] if, as many experts think, we are threatened with the near approach of industrial stagnation here, the provision of this new outlet, which for some years will take all that we can give, is a matter of first-rate and of immediate importance. It is quite useless for political prejudice to attempt to belittle it. Business men will judge for themselves⁶² ».

L'éclatement du conflit russo-polonais fit alors apparaître le spectre d'une nouvelle guerre contre la Russie qui déteignit bientôt sur les négociations commerciales avec la délégation de Krassin. Dans un tel contexte, les milieux favorables au rétablissement des échanges commerciaux, suivirent d'encore plus près l'évolution des pourparlers. Ainsi, lorsque le gouvernement britannique promit aux Russes de ne pas s'ingérer dans le conflit russo-polonais aux côtés de la Pologne⁶³ à la condition que la Russie apporte, en échange, des changements constitutionnels, le secteur industriel dénonça haut et fort ce marchandage risqué. « Il doit être clair et ce, même pour les esprits bizarres du *Foreign Office*⁶⁴, qu'aucun gouvernement étranger ne tolérera de se faire imposer de telles conditions. Cette proposition ne peut être perçue autrement

⁶¹ La perte de partenaires commerciaux en Europe, au même moment, contribua de façon significative au ralentissement de l'économie britannique et rendit sans doute les perspectives d'un marché russe encore plus attrayantes. La présence d'une compétition américaine sur ce territoire fut un autre facteur certainement non négligeable comme le démontre l'ouvrage déjà cité de Chritine A. White.

⁶² *The Guardian*, 6 juin 1920, p. 6.

⁶³ De par le Traité de Versailles, les Alliés s'étaient engagés à se porter à la défense de la Pologne en cas d'invasion ennemie. Il semble cependant que ce soient les Polonais qui aient été les agresseurs dans ce conflit de l'été 1920.

⁶⁴ Il existait au sein même du Cabinet du Premier ministre une profonde division sur la question des relations commerciales avec la Russie. Le *Foreign Office* qui s'opposait à toute forme de rapprochement avec les Bolcheviks avait la réputation de défendre les intérêts des cercles les plus conservateurs, notamment les intérêts financiers de la City. C'est d'ailleurs pour cette raison que Lloyd George choisit de ne pas inviter Lord Curzon, ministre des Affaires étrangères, à plusieurs conférences des Alliés. « No doubt many of the contradictory aspects of British policy during the beginning of 1920 were due to the fact that certain government departments were not informed of crucial changes in ministerial thinking. The prime minister's blatant refusal to involve the Foreign Office in any decision making on Russia provides a particularly striking example [...] ». White, *British and American ...*, p. 118

que comme une tentative ayant pour but de faire avorter l'ensemble des pourparlers⁶⁵ », affirma un éditorial du *Guardian*.

Les nombreuses embûches semées sur la voie d'un rétablissement des relations commerciales finirent par convaincre les deux factions libérales de resserrer l'étau autour de Lloyd George. La publication d'un cinglant article du ministre Winston Churchill, dans plusieurs quotidiens conservateurs de Grande-Bretagne, fut une occasion d'exercer plus de pressions sur le Premier ministre. Dans ce papier, Churchill écrivait en effet que la paix avec la Russie équivalait à s'engager dans une autre forme de guerre à domicile, sous-entendu une guerre entre les membres de la Coalition gouvernementale⁶⁶. Taxé maintenant par la presse libérale de chercher sans cesse à temporiser, Lloyd George ne parvint plus à maintenir, encore bien longtemps, une position ambiguë sur la question russe.

How often have we not seemed to be on the eve of an understanding with Russia and the resumption of rational intercourse, and how often has not the hope been dashed just as it approached fulfilment? Is the same thing about to happen again, and will the same malign influences which succeeded in wrecking the hope of peace before once more prevail? [...] Has Mr. Lloyd George at last made up his mind that his real policy shall prevail and that the thing shall go through? Or will he temporise once again and allow any one of the half-dozen obstacles which are already to be conjured up again to block the way. Things have gone pretty far this time, and if the negotiations is permitted to fail it may be well that it will not be found very easy to resume it⁶⁷.

Certes, la persistance de différends interministériels sur la question russe et l'absence d'une politique limpide constituèrent des obstacles de taille à la conclusion d'un accord commercial entre les deux pays. Et que dire en outre de la question de l'*impureté*⁶⁸ de l'or russe ? Il s'agissait d'un solide argument

⁶⁵ *The Guardian*, 14 juin 1920, p. 6. (traduction libre)

⁶⁶ *The Times*, 28 juillet 1920, p. 10.

⁶⁷ *The Guardian*, 29 juillet 1920, p. 6.

⁶⁸ L'or avec lequel la Russie entendait commercer avait été confisqué par les Bolsheviks pendant la Révolution d'octobre. Remettre en circulation des lingots qui n'appartenaient pas au régime de

capable de faire basculer les négociations avec la délégation de Krassin. Une délégation dont l'objectif, prétendit la City, n'était que de dénicher un permis lui permettant de faire entrer de l'or en Grande-Bretagne pour pouvoir ensuite le revendre sur le marché international.

The Russian gold does not come within the category of new gold, and therefore could not be sold in the open market for export except under conditions which would give other people, who are unable to export gold, a grievance. [...] The gold which Mr. Krassin is offering belongs to the State Bank of Russia, confiscated by Lenin. If the Soviet Government is recognized by the allies, then the gold can be dealt with in the market as *good delivery*. Without such recognition no responsible institution in London would be prepared to deal with it in any way⁶⁹.

Au sein du lobby conservateur, il existait tout de même quelques voix moins catégoriques, notamment celle du chef de la députation conservatrice, Andrew Bonar Law. Ce dernier ne fut pas complètement sourd aux tentatives libérales en vue de rétablir les échanges. « La doctrine voulant que l'on ne fasse pas affaires avec un pays ou un gouvernement qui nous est antipathique, voire même que l'on déteste, est une doctrine absurde. [...] Nous devons choisir de laisser tomber le gouvernement bolchevique [...] sinon de composer avec la situation⁷⁰ ». La Grande-Bretagne ne cherche pas à reprendre les échanges sur une base bilatérale mais plutôt multilatérale, écrit finalement Bonar Law. Enfin, il existait également un autre facteur notable de division dans le clan conservateur : « [...] the Tories were divided on the Russian question by the rival claims of trade and finance⁷¹ ».

La publication de la première version de l'accord commercial, en octobre 1920, fournit de nouveaux arguments aux cercles financiers, dans leur campagne de propagande contre les relations anglo-russes. Le fait que la reconnaissance, par le gouvernement de Lénine, de certaines dettes contractées

Lénine mais à la banque d'État, semblait tout simplement malhonnête, de l'avis de plusieurs. Cet or fut alors qualifié d'impur.

⁶⁹ *The Times*, 29 mai 1920, p. 12.

⁷⁰ *Ibid.*, 11 juin 1920, p. 10. (traduction libre)

⁷¹ White, *Britain and the Bolshevik ...*, p. 178.

sous le régime tsariste et pendant la guerre ne figurait plus parmi les conditions britanniques à la signature d'un accord suscita de vives réactions de la part des milieux financiers⁷². « La grande majorité des gens d'affaires ne tardera pas à rejeter tout accord conclu avec la Russie qui ne nous prémunit pas contre une reconnaissance sans réserve du régime bolchevique⁷³ ». L'indignation des cercles financiers devant cette première version de l'accord fut palpable.

Cet avant-projet prévoit que la Russie doit reconnaître certaines dettes, de même que certaines réclamations en guise de compensation, mais en revanche, ignore complètement la quantité phénoménale de dettes étatiques, municipales et autres en argent. [...] attendez-vous à ce que toutes les pressions matérielles et morales que pourront exercer les organisations d'affaires soient mobilisées contre tout échange avec la Russie, qu'il y ait traité ou non⁷⁴.

Or, la persévérance des milieux industriels et manufacturiers – « [...] the pressure of our commercial people anxious to establish trade with Russia and carry out arrangements that have already been agreed upon grows stronger every day⁷⁵ » – et le peu d'amélioration du contexte économique⁷⁶, obligèrent les plus récalcitrants à se rendre à l'évidence. Par la force des choses, le problème de la reconnaissance des dettes d'avant-guerre de même que celui entourant le dépôt d'or russe dans les banques britanniques dans l'espoir de démarrer les échanges, finirent alors par passer au second rang.

⁷² Les milieux industriels croyaient plutôt que si l'on refusait de commercer avec la Russie, l'on risquait de perdre les fruits du commerce et de ne jamais récupérer les dettes. Les cercles britanniques de la finance qui avaient investi en Russie avant le conflit mondial tenaient, quant à eux, à récupérer d'abord leurs investissements ou, à tout le moins, à être indemnisés. Lloyd George avait forcément été contraint de tenir compte de leurs revendications dans ses pourparlers avec la délégation commerciale russe dirigée par Leonid Krassin. Northedge et Wells, *Britain and Soviet ...*, p. 211.

⁷³ *The Times*, 1^{er} octobre 1920, p. 12. (traduction libre)

⁷⁴ *Ibid.*, 17 novembre 1920, p. 11. (traduction libre)

⁷⁵ *The Guardian*, 29 septembre 1920, p. 6.

⁷⁶ Plusieurs facteurs caractérisaient cette économie en difficulté : l'importante grève de l'industrie du charbon à la mi-octobre, les nombreuses fermetures d'usines dans les principales régions industrielles, les taux de chômage records se succédant d'un mois à l'autre, la baisse constante du niveau des exportations et, s'ajoutant à cela, une majorité de Britanniques réclamant la reprise des échanges commerciaux avec la Russie, ceux-ci étant convaincus que ces échanges s'avéraient indispensables à la remise sur pied des traditionnelles industries britanniques.

Enfin, les premiers signes de résignation des milieux financiers apparurent à partir d'octobre: « [...] we cannot make a satisfactory national policy out of merely holding one's nose, and the vast majority of us now agree that it is desirable to come to terms of some sort with Bolshevism – if we can do it. [...] We owe this reversion to common sense to the Prime Minister⁷⁷ ». Pour la première fois depuis le début des pourparlers avec la délégation commerciale russe, le *Times* admit que la réouverture des voies commerciales avec la Russie pouvait rendre service à l'économie britannique malgré le contentieux des investissements perdus et des dettes impayées : « [...] those losses we should hope to make good in part by re-opening trade with Russia, by cheaper raw materials, and by taking a hand in the industrial regeneration of the country⁷⁸ ». Après tout, comme l'ont constaté les historiens W. P. et Zelda Coates, les probabilités que la City parvienne à faire achopper les négociations commerciales, en maintenant un embargo économique sur la Russie, s'avèrent de moins en moins bonnes⁷⁹.

c) Déclin industriel, chômage et volte-face des cercles financiers

Dès l'automne 1920, le différend entre le Premier ministre et son ministre des Affaires étrangères, Lord Curzon, s'aggrava au point que Lloyd George en vint à confier les négociations commerciales à Sir Robert Horne, du *Board of Trade* – un ministère favorable à la reprise des relations commerciales avec Moscou. Ce nouveau venu fit significativement avancer la cause des industriels. La preuve que les appels répétés des milieux industriels et manufacturiers commençaient à se faire entendre, le *Times* se mit de façon surprenante à dénoncer les agissements du *Foreign Office*, un ministère dont il s'était fait, jusque-là, le fier porte-parole.

There is a powerful section in this country, who are not without influence on the Government, who have lost money in Russia and are now looking forward to a chance of

⁷⁷ *The Sunday Times*, 10 octobre 1920.

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ W. P. et Zelda Coates, *Armed Intervention in Russia, 1918-1922*, Londres, Gollancz, 1935, p. 15.

getting it back. [...] Obedient to their demands, the Foreign Office is doing its best to impose, on the resumption of trade with Russia, such conditions as will make any such resumption impossible. That is the outstanding fact of the present position. Although all competent authorities [...] agree that trade with Russia should be resumed, the Foreign Office stands in the way⁸⁰.

L'agitation sociale sans précédent que connut la Grande-Bretagne à la fin de 1920, particulièrement dans le nord du pays⁸¹, mais également dans le reste de l'empire, contribua enfin à faire plier plusieurs défenseurs des intérêts des milieux financiers. Par ailleurs, l'argument du Premier ministre selon lequel il était possible de casser la composante extrémiste du bolchevisme par le biais de relations commerciales, toucha de plus en plus de Britanniques, avec la nouvelle année 1921 et bientôt l'entrée en vigueur de la Nouvelle Politique Économique⁸², en Russie. Les plus tenaces mirent cependant encore quelque temps avant de rejoindre les rangs⁸³.

⁸⁰ *The Sunday Times*, 12 décembre 1920.

⁸¹ Les *staple industries* étant concentrées principalement dans les comtés du nord de la Grande-Bretagne, la chute du niveau des exportations toucha donc plus sévèrement ces régions où le chômage atteignit en certains endroits un taux deux fois plus élevé que celui de la moyenne nationale, dans les années vingt. Tim Hatton, « Unemployment and the labour market in inter-war Britain », dans Floud et McCloskey, *The Economic History ...*, Tome II, p. 359-385.

⁸² Politique économique à mi-chemin entre l'économie de marché et le socialisme économique, conçue afin de permettre la reconstruction de l'économie russe à la suite du communisme de guerre. Les Bolcheviks restaurèrent une monnaie stable, lorsqu'en 1921, la production industrielle n'atteignit que 20 % de celle de 1914. La NEP exigeait un contrôle gouvernemental dans certains secteurs mais permettait une libre concurrence dans d'autres sphères d'activité.

⁸³ La financière *Russo-Asiatic Consolidated*, sous la direction de Leslie Urquhart, aurait fortement influencé le *Foreign Office* dans sa politique à l'égard de la Russie. Ce groupe financier qui réclamait un montant de 100 millions de livres auprès du gouvernement de Lénine aurait été un important obstacle à la conclusion d'un accord commercial entre Londres et Moscou. *Sunday Times*, 19 décembre 1920 et Thomas S. Martin, « The Urquhart Concession and Anglo-Soviet Relations, 1921-1922 », dans *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 1972 (20), p. 551-570. En fait, ce ne fut que vers la fin de 1920 que le *Foreign Office* commença à voir sous un autre angle la reprise des échanges commerciaux avec les Russes. L'idée qu'un accord puisse servir de levier politique empêchant les Bolcheviks de pouvoir profiter de l'agitation sociale montante autour et au sein de l'empire britannique, ne fut alors plus complètement rejetée. Le *Foreign Office* finit même par accepter le principe selon lequel la quantité de commandes subséquentes à la conclusion d'un accord commercial pouvait enrayer une partie du chômage. White, *British and American ...*, p. 126.

Le *Times* célébra ce revirement de la part de plusieurs acteurs des milieux financiers par la publication d'une série d'articles réalistes, favorables à la conclusion d'un accord commercial avec la Russie⁸⁴. « The starting of Russian trade will not instantly re-establish our industries. But it will make ready the way for a future settlement of our labour troubles; it will do much towards establishing the durable peace of the world⁸⁵ ». Bien entendu, la deuxième version de l'accord commercial fit face à la critique du quotidien, à la fin janvier. Or, cette fois, ce dernier réitéra ses attaques sans chercher pour autant à faire avorter les négociations. Reconnaisant l'importance des modifications apportées, telle la déclaration sur la reconnaissance des dettes de la Russie, le *Times* s'en prit plutôt à la formulation de la clause en question. « This declaration is the most important part of the treaty, for it is obviously intended to meet the criticism, which was made on the publication of the earlier draft, that it did not provide for the recognition of Russian State debts and other obligations. The phraseology, however, is so vague that it affords no ground for any sort of satisfaction⁸⁶ ». La résignation des milieux financiers sembla de plus en plus évidente et jusqu'à la signature de l'accord, à la mi-mars, ces derniers ne furent plus l'obstacle qu'ils avaient été.

Quant aux pressions du lobby industriel en ce début d'année 1921, elles s'estompèrent graduellement considérant la nette progression qu'avaient enregistrée les pourparlers anglo-russes. Les milieux industriels profitèrent, cependant, de ce vent d'enthousiasme précédant la conclusion de l'entente commerciale pour signaler au gouvernement qu'ils n'avaient pas apprécié que ce dernier se serve de cet accord pour obtenir la libération de nouveaux prisonniers et arracher une promesse de cessation de toute propagande bolchevique dans l'empire britannique. Ces mêmes milieux lui reprochèrent d'avoir fait fi des répercussions que cette stratégie avait eues sur l'activité commerciale et les nombreux chômeurs de Grande-Bretagne. « [The agreement] has been used by the Government as a mean to extract political

⁸⁴ Voir *The Sunday Times* (Londres), « Trade With Russia : Why There Is a Delay », 12 décembre 1920; « Why We Must Trade with Russia », « The Negotiations: Obstacles to an Agreement », 19 décembre 1920; « Trade With Russia. Negotiations Nearing Completion », 2 janvier 1921.

⁸⁵ *The Sunday Times*, 2 janvier 1921.

concessions which are of no value to trade and have, indeed, cost the trade of this country an unknown but certainly a large sum of money. The unemployed of Great Britain are paying for the Government's political incapacities. [...] Recognition should have come first⁸⁷ ».

D'autre part, convaincus que la signature de contrats s'avérait, au fond, beaucoup plus importante que la ratification même de l'accord commercial, les milieux industriels et manufacturiers n'hésitèrent pas à afficher fièrement ces contrats.

Messrs. Armstrong, Whitworth, and Co. have published the news that they have entered into an agreement with the Russian Trade Delegation for the repairs of locomotives in Russia. [...] In such a contract national interest, business enterprise, and plain common sense unite and give us hope that the politicians after all will not be able to destroy us commercially⁸⁸.

Ces mêmes groupes d'intérêt prièrent aussi les Communes de les laisser commercer comme ils l'entendaient et de cesser de s'ingérer dans leurs affaires : « [...] que les commerçants d'ici commercent ou non avec la Russie est une question à laquelle eux seuls peuvent répondre. La chambre des Communes aurait mieux fait, cette fois, de se taire plutôt que de se mêler des affaires des autres. Un manufacturier du Lancashire sait mieux que n'importe quel politicien où il risque de réaliser de mauvaises affaires⁸⁹ ».

En guise de conclusion, nous croyons pouvoir affirmer que la sévérité de la crise économique britannique – entendons le déclin industriel résultant d'une pénurie de matières premières et d'une baisse accentuée, à la fois, du niveau des exportations des industries de base britanniques et, du nombre d'emplois, particulièrement après le boom – a été un facteur déterminant dans la ratification d'un accord commercial. Des deux groupes de pression antagonistes, nous pensons avoir fait la démonstration de la prédominance du lobby industriel et manufacturier sur le cours de la politique russe de Londres, dans cette deuxième

⁸⁶ *The Times*, 25 janvier 1921, p. 12.

⁸⁷ *The Guardian*, 25 janvier 1921, p. 6.

⁸⁸ *Ibid.*, 1^{er} février 1921, p. 6.

⁸⁹ *Ibid.*, 10 mars 1921, p. 6. (traduction libre)

phase des relations anglo-russes. Enfin, nous nous intéresserons maintenant au rôle qu'a pu jouer une dernière catégorie de forces, celles-là intellectuelles, qui se sont surtout manifestées dans le dernier tiers du mandat de Lloyd George.

Chapitre 5

Pressions intellectuelles et relations anglo-russes

Les idées des économistes et des philosophes politiques, qu'elles soient vraies ou fausses, sont plus puissantes qu'on ne le croit communément. On ira jusqu'à dire qu'elles gouvernent presque le monde. Bien souvent, des esprits très pragmatiques, convaincus d'être exempts de toute influence intellectuelle, sont en fait les esclaves de quelque économiste défunt. Et bien des tyrans déments, du genre à entendre des voix, ne font que distiller une folie qui vient de quelque gribouilleur universitaire actif quelques années plus tôt.

John Maynard Keynes

Après la Grande Guerre et de façon générale, une majorité de Britanniques éprouvèrent un profond désir de retourner à la normalité. Si pour plusieurs, le patriotisme débouchait encore sur la volonté de puissance et la conviction renforcée du merveilleux destin de la race anglo-saxonne, pour d'autres – des intellectuels de la jeune génération pour la plupart – l'héroïsme saturé avait ouvert la porte au pacifisme. Mais contrairement à ce qui se passait sur la scène politique et économique, sur le plan intellectuel et culturel l'on semblait plus enclin à se tourner vers l'avenir pour trouver des solutions qu'à regarder en arrière avec nostalgie.

A changing spirit was most apparent among writers[...]; it was also apparent in the manners and the morals of the younger generation. Here the gap between the generations which the war had caused was most obvious. [...] in politics the older generation remained in the saddle, in literature

the younger generation [...]. For these reasons the mood of the twenties in society and in the arts was in contrast with that in politics, in looking forward rather than backwards¹.

Étonnamment, la tendance observée en Grande-Bretagne, dès la fin de la guerre et derrière les apparences de la stabilité, s'orienta plutôt sous le signe du changement : « [...] things seemed the same but were not, as if one was being carried imperceptibly elsewhere while apparently remaining stationary² ». Certes, la politique, le service civil, les professions libérales et les affaires demeurèrent la chasse-gardée des *upper* et *middle classes* victoriennes, en raison du système d'éducation britannique, mais le climat intellectuel et culturel s'avéra, en revanche, plus propice au foisonnement des idées et offrit alors un contraste frappant³. John Maynard Keynes fut un acteur important assurant un pont entre la vieille classe politique nostalgique et l'élite intellectuelle moderne. Une élite qui véhiculait le sentiment d'être étrangère à une société qui ne reflétait soudainement plus de valeurs exaltantes; une élite qui n'était pas forcément à l'écoute de la masse, de ses besoins et de ses maux⁴.

¹ Mowat, *Britain Between ...*, p. 201.

² *Ibid.*, p. 202.

³ En littérature, les T. E. Lawrence, T. S. Eliot, Aldous Huxley, Virginia Woolf, James Joyce, Charles Morgan et D. H. Lawrence développèrent la richesse de la langue, brillèrent par leurs analyses psychologiques et ouvrirent la poésie aux données modernes du symbolisme et de la psychanalyse, mais en demeurant inintelligibles à l'ouvrier comme au docteur. Le constat fut similaire dans le domaine des arts; les artistes se plaignant du manque de réceptivité de la société britannique envers leurs réalisations novatrices. C'est que l'on continuait à applaudir les grandes œuvres du passé et à être peu ouvert aux talents modernes de la Grande-Bretagne des années vingt. Marx, *L'Angleterre ...*, p. 83. Les signes de cette nouvelle mentalité furent davantage perceptibles au niveau de la mode et des mœurs comme en témoigna la revendication d'une liberté du corps sur le plan sexuel et vestimentaire. « The post-war years were enlivened by the bright young things, whose gay parties and general lack of inhibitions created a legend of the roaring twenties [...] . Women's fashion in the twenties emphasised this spirit of emancipation and the domination of youth. [...] People were continuously popping in and out of bed with new bed-fellows, though not, apparently, getting much pleasure out of it ». Mowat, *Britain Between ...*, p. 211. Ainsi, pour une majorité de jeunes britanniques, après toutes ces souffrances et privations, tout devait dorénavant déboucher sur la recherche effrénée de plaisirs – un véritable pied de nez au victorianisme.

⁴ On a souvent fait du grand poème de T. S. Eliot, *The Waste Land* (1922), l'expression du désespoir et de l'insatisfaction des intellectuels de l'époque devant cette terre de désolation et de tristesse face à laquelle ils se sont retrouvés, au sortir de la Première Guerre mondiale.

Bien que faisant partie de ce groupe élitiste qui se souciait fort peu de la classe ouvrière et manifestait dans l'ensemble peu d'engagement, John Maynard Keynes chercha à intégrer les moins nantis à sa conception d'un monde moderne. L'*Establishment* ne disparut pas au lendemain de la guerre : l'on créait encore des baronnies et des vicomtés, le quart du revenu national allant toujours à 1 % de privilégiés⁵; l'inégalité d'accès à l'éducation persista, tout comme le faible taux de fréquentation des églises et la présence de domestiques dans les foyers des *upper* et *middle classes*. En marge de cette société, quelques intellectuels engagés rejetant le victorianisme de la génération précédente, tentèrent néanmoins d'inculquer de nouvelles valeurs et surtout une vision du monde où la notion de sphère privée (la morale et les sentiments) n'interférait plus avec celle de sphère publique (la politique et les affaires pratiques) comme cela avait été le cas dans l'esprit victorien.

Si de nombreux intellectuels de l'époque se contentèrent de critiquer les valeurs victoriennes et de remettre en question les fondements de la génération précédente, certains formulèrent des alternatives. L'économiste John Maynard Keynes était l'un d'eux. Les critiques que ce dernier formula envers un gouvernement majoritairement composé de politiciens de la vieille garde et l'influence qu'il eut sur la jeune génération, pour laquelle tout devait dorénavant converger vers la construction d'un nouveau monde, furent bien réelles. Dans cette nouvelle optique, la conception de ce que devait être une bonne politique russe, selon Keynes, se distingua forcément de celle de Lloyd George.

Réactions intellectuelles à la politique russe de la Grande-Bretagne

La conclusion de l'accord commercial entre la Grande-Bretagne et la Russie, en mars 1921, marqua la fin des hostilités entre les deux gouvernements mais, de façon surprenante, ne sut instaurer un vrai climat de coopération. D'une part, la question des dettes russes continua à brouiller les relations malgré la signature

⁵ Marx, *L'Angleterre ...*, p. 76.

de l'accord commercial et, d'autre part, les échanges commerciaux entre les deux pays demeurèrent, pour le moins, très décevants jusqu'à la fin du mandat de la Coalition⁶. Le Premier ministre britannique ne cessa cependant de déployer des efforts en vue d'améliorer ces relations⁷. Il fut d'ailleurs l'initiateur de plusieurs conférences interalliées, entre le printemps 1921 et l'automne 1922, visant à réintégrer la Russie au sein de la communauté européenne afin de convertir les Bolcheviks au capitalisme. Dans cette troisième phase des relations anglo-russes, Lloyd George dut composer avec une autre catégorie de forces, celles de l'idéologie qu'incarnait l'élite intellectuelle et plus particulièrement celle qu'incarnait Keynes.

À travers une série d'articles de ce dernier, écrite à l'occasion de la conférence de Gênes⁸, au printemps 1922, nous tenterons de démontrer, dans ce cinquième chapitre, la place qu'a pu occuper cette composante idéologique dans le développement de la politique russe de Londres. Plus particulièrement, le but de ce volet sera de faire la preuve de l'impact des idéaux de Keynes sur la politique russe de Whitehall. Sa vision de l'ordre mondial au lendemain de la guerre, une conception essentiellement économique, tranchant de façon significative avec celle des politiciens de la vieille garde – qui la concevaient plutôt d'un point de vue politique – eut forcément une part d'influence, mais de quel ordre ? C'est ce que ce chapitre tentera également de déterminer.

⁶ Ullman, *Anglo-Soviet ...*, Tome III, p. 454.

⁷ Lloyd George avait été favorable à cet accord commercial pour des raisons économiques mais finalement parce qu'il croyait qu'en amadonnant les Bolcheviks avec le commerce, il parviendrait à les casser.

⁸ La conférence de Gênes a été le dernier rassemblement interallié du mandat du Premier ministre britannique et la première conférence à laquelle la Russie et l'Allemagne furent invitées à discuter à la même table que celle des Alliés. Lloyd George avait été le principal initiateur de cet important rassemblement de pays européens. La conférence connut cependant un succès mitigé. Malgré certains progrès enregistrés sur le plan des réparations exigées de l'Allemagne, le problème russe, lui, demeura entier. L'économiste, John Maynard Keynes, qui prit part à ce rassemblement à titre d'analyste pour le *Manchester Guardian*, publia une douzaine d'articles sur une période d'environ un mois, au sujet de cette conférence.

Pourquoi John Maynard Keynes?

John Maynard Keynes⁹ est probablement celui qui a le mieux su vulgariser le modernisme intellectuel qui l'habitait et en imprégner ses travaux. Il fut un excellent orateur et un auteur respecté qui traitait de divers sujets d'actualité – le problème de la reconstruction en Europe fut l'un de ses favoris – dans le cadre notamment de ses collaborations régulières avec le *Guardian* de Manchester. Si ce modernisme fut incompatible avec les décisions de politique étrangère prises par Lloyd George et ses pairs lors de la conférence de Versailles, il le fut de nouveau, quoique de façon plus nuancée, à l'occasion de la conférence de Gênes. En effet, les décisions prises à Gênes étaient celles d'hommes s'accrochant à un système politique et économique qui ne pouvait plus fonctionner dans le nouvel ordre mondial en construction.

Bien qu'il soit exagéré d'avancer que ce modernisme ait insufflé une nouvelle direction à la politique russe du gouvernement britannique, nous croyons que la position de John Maynard Keynes sur la question russe – il voulut notamment que la Russie soit à la table lors de la conférence de Versailles; que les échanges économiques reprennent avec elle; que l'on reconnaisse *de jure* son gouvernement; et que la Grande-Bretagne lui accorde de nouveaux crédits – a marqué l'attitude des Alliés et de la Grande-Bretagne à l'endroit de la Russie, surtout vers la fin du mandat de la Coalition. À un autre niveau, il sera tout aussi intéressant de constater que la conception que John Maynard Keynes se faisait d'une politique russe et du rôle de la Russie dans la communauté européenne portait l'empreinte de sa propre personnalité.

⁹ Maynard Keynes est né à Cambridge en 1883.

John Maynard Keynes : anti-victorianisme et modernisme intellectuel

Afin d'expliquer le rôle que Keynes réservait à la Russie dans le concert européen, ainsi que sa conception d'une politique russe pour les Alliés et plus spécifiquement pour le gouvernement britannique, nous emprunterons la démarche de Robert Skidelsky¹⁰. Dans sa description de la complexité de la personnalité de Maynard Keynes et du modernisme de celui-ci, Skidelsky arrive habilement à nous expliquer les motifs derrière l'œuvre la plus marquante de son personnage : *The Economic Consequences of the Peace*¹¹. En transposant la démarche de Skidelsky sur une série d'articles de Keynes, publiée dans le cadre de la conférence de Gênes, nous tenterons de démontrer que ces éditoriaux ont davantage été le fruit du modernisme qu'incarnait l'économiste et celui du victorianisme qu'il réprouvait tant, particulièrement parce que l'esprit victorien laissait interférer morale et sentiments (sphère privée) dans des champs d'activités publics – en politique par exemple.

Mentionnons finalement que Keynes ne fut pas qu'un économiste aux grandes et savantes théories mais qu'il a été et est demeuré beaucoup plus que cela. Il a d'abord été un intellectuel et un acteur important de sa génération qui nous permet, aujourd'hui, de saisir la mentalité moderne qui émergea avant, mais surtout après, la Première Guerre mondiale. Robert Skidelsky soutient d'ailleurs que Keynes appartenait davantage à l'histoire du monde qu'au monde des économistes. Par histoire du monde, Skidelsky entend, non seulement la participation de Keynes aux grands événements politiques et économiques de la première moitié du XX^e siècle, mais également sa contribution à l'histoire

¹⁰ Robert Skidelsky est sans aucun doute le plus important biographe de John Maynard Keynes, si ce n'est que par l'ampleur de ses recherches sur le personnage et du caractère universel qu'il lui donne. Le premier des trois volumes de cette biographie intitulée, *John Maynard Keynes : Hopes Betrayed, 1883-1920* fut publié en 1983; le deuxième tome, *The Economist as Savior, 1920-1937*, en 1992 et enfin, le dernier tome : *Fighting for Freedom, 1937-1946*, en 2002.

¹¹ Keynes rédigea cet ouvrage en 1919, tout juste après avoir démissionné du conseil du Trésor britannique et participé à la conférence de Versailles sur la paix, en juin 1919.

intellectuelle et artistique, ainsi qu'aux mœurs et à la morale et enfin, à l'émergence d'une culture moderne qui est notre culture¹².

a) Anti-victorianisme et influences subies avant 1914

Le déclin de la foi religieuse qu'avait connu la civilisation victorienne dans le dernier quart du XIX^e siècle avait engendré un profond malaise chez les esprits les plus victoriens dont l'univers reposait essentiellement sur la religion et la déférence sociale. À Cambridge, véritable berceau du foisonnement intellectuel, la *mort* de Dieu avait suscité une sérieuse remise en question des fondements mêmes de la vie. Les principes victoriens voulant, d'une part, que la somme des aspirations individuelles procure un résultat collectif souhaitable, d'autre part, que la recherche du bien-être de chaque individu aille de paire avec le devoir social de chacun et, enfin, que toute action soit posée en fonction de Dieu, avaient soudainement été contestés¹³.

En quête d'un substitut à la foi religieuse, certains intellectuels victoriens – des hommes à l'origine de plusieurs réformes universitaires et qui plus tard devaient enseigner au jeune Maynard Keynes – se tournèrent dès lors vers les sciences sociales pour combler le vide laissé par la *mort* de Dieu. Pour G. E. Moore, le remède avait été la philosophie: « [...] it was moral philosophy which was expected to provide true beliefs for a secular age¹⁴ ». Pour Alfred Marshall, en revanche, l'économique avait su combler le vide: « [...] Why Economics? Because he thought that alone of the social sciences it could become as hard as theology had been; and because he thought it could take theology's place as the saviour of souls¹⁵ ».

Dans cette recherche de nouvelles bases sociétares, on avait vu se répandre le sentiment, et peut-être même le besoin, chez de plus en plus

¹² Louis Menand, « Buried Treasure », *The New Yorker*, 28 janvier 2002, p. 82-88.

¹³ Robert Skidelsky, *John Maynard Keynes*, Tome I: *Hopes Betrayed, 1883-1920*, New York, Viking, 1986 [1983], p. 30.

¹⁴ Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome I, p. 28.

d'intellectuels et d'esprits non-conformistes, de devoir garder la vie privée séparée de la vie publique. Cette nouvelle approche avait d'ailleurs fini par miner la tentative, initiée par John Stuart Mill¹⁶, d'unification de la philosophie sociale et de la philosophie morale sous le principe de l'utilité. C'est dans ce contexte que le philosophe G. E. Moore s'était retrouvé à la tête de la *Cambridge School of Moral Philosophy* où, pour la première fois, philosophie morale et philosophie sociale furent conçues indépendamment et que l'économiste Alfred Marshall avait fondé la *Cambridge School of Economics* (1903). L'enseignement de ces deux hommes marqua Keynes à tout jamais : « Philosophy provided the foundation of Keynes's life. It came before economics; and the philosophy of ends came before the philosophy of means¹⁷ ».

Toutefois, même si G. E. Moore avait pu démontrer qu'un code moral¹⁸ pouvait exister et servir la société plutôt que Dieu, comme l'avaient pensé les Victoriens, il n'avait pas su l'élaborer afin de permettre aux individus de mener des vies plus heureuses et plus civilisées. Ce code moral – soit la séparation de la vie en deux sphères distinctes: d'un côté, la philosophie, l'esthétique et l'amitié; et de l'autre, les affaires politiques et pratiques – fut la quête de toute une vie pour Keynes¹⁹: « [...] it was the reorganisation of personal life rather than the reorganisation of society which seemed the urgent problem for the next generation, especially once the social and economic clouds of the 1880s and 1890s had given way to the bright sunlight of the Edwardian age²⁰ ». Et c'est en apprenant ainsi à observer une frontière entre sphères privée et publique, que

¹⁵ *Ibid.*, p. 41.

¹⁶ Henry Sidgwick a été le dernier philosophe de Cambridge à tenter d'harmoniser les deux philosophies au nom de l'utilitarisme de Jeremy Bentham et de John Stuart Mill. Le décès de Sidgwick permit à G. E. Moore de donner une nouvelle direction à la discipline philosophique.

¹⁷ Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome I, p. 133.

¹⁸ À peine six mois après que Keynes soit entré à l'université et ait été élu membre de la *Cambridge Conversation Society*, G. E. Moore publia l'ouvrage le plus important de sa carrière, *Principia Ethica*; un livre qui devint, en quelque sorte, la bible de Keynes et de plusieurs intellectuels de sa génération.

¹⁹ Une distinction qui lui permit probablement de vivre et d'accepter son homosexualité au sein d'une société victorienne oppressante. Comme Skidelsky le rapporte, l'on avait enseigné à Keynes, tout comme aux garçons de sa génération que les femmes étaient des êtres inférieurs aux hommes, tant au niveau intellectuel que physique. L'amour pour un autre homme, croyaient-ils, était alors, sur le plan éthique, beaucoup plus acceptable que celui pour une femme. Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome I, chapitre 5.

²⁰ *Ibid.*, Tome I, p. 50.

Keynes en vint forcément à concevoir la politique russe de son pays bien différemment de celle des politiciens de la génération de Lloyd George²¹. L'idéologie bolchevique allant à l'encontre des valeurs de la vieille garde, cette dernière ne sut faire fi de cette réalité, alors que pour Keynes, le fait d'être en désaccord avec le bolchevisme ne devait d'aucune façon interférer dans l'élaboration d'une politique russe.

Outre l'enseignement de Moore et de Marshall, *The Cambridge Conversazione Society*²², et plus tard le groupe de *Bloomsbury*²³ auquel Keynes finit par se greffer, furent également la source de l'anti-victorianisme et du modernisme²⁴ que manifesta ce dernier. Les membres de *Bloomsbury* conquièrent un champ d'intérêt après un autre, donnant une nouvelle direction à l'art²⁵ et à la critique d'art, à l'écriture romanesque et biographique²⁶, enfin à

²¹ Le Premier ministre britannique était de vingt ans l'aîné de Keynes.

²² *The Cambridge Conversazione Society* (aussi désignée par *The Apostles* ou *The Society*) avait été fondé en 1820 par un cercle d'amis en quête d'une nouvelle philosophie de vie. Les esprits les plus prometteurs de chaque volée de gradués de Cambridge étaient ainsi secrètement recrutés dans le but de les intégrer à cette petite collectivité à la recherche du bonheur. L'économiste John Maynard Keynes, l'artiste Duncan Grant et le polémiste Leonard Woolf avaient tous les trois été recrutés au sein de cette communauté élitiste.

²³ Ce groupe d'artistes et d'intellectuels, dont la plupart avaient élu domicile dans le quartier londonien de *Bloomsbury*, partageait une conception de la vie et une vision commune de l'ordre mondial. Anti-impérialistes et certes pacifiques, ces intellectuels se révoltèrent contre les valeurs victoriennes de leurs parents et tentèrent ainsi de renouveler et de moderniser l'idéologie libérale. Le cœur de *Bloomsbury* était composé de Roger Fry (critique d'art), des sœurs Stephen, Vanessa (peintre) et Virginia (écrivaine), de leurs maris respectifs, Clive Bell (critique d'art) et Leonard Woolf, de Duncan Grant, de Lytton Strachey (biographe) et de John Maynard Keynes. Keynes se joignit au groupe vers 1911, par l'entremise de Lytton Strachey et de Leonard Woolf avec lequel il avait étudié, à Cambridge. Avec ses membres presque tous issus de milieux bourgeois, le groupe de *Bloomsbury* fut tout aussi élitiste quoique tout de même plus hétéroclite que *The Cambridge Conversazione Society*.

²⁴ « [...] the modernist movement was driven like Œdipus to murder its father. [...]. Modernists wanted to shock and outrage; and through that outrage awake people into seeing the world about them in a new way », dans Noel Annan, *Our Age : Portrait of a Generation*, Londres, Weinfeld and Nicholson, 1990, p. 52-53. Virginia Woolf a même identifié le moment où ce modernisme vit le jour : « [...] vers le mois de décembre 1910, le caractère humain a changé et tous les rapports entre les hommes se sont modifiés – entre maîtres et domestiques, entre maris et femmes, entre parents et enfants. Et quand les rapports humains changent, tout change en même temps : religion, comportement, politique, littérature ». Virginia Woolf, *Collected Essays*, Londres, Hogarth Press, 1966, cité par Bédarida, *La société anglaise ...*, p. 155.

²⁵ En 1910, à Londres, lorsque Roger Fry présenta des œuvres de Cézanne, Gauguin, Van Gogh, Matisse et Picasso, lors de la première exposition postimpressionniste, le public anglais crut qu'il s'agissait d'une mauvaise blague à ses dépens. Un an plus tard, à l'occasion d'une deuxième exposition présentant cette fois des œuvres de peintres britanniques, dont celles de Vanessa Bell et Duncan Grant, le grand public eut la même réaction. « The generation brought up on the fictions of

l'économique. D'un ton virulent, Keynes fit suite à *Eminent Victorians*²⁷, de Lytton Strachey, dans un tout autre style et sur un tout autre sujet – quoique certainement habité des mêmes intentions que l'auteur de cette biographie – avec *The Economic Consequences of the Peace*²⁸.

Dans ce cinglant pamphlet, Keynes traita des dangereuses conséquences que pouvait avoir le traité de paix de Versailles sur la reconstruction de l'Europe, compte tenu notamment de l'ampleur des réparations exigées de l'Allemagne. Il lança du même souffle à ses compatriotes des avertissements très lucides. Or, de façon plus générale, et c'est l'aspect qui retiendra maintenant notre attention, Keynes s'attaqua à la vieille garde politique – les Wilson, Lloyd George et Clémenceau – qui cherchait à rétablir un ordre mondial sur des principes politiques minés par des valeurs morales, plutôt que sur des principes économiques purs, comme il le préconisait lui-même.

the Victorian painters saw Gauguin and the others as destroyers of the whole tissue of comfortable falsehood on which they had based their ideas of beauty, propriety and decorum ». Piero V. Mini, *Keynes, Bloomsbury and the General Theory*, New York, St. Martin's Press, 1991, p. 92.

²⁶ En 1918, le biographe et bon ami de Keynes, Lytton Strachey, fut l'un des premiers à s'attaquer à l'édifice victorien dans un style biographique, avec *Eminent Victorians*.

²⁷ Cet ouvrage au titre ironique qui traçait le portrait de quatre personnages fétiches de la société victorienne – un cardinal, une femme humanitaire, un enseignant et un général impérialiste – tourna en ridicule toute une génération dans un style biographique que cette dernière ne sut déceler. L'évangélisme, le libéralisme, l'humanitarisme, l'impérialisme et l'éducation de la fin du XIX^e siècle, ont été les cibles de choix de Strachey. D'après le critique Cyril Connolly, *Eminent Victorians* a été un ouvrage révolutionnaire envers la société bourgeoise. Ce dernier a toutefois déploré le fait qu'en cherchant à interpréter, à travers le passé, la société dans laquelle Strachey vivait, il n'ait su inspirer la jeunesse. Cyril Connolly, *Enemies of Promise*, Harmondsworth, Penguin, 1961, p. 59, cité par Michael Holroy, « On the Border-line between the New and the Old », dans Joe Law et Linda Hughes, dir. *Biographical Passages, Essays in Victorian and Modernist Biography*, Columbia, University of Missouri Press, 2000, p. 28. Pour une biographie sur Lytton Strachey, voir Michael Holroy, *Lytton Strachey*, Londres, Heinemann, 1968, 2 volumes.

²⁷ Selon David Garnett, la sortie d'*Eminent Victorians* a poussé Keynes à mettre par écrit des propos qu'il aurait normalement tenus en conversation. David Garnett, *Great Friends. Portraits of Seventeen Writers*, Londres, Macmillan, 1979, p. 140.

²⁸ Selon David Garnett, la sortie d'*Eminent Victorians* a poussé Keynes à mettre par écrit des propos qu'il aurait normalement tenus en conversation. David Garnett, *Great Friends. Portraits of Seventeen Writers*, Londres, Macmillan, 1979, p. 140.

b) « *The Economic Consequences of the Peace* », décembre 1919

Cette notion de sphère privée et de sphère publique, qui définit si bien la richesse de la personnalité de Keynes et à laquelle Robert Skidelsky accorde passablement d'importance, fut sans aucun doute un des importants catalyseurs de *The Economic Consequences of the Peace*. En outre, il s'agit d'un élément essentiel à la compréhension de ce pamphlet, selon Skidelsky. Personnellement, nous croyons que cette distinction entre sphère privée et publique est davantage accentuée dans les écrits de Keynes portant sur la conférence de Gênes. Néanmoins, il importe d'abord de faire la lecture de la source clé que représente ce pamphlet, pour être en mesure de saisir les mises en garde et les critiques que manifesta l'économiste à Gênes.

John Maynard Keynes s'était jusqu'ici contenté de critiquer les valeurs du victorianisme entre amis et au sein de cercles privés²⁹. Or, après la guerre, il ressentit le besoin de le faire publiquement, essentiellement parce que le monde entier avait besoin d'être éclairé sur le type de combat qu'il allait devoir mener, pensait-il. Un combat qui avait bien mal commencé en se retrouvant entre les mains d'un microcosme de l'humanité, à Versailles³⁰; un combat dont plusieurs ignoraient la signification. « In England the outward aspect of life does not teach us to feel or realise in the least that an age is over. We are busy picking the threads of our life where we dropped them³¹ ».

Invité à siéger à la conférence de Versailles à titre d'économiste et membre du Trésor britannique, Keynes ressentit plutôt le besoin d'assumer un rôle

²⁹ Notamment au sein du *Political Economy Club* qui réunissait des économistes depuis 1822, mais surtout à l'occasion des réunions mensuelles du *Tuesday Club*, un autre regroupement d'économistes fondé par Oswald Falk, en 1917. Voir Skidelsky, *Maynard Keynes ...*, Tome II, chapitre 1.

³⁰ *Ibid.*, p. 17. Ce microcosme auquel faisait allusion Keynes était composé de quatre politiciens alliés : le Président américain Thomas Woodrow Wilson, les Premiers ministres britannique, français et italien, David Lloyd George, George Clémenceau et S. Nitti. Ces quatre hommes avaient été les architectes du Traité de paix de Versailles, ratifié le 28 juin 1919.

d'éducateur et d'économiste politique³², surtout après avoir pris connaissance d'une première version du traité de paix, le 4 mai 1919. Dégoûté par le spectacle qu'il vit à Paris³³, il demanda dès lors à être relevé de ses fonctions et se mit, quelques semaines plus tard, à rédiger son célèbre pamphlet³⁴. Plutôt que de réparer les dommages qu'avait subis le fragile système économique autour duquel avaient composé les Européens avant 1914, le Traité de Versailles compléta sa destruction, s'indignera-t-il.

D'entrée de jeu, Keynes dénonça l'attitude des hommes réunis à Paris. Le futur de l'Europe n'avait pas fait partie des préoccupations de ces politiciens. Bonnes ou mauvaises, celles-ci concernaient davantage des questions de frontières, de nationalités, de balance du pouvoir, de restauration de l'étalon-or, d'agrandissements impériaux, d'affaiblissement d'un ennemi jugé trop fort et dangereux, du transfert d'un insupportable fardeau financier sur le dos des vaincus et enfin, de revanche³⁵. Keynes en fut révolté, aux dires de Skidelsky :

Never again were his denunciations of bungling and lying, or his moral indignation, to ring so loud and clear. Giving shape to the whole is a brooding sense of menace; a sense of the travails of a civilisation *in extremis*; of the mindless mob waiting its turn to usurp the collapsing inheritance; of the futility and frivolity of statesmanship. The result is a personal statement unique in twentieth century literature. Keynes was staking the claim of the economist to be Prince³⁶.

³¹ J. M. Keynes, *The Collected Writings of J. M. Keynes*, Tome II : *The Economic Consequences of the Peace*, Londres, Macmillan, 1971 [1919], p. 1.

³² Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome I, p. 377.

³³ Virginia Woolf qui avait rencontré Keynes le 8 juillet 1919, nota dans son journal que la croyance de ce dernier en la stabilité des choses qu'il aimait avait été sapée. « Eton is doomed; the governing classes, perhaps Cambridge too », lui avait-il alors dit. Selon elle, Keynes avait tiré ces conclusions en raison du spectacle lugubre et désolant de la conférence sur la paix où les hommes avaient joué, non pas la carte de l'Europe, ni même celle de la Grande-Bretagne, mais carrément la leur et ce, en fonction de leur retour au Parlement et des prochaines élections. Virginia Woolf, *The Diary of Virginia Woolf*, Tome II : 1920-1924, New York, Harcourt, 1977, p. 288, cité par Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome I, p. 378.

³⁴ Soixante mille copies de l'ouvrage ont été vendues en Grande-Bretagne et aux États-Unis dans les deux premiers mois suivant sa publication; à la fin de juillet 1920, les ventes avaient presque doublé. D. E. Moggridge, *Maynard Keynes*, Londres, Routledge, 1992, p. 335.

³⁵ Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome II, p. 35.

³⁶ Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome I, p. 384.

Les responsables de Versailles n'avaient visiblement pas su respecter une séparation entre les sphères privée et publique comme avait appris à le faire Keynes; et c'est là où la confrontation idéologique se fit le plus ressentir. Ce dernier ira même jusqu'à dire que l'avenir de l'Europe aurait été tout autre – entendons au sens positif du terme – si la vieille école de pensée l'avait abordé du point de vue économique, plutôt que politique. Des propos que Keynes dut répéter à Gênes.

To what a different future Europe might have looked forward if either Mr Lloyd George or Mr Wilson had apprehended that the most serious of the problems which claimed their attention were not political or territorial but financial and economic, and that the perils of the future lay not in frontiers or sovereignties but in food, coal, and transport³⁷.

Ce manque de vision de la part des principaux auteurs du traité de paix amena inévitablement Keynes à proposer des premières pistes de solution tout en ne cachant pas ses inquiétudes. « The economic motives and ideals of that generation no longer satisfy us : we must find a new way and must suffer again the *malaise*, and finally the pangs, of a new industrial birth. This is one element. The other is [...] the increase in the real cost of food and the diminishing response of Nature to any further increase in the population of the world³⁸ ». Keynes fut préoccupé par la question des produits alimentaires puisqu'elle s'avérait incontournable dans l'atteinte d'un certain niveau de vie, et qu'à son tour, seule l'atteinte de ce niveau de vie permettait à l'homme de faire la distinction entre le domaine de la sphère privée et celui de la sphère publique³⁹.

C'est d'ailleurs devant la crainte d'une éventuelle pénurie de produits alimentaires que Keynes en vint à intégrer la Russie, important producteur de blé et pièce essentielle dans la recherche d'un équilibre mondial, dans son plan de

³⁷ Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome II, p. 92.

³⁸ *Ibid.*, p. 161.

³⁹ Selon Keynes, l'État devait répondre à ce besoin élémentaire plutôt que chacun pour soi comme le prônaient les tenants de l'individualisme; voir note 48.

reconstruction de l'Europe⁴⁰. « After 1920 the need of Russian supplies will be even greater than it was before the war; for the guaranteed price in North America will have been discontinued, the normal increase of population there will, as compared with 1914, have swollen the home demand appreciably, and the soil of Europe will not yet have recovered its former productivity⁴¹ ».

En fondant le nouvel ordre mondial sur l'économique, dans l'espoir d'atteindre un niveau de bien-être universel, plutôt que sur une politique morale comme l'entendaient les dirigeants de la classe de Lloyd George, Keynes crut ainsi pouvoir limiter les dégâts et faire la preuve de l'absurdité de maintenir un blocus allié contre la Russie.

The blockade of Russia lately proclaimed by the Allies is therefore a foolish and short-sighted proceeding; we are blockading not so much Russia as ourselves. [...] If we oppose in detail every means by which Germany or Russia can recover their material well-being, because we feel a national, racial, or political hatred for their populations or their governments, we must be prepared to face the consequences of such feelings⁴².

L'enseignement philosophique anti-benthamien de Moore, dissociant philosophie morale de philosophie sociale, apparaît ici évident. Même si le fait de jeter la Russie dans les bras de l'Allemagne semblait moralement inacceptable, socialement ce ne l'était pas, affirma Keynes. En effet, ce scénario permettait d'améliorer la situation économique de la Grande-Bretagne puisque l'Allemagne pourrait ainsi payer ses dettes et contribuer à l'équilibre mondial. L'esprit victorien raisonnait autrement, considérant comme juste, une action qui est bien en-soi plutôt que celle dont le résultat procure le bien: « [...] actions which are

⁴⁰ Avant la guerre, l'Europe de l'Ouest et celle du centre importaient une part importante de leurs céréales de la Russie; sans ces ressources premières, les pays importateurs auraient tous connu d'importantes pénuries de blé, expliquait Keynes. Même si le centre et l'ouest du continent européen avaient pu profiter, depuis la guerre, de leurs réserves et des récoltes provenant d'Amérique du Nord, la perte en approvisionnement des céréales russes résultant de la guerre commença plus sévèrement à se faire ressentir en 1919. On ne pourrait éternellement réaliser des économies et recourir à la privation, avait alors prévenu Keynes.

⁴¹ Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome II, p. 185-186.

⁴² *Ibid.*, p. 186-187.

good rather than actions which do good⁴³ ». Voilà en quoi le discours de Keynes sera moderne et lui permettra de croire que la fin justifie les moyens.

Keynes a eu entièrement raison d'insister sur le fait qu'aucune structure, ni volonté politique, n'aurait pu maintenir la paix sur des fondations économiques pourries, comme le conclut Skidelsky. Du point de vue intellectuel, toujours selon ce dernier, *The Economic Consequences of the Peace* a été la matérialisation d'un revirement dans la pensée de Keynes. « It marked a radical shift in Keynes's thought from the nineteenth-century assumption of *automatic* economic progress sustained by liberal institutions to a view of the future in which prosperity would have to be strenuously won in the teeth of the adverse circumstances which the war had created⁴⁴ ».

Entre la parution de *The Economic Consequences of the Peace* et la conférence de Gênes, Keynes retourna à son traité sur la probabilité – un ouvrage sur la façon dont Cambridge concevait la philosophie avant 1914 et dont la publication avait été reportée en raison de la guerre. En 1921, la version finale portait encore des traces de cette quête keynésienne « [...] for a liberating science of morals to complement G. E. Moore's liberation of ethics from the utilitarian straitjacket of the Victorians⁴⁵ ». Cette même année, Keynes travailla sur un projet de révision du traité de Versailles – *A Revision of the Treaty* – qu'il publia en janvier 1922. En voulant apporter, avec cet ouvrage, une réplique aux nombreuses critiques formulées contre *The Economic Consequences of the Peace*, il se limita plutôt à « [...]very much a scissors-and-paste job⁴⁶ », d'après Skidelsky.

Nous tenterons maintenant de démontrer la corrélation qu'établit Skidelsky entre la volte-face idéologique de Keynes et le contenu de *The Economic Consequences of the Peace*, à partir de quelques articles de Keynes sur la conférence de Gênes. Ces éditoriaux furent le résultat de cette même

⁴³ Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome I, p. 139.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 400.

⁴⁵ Robert Skidelsky, *John Maynard Keynes*, Tome II: *The Economist as Savior, 1920-1937*, Londres, Macmillan, 1992, p. 57.

confrontation idéologique entre les défenseurs de l'individualisme et du progrès économique automatique, incarnés par Lloyd George⁴⁷, et ceux du Nouveau Libéralisme⁴⁸, incarnés par Maynard Keynes. À Gênes, ce dernier sut bénéficier de l'expérience et des conséquences de Versailles et, certainement davantage, quoiqu'encore trop peu, de son influence auprès des cercles officiels. « The official mind was not so much opposed to his [Keynes] views as slower, less adventurous. Its shared most of its fear and preoccupations, but saw its way forward less clairvoyantly to the remedies⁴⁹ ». De plus, alors qu'à Versailles son analyse sur la fragilité du capitalisme portait sur l'ensemble de l'Europe, à Gênes, Keynes l'appliqua spécifiquement à la Grande-Bretagne et cette fois, sans se soucier de rompre complètement avec l'*Establishment*⁵⁰.

John Maynard Keynes et la conférence de Gênes, avril-mai 1922

a) Espoirs

John Maynard Keynes suivit d'un œil plutôt sceptique les nombreuses conférences internationales sur la reconstruction de l'Europe qui se succédèrent après le congrès de Versailles. Il ne croyait pas qu'un triomphe attendait celle de

⁴⁶ Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome II, p. 90.

⁴⁷ Le Premier ministre Lloyd George avait tout de même commencé à s'apercevoir que la remise sur pied de l'économie britannique ne se ferait pas toute seule et nécessiterait forcément une certaine intervention de l'État.

⁴⁸ Si l'atteinte d'une certaine démocratie politique avait été associée au libéralisme du XIX^e siècle, le Nouveau Libéralisme du XX^e siècle chercha plutôt à se rapprocher d'une démocratie sociale. La fin du laissez-faire fut alors prêchée pour, espérait-on, faire place à un certain collectivisme, à une intervention limitée de l'État et à une redistribution de la taxation. Les Nouveaux Libéraux qui ne croyaient pas en un progrès économique automatique avaient eu beaucoup de choses en commun avec les Socialistes de la Fabian Society, tout en demeurant très différents de ceux-ci. Bien qu'il soit difficile de mesurer jusqu'à quel point John Maynard Keynes, avant 1914, a été imprégné des idées du Nouveau Libéralisme, ses écrits d'après-guerre nous permettent de mesurer ce qu'il en a tiré et de déceler cette mentalité moderne qui cherchait à s'implanter, particulièrement après 1918. Une réalité sans doute reliée au fait que le conflit mondial avait accéléré la remise en question de cet individualisme amorcée par les intellectuels de la génération des parents de Keynes.

⁴⁹ Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome I, p. 401.

⁵⁰ À l'époque de *The Economic Consequences of the Peace*, Keynes avait tout de même cherché à limiter sa rupture avec l'*Establishment*. « He wanted to appeal to the young without losing the ear of the old », dans Skidelsky, *John Maynard ...*, Tome II, p. 4.

Gênes, mais espérait tout de même que le Nouveau Libéralisme l'emporte une fois pour toute sur les vieilles idées politiques qui avaient, périodiquement depuis mille ans, dévasté l'Europe⁵¹. Car aux yeux de Keynes, tout était maintenant en place pour qu'une lutte se dispute entre deux conceptions du monde, l'une plus économique, l'autre plus politique.

The real struggle of today is between that view of the world, termed liberalism or radicalism, for which the primary object of government and of foreign policy is peace, freedom of trade and intercourse, and economic wealth, and that other view, militarist, or rather, diplomatic, which thinks in terms of power, prestige, national or personal glory, the imposition of a culture, and hereditary or racial prejudice⁵².

Et si le libéralisme venait à remporter la bataille, comme cela avait semblé être le cas à la fin du XIX^e siècle, l'on pourrait alors passer à un second niveau afin de déterminer lequel de l'État bourgeois ou de l'État socialiste pourrait le mieux promouvoir la santé économique de la communauté européenne. Toutefois, si le politique venait à l'emporter encore une fois, prévenait Keynes, la santé économique de l'Europe s'en porterait plus mal et risquerait d'ouvrir la voie à une révolution. En somme, la conférence de Gênes devait à tout prix discuter de problèmes économiques; particulièrement d'un traité de paix avec la Russie et concrètement de nourriture⁵³. La conférence de Gênes pouvait atteindre ces objectifs car pour la première fois, faisait remarquer Keynes à ses lecteurs, il s'agissait d'un conseil *européen* auquel avaient été invités à siéger des représentants de pays neutres, d'anciens États ennemis, ainsi que de la Russie. « It is an interesting body, presenting a new clash of forces and temperaments, from which perhaps some spark of a new life may be struck out⁵⁴ ».

⁵¹ *The Guardian*, 10 avril 1922, dans Keynes, *Collected Writings of J. M. Keynes*, Tome XVII : *Activities 1920-1922 : Treaty Revision and Reconstruction*, Londres, Macmillan, 1977[1920-1922], p. 372.

⁵² *Ibid.*, p. 373.

⁵³ *Ibid.*, p. 374.

⁵⁴ *The Guardian*, 11 avril 1922, dans Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome XVII, p. 378.

Sur la question d'un projet de paix avec la Russie, Maynard Keynes servit de sérieuses mises en garde aux responsables réunis à Gênes, les invitant à ne pas répéter avec les Russes, la manière de traiter l'Allemagne à Versailles. « Our proposal must be sensible and practical, and one which both sides will think it advantageous to carry out completely. I think such a settlement is possible⁵⁵ ». L'économiste fit ensuite ses propres recommandations concernant le règlement des dettes russes envers la Grande-Bretagne. Keynes proposa carrément l'abolition de celles qui résultaient d'investissements privés⁵⁶. Les investisseurs britanniques qui avaient prêté de l'argent au régime tsariste avaient bien voulu courir un risque et ils devaient maintenant en assumer les conséquences, expliquera Keynes.

Quant à la manière de compenser la confiscation, par le régime de Lénine, de propriétés qui appartenaient à des étrangers, Keynes croyait que, dans la mesure du possible, ces dernières devaient être restituées à leurs propriétaires sur la base d'un partenariat avec le gouvernement bolchevique. Encore une fois, il fit preuve d'ouverture en ne laissant pas interférer ses sentiments à l'égard du bolchevisme et en misant avant tout sur le résultat que l'on cherchait à obtenir plutôt que sur son sens du devoir⁵⁷. Cette solution offrait du coup la possibilité au capital étranger d'entrer de nouveau en territoire russe, en ayant la sécurité d'un intérêt commun. Keynes fit également la promotion de la reconnaissance *de jure* du gouvernement soviétique : « [...] *de jure* recognition is a logical consequences of accepting the Soviets as the legal heirs of the liabilities of the tsar⁵⁸ ». Car, si les Bolcheviks n'étaient pas reconnus comme gouvernement légitime, expliquait-il, Whitehall n'aurait alors aucun motif valable lui permettant de réclamer le paiement des dettes du régime auquel les *Rouges* venaient de succéder.

Keynes suggéra enfin, non sans hésitation toutefois, d'accorder un crédit à la Russie au nom de la santé de l'Europe, ce qui représenterait évidemment un

⁵⁵ *Ibid.*, 19 avril 1922, dans *Ibid.*, p. 391.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ « Apostles were looking for an ethic which could direct attention to ends other than the duties set before the Victorian gentlemen », dans Skidelsky, John Maynard ..., Tome I, p. 140.

avantage pour la Grande-Bretagne. La Russie ne pouvant emprunter auprès de banques et d'investisseurs privés et ce, pour encore un certain temps, il notait que les affaires ne sauraient démarrer sans un crédit gouvernemental. En l'occurrence, la Grande-Bretagne était probablement la seule en mesure de le lui accorder, selon ses calculs. Et même si Keynes n'était pas particulièrement chaud à l'idée de délier les cordons de la bourse, il y voyait sincèrement une opportunité à saisir par la Grande-Bretagne: celle de réaliser des économies substantielles. Encore une fois, la fin vint justifier les moyens.

If Russia exports food again one year earlier than she otherwise would, this may lower the price of wheat enough to save us a huge sum on our food bill alone. [...] It will take a long time to bring Russia back as a food exporter. But our interest in doing so is enormous, and the sooner we begin the sooner we shall reap the advantage⁵⁹.

Puis il y eut, en marge de la conférence, l'annonce d'un accord russo-allemand conclu dans le plus grand secret, à Rapallo⁶⁰. Bien que Keynes reconnût que la Russie et l'Allemagne avaient fait fi des règles du jeu, il comprit mal la déception, à son avis non fondée, de plusieurs milieux financiers face à cette entente à l'amiable, ne voyant pas à qui elle pouvait nuire. « First as regards the substance. The mutual agreement to wipe out claims arising from the war does no one else any harm. *De jure* recognition of Russia and the resumption of normal trading relations are beneficial. [...] Second as regards the method. This is open to serious criticism. Dr Rathenau should have communicated the agreement to Mr Lloyd George before signing it⁶¹ ».

Si la conférence de Gênes n'avait pas encore permis, selon Maynard Keynes, de discuter principalement des vrais enjeux concernant les nations, soit ceux de nature économique, celui-ci se réjouit tout de même du fait que des

⁵⁸ *The Guardian*, 19 avril 1922, dans Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome XVII, p. 392.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 393.

⁶⁰ Le Traité de Rapallo, conclu entre l'Allemagne et la Russie, le 16 avril 1922, effaçait les dettes de guerre qu'avaient mutuellement contractées les deux pays; il incitait, d'autre part, les deux parties à reprendre leurs relations commerciales et stipulait que l'Allemagne reconnaisse *de jure* le gouvernement de Lénine.

⁶¹ *The Guardian*, 21 avril 1922, dans J. M. Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome XVII, p. 395.

discussions avaient été tenues à ce sujet. L'accord ratifié en secret par l'Allemagne et la Russie avait eu le mérite de mettre en lumière l'absurdité des propositions de nos propres experts, affirmait Keynes. À Gênes, la Russie ne pouvait, à ses yeux, être oubliée⁶² étant donné le rôle de première importance qu'il lui attribuait dans son plan de reconstruction de l'Europe et de redressement de l'économie de son propre pays⁶³.

Les nouvelles propositions tardant à venir, Keynes commença à afficher une certaine exaspération devant le déroulement des activités : « [...] les pourparlers de Gênes n'ont aucune valeur et sont bien loin des réalités », écrivait-il dans un article du *Guardian*, le 1^{er} mai 1922. Il en vint même, peu de temps après, à déclarer que l'épineux dossier russe ne pouvait être traité que sur une base individuelle. En d'autres mots, il fallait recommencer à neuf, abandonner les conférences internationales et encourager chaque pays à tâter le terrain, moyennant des subventions modérées de son gouvernement, pour tenter de voir si les Bolcheviks étaient des gens d'affaires sincères⁶⁴. La conférence de Gênes se prolongea jusqu'au 19 mai, toutefois Keynes prit congé de celle-ci, dès le 4 mai, après la publication du dernier article de son contrat : *The Proposals to Russia*. L'heure était au bilan.

b) Le bilan

Deux sujets de discussion retinrent l'attention de la conférence de Gênes: la question de la sécurité de la France face à l'Allemagne et celle de l'intégration de la Russie dans la communauté européenne. La première question ayant occupé le devant de la scène, fit remarquer Keynes, ce n'est qu'un mois après le

⁶² *Ibid.*, p. 397

⁶³ Favorable à la reprise des exportations de ressources naturelles russes, Keynes reconnaissait cependant que celles-ci s'annonçaient lentes et peu bénéfiques à court terme, étant donné (1) l'insuffisance et la désuétude des équipements agricoles; (2) le manque d'engouement des paysans russes pour la production, devant le peu de marchandises qui s'offraient à eux en échange; (3) et, la décrépitude du système de transport qui rendait quasi impossible la collecte des surplus dans les principaux centres de distribution à travers la Russie. D'autre part, Keynes ne voyait aucun moyen de stopper cette perte de productivité dans un laps de temps raisonnable, sans la participation du savoir-faire allemand. Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome II, p. 186.

début des travaux que l'on s'apprêta enfin à consacrer plus d'énergie à la deuxième. « Thus, with threats and cajolery, blandishment, artifice, and force of life, Mr Lloyd George has dragged and jolted along his preposterous cargo of assembled statesmen to the point of presenting to Russia in the fourth week a document which is a starting-point for a reasonable negotiation⁶⁵ ». Mais les espoirs de Keynes s'envolèrent très vite.

Les forces intellectuelles de Gênes continuèrent de concentrer leurs efforts sur des formules diplomatiques désuètes au lieu de tenter d'élaborer un plan; des formules vides de sens que n'importe qui pouvait reprendre, affirmait Keynes d'un ton exaspéré. « The intellectuals forces of Genoa have been concentrated on diplomacy and formulas, not on the realities of the Russian problem. I am not satisfied that we have a clear, practical conception of what is to emerged in the realm of action out of our Russian Scheme. For our scheme, reduced to its elements, is essentially a formula, not a plan of campaign⁶⁶ ». Bref, aux yeux de l'économiste, l'absence d'une éventuelle reconnaissance *de jure* du gouvernement de Lénine était une aberration économique.

Malgré cette ingérence évidente des sentiments dans la politique russe du gouvernement, la Grande-Bretagne finit tout de même par laisser tomber la clause d'une restitution totale (sans partenariat) des propriétés privées, réclamation que Londres savait incompatible avec le socialisme d'État. D'autre part, constatait Keynes, dans ses plus récentes propositions à la Russie, son gouvernement n'exigeait plus des Bolcheviks le paiement des dettes russes, mais seulement leur reconnaissance⁶⁷. Puis, pour la première fois, on fit mention de la possibilité d'éventuels crédits à la Russie. Le vent était-il en train de tourner? Chose certaine, Keynes se réjouit de la perspective qu'offraient ces premières avancées : « Russia is to have the advantages of the international

⁶⁴ *The Guardian*, 1^{er} mai 1922, dans Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome XVII, p. 415.

⁶⁵ *Ibid.*, 4 mai 1922, dans *Ibid.*, p. 417.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 417

⁶⁷ En n'exigeant que la reconnaissance de ces dettes, la Grande-Bretagne signalait au gouvernement russe qu'elle acceptait de reporter le remboursement de celles-ci. Il n'était pas encore question d'annuler ces dettes, comme le suggéra Keynes, mais ce geste s'avérait tout de même la preuve d'une certaine ouverture d'esprit face au régime bolchevique.

corporation and, so far as Great Britain is concerned, of the trade facilities and export credit schemes⁶⁸ ». Le discours que Maynard Keynes tenait depuis Versailles commençait-il finalement à se faire entendre ?

L'économiste mit une dernière fois la main à la pâte, en dédiant à la conférence de Gênes le premier numéro d'une nouvelle série sur la reconstruction de l'Europe. On eut droit, de nouveau, à un commentaire pessimiste et corrosif à l'endroit du Premier ministre britannique. « The assembled children were scolded by the nurse [Lloyd George] into sitting still at a table and only using pretty words. A standard was set of manners and conversational tone [...]. From this point of view Mr Lloyd George can claim to have achieved a success remarkable in the circumstances⁶⁹ ». Jamais auparavant, à l'occasion d'une conférence internationale, pensa Keynes, le niveau intellectuel d'une politique officielle à l'égard de la Russie ne fut aussi pauvre. En orientant le débat autour de la question des vieilles dettes, on l'avait privé d'actualité⁷⁰.

Maynard Keynes insista encore sur l'importance de fonder la politique russe de son gouvernement sur l'économique. Le grenier de la Russie était indispensable pour la santé de la Grande-Bretagne et de l'Europe, au même titre que le marché russe pour écouler les produits européens. Pour ces deux seules raisons, Keynes espéra que la première conférence internationale, à laquelle participait la Russie, produise quelque chose de concret. Mais cela ne sembla pas avoir été le cas. À son avis, le Premier ministre britannique en fut largement responsable en n'ayant pas su respecter une frontière entre la sphère privée et la sphère publique.

Mr Lloyd George struck me as being more taken up than ever in the simultaneous absorption and creation of atmosphere and in the immediate personal and diplomatic problems; and more utterly oblivious of detailed constructive policy. He exhausted and degraded his

⁶⁸ *The Guardian*, 4 mai 1922, dans Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome XVII, p. 418.

⁶⁹ *The Manchester Guardian Commercial*, 15 juin 1922, dans *Ibid.*, p. 421.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 422-423.

experts in the drafting of endless subterfuges, and never sought their advice on the real merits of the case⁷¹.

Force est de constater que le modernisme de John Maynard Keynes n'a alors que timidement laissé sa marque sur la vieille garde politique et la politique russe de Londres⁷², puisque l'attitude de la Coalition à l'endroit de la Russie n'a pas significativement progressé dans la direction qu'il avait souhaitée. Le peu de temps écoulé depuis la fin de la guerre et l'ampleur du fossé idéologique à franchir entre l'ancienne et la nouvelle vision de l'ordre mondial que tentait d'inculquer Keynes ont, outre la performance de Lloyd George, certainement joué contre l'économiste. Certes, entre la naissance et l'adoption d'une nouvelle conception du monde, il aura fallu du temps. Ainsi, nous croyons que le facteur temporel fut un obstacle de taille, mais peut-être pas aussi important que l'incapacité des *vieux* dirigeants à distinguer la sphère privée, de la sphère publique.

La réticence morale du gouvernement britannique, plus particulièrement celle d'un Premier ministre craignant offenser Dieu en agissant à l'encontre de l'éthique victorienne et soucieux de perdre son prestige personnel en tendant la main à la Russie, fut responsable de cet échec. Un échec partiel, il faut dire, car Gênes enregistra quand même quelques progrès : notamment le report du paiement des dettes russes et des discussions sur d'éventuels crédits à la Russie. Le blé russe était une chose, les valeurs morales en étaient une autre et Lloyd George ne sut pas les départager convenablement, à la grande déception de Keynes. « Man cannot live by bread alone. But we go hungry on the spiritual sustenance of the best-intentioned propaganda by itself. One begins to long [...] for the separation of the civil and the ecclesiastical powers, and cannot but feel

⁷¹ *Ibid.*, p. 425.

⁷² Après avoir démissionné du Trésor britannique en juin 1919, Keynes fut plus d'une fois consulté par le gouvernement de Lloyd George, particulièrement par le ministre de l'Échiquier, Austen Chamberlain. C'est donc dire que la vieille garde ne rejeta pas complètement ses idées et était disposée à entendre un tout autre point de vue que le sien.

that Mr [Lloyd] George might be more appropriately occupied as Archbishop of Canterbury or Pope of Rome⁷³ ».

Enfin, cette « révolte de l'économique contre le politique⁷⁴ », comme l'a qualifiée Wickham Steed, l'éditeur du *Times* à l'époque de la sortie de *The Economic Consequences of the Peace*, a bien eu lieu pendant le deuxième mandat du Premier ministre, Lloyd George. Plus précisément, il fut question de la révolte d'une doctrine économique raisonnée contre une doctrine politique morale et sentimentale. Si dans la première phase des relations anglo-russes, rien ne la laissa présager, d'importants éléments dans la deuxième phase, pensons à la signature de l'accord commercial anglo-russe, ont laissés croire à une victoire éventuelle de l'économique sur le politique - du modernisme sur le victorianisme.

Mais à la grande déception de Keynes, la dernière phase des relations anglo-russes ne sut le confirmer, en ce sens que la politique russe du gouvernement anglais, au sortir de ce rendez-vous diplomatique, ne privilégia toujours pas un angle économique dicté par une philosophie sociale mais resta largement tributaire d'une approche diplomatique imprégnée d'une philosophie morale et individualiste, jusqu'à la démission de Lloyd George, au mois d'octobre 1922.

Il n'en demeure pas moins que même si Keynes n'a pas significativement influencé les décisions politiques de l'heure relativement au dossier russe, son discours avant-gardiste, appuyant une politique russe fondamentalement axée sur l'économique et libérée du carcan des valeurs victoriennes, fut entendu par les milieux intellectuels et les futurs décideurs⁷⁵. La suprématie de l'économique sur le politique ne se confirma peut-être pas dans les premières années de l'entre-deux-guerres mais le Nouveau Libéralisme véhiculé par Keynes – cette

⁷³ The Manchester Guardian Commercial, 15 juin 1922, dans Keynes, *The Collected Writings ...*, Tome XVII, p. 425.

⁷⁴ *The Times*, 5 janvier 1920.

⁷⁵ Contrairement à la plupart des membres de *Bloomsbury*, issus de la bourgeoisie et presque tous indépendants de fortune, Keynes avait dû travailler pour vivre; le journalisme avait été une avenue intéressante et plus que tout, une excellente tribune pour transmettre ses idées.

idéologie à mi-chemin entre le Libéralisme de la fin du XIX^e siècle et le Socialisme du XX^e siècle – eut le temps de couler ses fondations. Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement travailliste, en 1924, avant que Londres n'accorde la reconnaissance *de jure* au régime bolchevique.

Chapitre 6

Conclusion

Dans l'introduction de ce mémoire, nous affirmions que l'historiographie sur les relations anglo-russes, entre 1918 et 1922, n'a accordé que peu, voire très peu d'importance aux forces politiques, économiques et intellectuelles qui avaient commencé à se manifester en Grande-Bretagne, à la fin de l'ère victorienne et jusque dans l'après-guerre. Sans prétendre le moindrement avoir tout révélé sur ces forces déjà bien enracinées et que la guerre a accentuées, nous avons à tout le moins la certitude d'avoir proposé une autre explication et démontré, de surcroît, l'impact non négligeable qu'ont eu ces facteurs internes sur notre sujet d'étude.

À la lecture de notre analyse, il s'avère dorénavant difficile d'ignorer le rôle qu'a pu jouer le *Labour Movement* dans l'élaboration de la politique russe de la Coalition du Premier ministre Lloyd George. La complicité entre la faction parlementaire et les puissants syndicats du secteur industriel et l'efficacité des actions comme les grèves furent telles que l'historiographie des relations anglo-russes de la période qui nous intéresse doit dorénavant en tenir compte. Nous croyons, effectivement, avoir démontré que les pressions de l'organisation travailliste ont été plus soutenues, mieux combinées et à plus grand déploiement que celles exercées par le camp conservateur, supporter de l'intervention britannique en Russie durant l'année qui suivit l'armistice. Il ne fait, à notre avis, aucun doute que la volte-face du Premier ministre anglais, en novembre 1919, annonçant le retrait des troupes britanniques et la fin des subventions aux Blancs, fut en partie le fruit de ces pressions.

En ce qui concerne le contexte économique, il apparaît tout aussi évident que la particularité de la conjoncture des toutes premières années de l'entre-deux-guerres a influencé les relations anglo-russes de l'heure. Des deux forces antagonistes issues de ce climat de crise, nous avons pu confirmer notre hypothèse de départ statuant que les pressions du lobby industriel l'emporteraient sur celles des cercles financiers, majoritairement opposés au rétablissement des liens commerciaux avec le régime de Lénine. En effet, la coïncidence de l'essoufflement du boom d'après-guerre et la hausse consécutive du taux de chômage, furent des arguments favorables aux industriels. La signature de l'accord commercial entre la Russie et la Grande-Bretagne, en mars 1921, fut la consécration, au moins partielle¹, des pressions des milieux libéraux.

D'entrée de jeu, nous avons soupçonné que les pressions économiques avaient été le facteur interne dominant, et qu'elles avaient donc été plus importantes que leurs contrepoids politique et intellectuel, dans l'élaboration de la politique russe de Londres. Faute de preuve, nous n'avons pas su confirmer cette affirmation. Bien que les pressions économiques aient débouché sur la ratification d'un accord commercial entre la Grande-Bretagne et la Russie – une avancée notable dans les relations entre les deux pays – nous ne pouvons conclure que cette entente a été plus bénéfique que, par exemple, le retrait des troupes britanniques de Russie et la fin subséquente des subventions aux Blancs.

Par ailleurs, nous constatons que les pressions du lobby travailliste, au cours de l'année 1919, contre l'intervention britannique en Russie et contre la possibilité d'une nouvelle ingérence, cette fois dans le conflit russo-polonais de l'été 1920, ont été plus soutenues que nous ne l'avions cru de prime abord. L'action concertée des syndicats et des Travaillistes aux Communes et au niveau des organisations locales a été dirigée de façon intelligente et sans bavure. Nous sommes même en mesure d'accorder une encore plus grande

¹ La crainte d'une alliance russo-allemande au détriment de la Grande-Bretagne a été un facteur extérieur de poids comme en témoignent d'autres études.

crédibilité au *Labour Movement*, que nous l'avions fait en formulant notre hypothèse de départ.

Quant à l'hypothèse concernant les forces intellectuelles, nous croyons avoir fait la démonstration – à partir des prises de positions de Keynes – du potentiel de ces dernières en tant que facteur capable d'influencer une politique gouvernementale. Notamment parce qu'il s'agissait là de forces bien enracinées qui commencèrent à se manifester vers la fin de la période victorienne, comme l'a démontré le biographe de Keynes, Robert Skidelsky. Bien que John Maynard Keynes n'ait pas atteint l'objectif qu'il s'était fixé, soit la reconnaissance *de jure* du régime bolchevique par le gouvernement britannique, nous avons tout de même pu observer une certaine évolution de la politique russe du gouvernement sous les pressions médiatiques de celui-ci. Et ce, grâce à la corrélation que Skidelsky a notée entre la dualité de son personnage et les critiques formulées dans *The Economic Consequences of the Peace*, et que nous avons pu transposer aux écrits de Keynes sur la conférence de Gênes.

John Maynard Keynes mena un combat tout aussi justifié que celui des cercles politiques et économiques. Toutefois, les résultats de ce volet de notre démonstration apparaissent moins évidents – certes pas moins importants – en raison de la courte période de temps sur laquelle nous avons tenté de mesurer l'impact de telles forces. De par sa nature avant-gardiste, une idéologie nouvelle met généralement du temps à gagner du terrain et à convertir les plus récalcitrants qui sont, plus souvent qu'autrement, ceux qui croient avoir tout à perdre. David Lloyd George a eu peur de perdre. Voilà pourquoi Keynes, entre deux conférences, n'a pas su convaincre entièrement le Premier ministre des bienfaits de concevoir une politique russe en fonction de la crise économique que traversait son pays plutôt qu'au nom de son prestige personnel.

Toutefois, grâce aux attaques de Keynes dans *The Economic Consequences of the Peace* et aux critiques qu'il a formulées lors de la Conférence de Gênes, un certain chemin a été parcouru. La ratification d'un accord commercial a été une première étape de cette marche vers la suprématie de l'économique sur le politique, et les travaux de la conférence de Gênes en ont

été une autre. La reconnaissance *de jure* du régime bolchevique par les autorités britanniques n'ayant pas eu lieu, au sortir du congrès de Gênes, la victoire de l'économie n'a pu être confirmée.

Enfin, nous espérons que ce mémoire a su révéler la richesse d'un champ d'étude qui, jusqu'à ce jour, demeure sous-exploité. Nous en savons sans doute davantage sur le rôle qu'ont joué les forces politiques, économiques et intellectuelles de la Grande-Bretagne sur la politique russe du gouvernement britannique entre 1918 et 1922, d'où l'importance de notre contribution. Toujours est-il qu'il reste encore plusieurs avenues à parcourir. Il serait par exemple intéressant d'observer le jeu de ces mêmes sphères d'influence sur la politique russe des années trente, au lendemain du krach boursier de 1929 ou encore celles des années quatre-vingt-dix, après la dissolution de l'Union soviétique.

Dans un esprit de continuité plus évident, il serait également pertinent de se pencher sur l'action de ces mêmes forces au cours de la période venant immédiatement après la démission du Premier ministre, David Lloyd George. L'élection subséquente de deux gouvernements conservateurs, entre 1922 et 1924, et l'accès au pouvoir du premier gouvernement travailliste de l'histoire de la Grande-Bretagne en octobre 1924 – et le premier à accorder une reconnaissance *de jure* au régime soviétique – ont sans aucun doute tracé une nouvelle voie à la politique russe de Londres. Quel type d'impact ont alors eu ces forces internes sur cette dernière ? La politique russe s'est-elle mise à régresser dès le retour d'un gouvernement conservateur et à progresser lors de l'accès au pouvoir des Travailleurs ? Ces forces internes ont-elles été aussi marquées que sous la Coalition d'après-guerre ? Voilà d'autres interrogations auxquelles l'historiographie n'a pas encore donné réponse.

Index analytique

Accord anglo-russe : Accord commercial conclu entre la Grande-Bretagne et la Russie après dix mois de pourparlers entre le gouvernement britannique et la délégation commerciale russe. L'accord signé le 16 mars 1921, à Londres, par le délégué commercial Leonid Krassin et le Premier ministre Lloyd George, encadra la reprise des échanges entre les deux pays.

Blancs : Contre-révolutionnaires russes. Ils ont fait la lutte aux Bolcheviks de Lénine qui s'étaient emparés du pouvoir en Russie, au moment de la Révolution d'octobre 1917. Les combats erratiques entre les Blancs et les Rouges s'échelonnèrent sur dix-huit mois, de la mi-1918 à la fin 1919, et se soldèrent par la victoire des Bolcheviks.

Bloomsbury : Artistes et intellectuels qui partageaient une conception de la vie et une vision commune de l'ordre mondial; la plupart avait élu domicile dans le quartier londonien de Bloomsbury. Anti-impérialistes et certes pacifiques, ils se révoltèrent contre les valeurs victoriennes de leurs parents et tentèrent ainsi de renouveler et de moderniser l'idéologie libérale. Le cœur de *Bloomsbury* était composé de Roger Fry (critique d'art), des sœurs Stephen – Vanessa (peintre) et Virginia (écrivaine) – de leurs maris, Clive Bell (critique d'art) et Leonard Woolf (politicien et polémiste), également de Duncan Grant (artiste), de Lytton Strachey (biographe) et de John Maynard Keynes (économiste). Keynes se joint au groupe vers 1911, par l'entremise de son bon ami, Lytton Strachey, et de Leonard Woolf, avec lequel il avait étudié à Cambridge.

Bolcheviks (Rouges) : De la faction du parti ouvrier social-démocrate russe qui suivit Lénine après la scission avec les Mencheviks, en 1903. Révolutionnaires, qui en octobre 1917, renversèrent le gouvernement provisoire au pouvoir depuis l'abdication du tsar Nicolas II, en février de la même année.

Cambridge Conversazione Society: Aussi connu sous le nom *The Society* ou *The Apostles*. Cette coterie fut fondée en 1820 par un cercle d'amis à la recherche d'une nouvelle philosophie de vie. Les esprits les plus prometteurs de chaque volée de diplômés de Cambridge étaient ainsi secrètement recrutés dans le but de les intégrer à cette petite collectivité. John Maynard Keynes, Duncan Grant et Leonard Woolf furent tous les trois recrutés au sein de cette élite universitaire.

Coalition : Entre 1918 et 1922, Coalition gouvernementale du Premier ministre Lloyd George composée d'une majorité de Conservateurs (Bonar Law) et d'une minorité de Libéraux (Lloyd George).

Conférence de Gênes : La Conférence de Gênes fut la dernière rencontre interalliée du mandat du Premier ministre britannique et la première conférence à laquelle la Russie et l'Allemagne furent invitées à discuter à la même table que

celle des Alliés. Lloyd George fut le principal initiateur de cet important rassemblement de pays européens qui eut lieu au printemps 1922.

Conférence de Versailles : Conférence à laquelle les pays alliés, soit les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie siégèrent afin de déterminer le montant des réparations que l'Allemagne devrait acquitter et les conditions qu'elle devait également satisfaire pour assurer la sécurité et la reconstruction sur le continent européen. La conférence se déroula de janvier à juin 1919.

Conseil économique suprême: Conseil économique formé à l'occasion de la Conférence de Versailles et regroupant plusieurs experts chargés d'étudier la valeur des réparations et la part que l'Allemagne devait assumer en vue de la vaste entreprise de reconstruction de l'Europe.

Council of Action : Formé en août 1920 afin d'empêcher le réarmement britannique de la Pologne qui était alors en guerre contre la Russie. Le *Council of Action* composé de 27 membres issus de trois organisations constituantes – de l'Exécutif du Parti travailliste, du comité parlementaire du *Trades Union Congress* et du Parti travailliste - chapeautait environ 350 comités locaux chargés de coordonner une *action directe*. Contrairement au *Hands Off Russia Committee*, ses têtes dirigeantes étaient des parlementaires, une majorité de modérés et quelques parlementaires de l'extrême gauche.

Étalon-or (gold standard) : Mécanisme international déterminant les taux de change en fonction des réserves d'or et perçu comme facteur important dans la prééminence financière de Londres, avant 1914. La Grande-Bretagne abandonna l'étalon-or pendant la guerre et de façon formelle en mars 1919, même si les cercles de la finance ont alors prêché en faveur de son rétablissement. Le retour de l'étalon-or ne se réalisa qu'en mars 1925.

Federation of British Industries (FBI) : Créée en 1916 dans le but de regrouper des associations syndicales et des organisations patronales et de les représenter sur plusieurs aspects autres que sur le plan des relations industrielles. Dans l'entre-deux-guerres, cette organisation exerça peu de pression sur le gouvernement.

Hand Off Russia Committee : Ce comité comptait au sein de ses rangs les membres les plus radicaux de l'aile industrielle et politique du mouvement de la classe ouvrière. Il fut chargé d'organiser des rencontres publiques dans les villes et villages, de tenir occasionnellement des conférences, d'émettre des tracts et de publier des pamphlets (ex : *Labour's Russian Policy : Peace with Soviet Russia*, 1919).

Labour Movement : Plusieurs syndicats, le Parti travailliste, d'influents membres de l'aile industrielle du mouvement ouvrier et la trentaine de Libéraux indépendants qui siégeaient dans l'opposition constituaient ce mouvement. Le *Labour Movement* fut mis sur pied dans le but d'exercer des pressions sur le gouvernement et ainsi obtenir de meilleures conditions de travail, en protestant par truchement aux côtés des Travaillistes, contre la politique russe du gouvernement.

Modernisme : Mouvement littéraire, artistique, culturel et idéologique qui prit racine au cours de la période édouardienne, mais qui s'affirma et se concrétisa davantage dans l'immédiat après-guerre, en Grande-Bretagne. Ce modernisme consistait à rejeter l'ensemble des valeurs victoriennes de la génération précédente et à chercher de nouvelles bases, autres que religieuses, sur lesquelles asseoir le nouvel ordre mondial.

Nouvelle Politique Économique (NEP) : Politique économique à mi-chemin entre l'économie de marché et le socialisme économique et conçue afin de permettre la reconstruction de l'économie russe, à la suite du communisme de guerre. Les Bolcheviks restaurèrent une monnaie stable, lorsqu'en 1921 la production industrielle n'atteignit que 20 % de celle de 1914. La NEP exigea un contrôle gouvernemental dans certains secteurs mais permit une libre concurrence dans d'autres sphères d'activités.

Révolution russe: En Russie, mouvement révolutionnaire qui mena à l'abdication du tsar Nicolas II et à l'instauration du gouvernement de Kerensky, de février à octobre 1917. Ce gouvernement provisoire, majoritairement composé de constitutionnels-démocrates (mencheviks) et de sociaux-révolutionnaires, fut à son tour renversé en octobre par les Bolcheviks de Lénine – le 7 novembre selon notre calendrier.

Staple Industries : Représente les cinq grandes industries, fleuron de la Grande-Bretagne depuis la révolution industrielle : charbon, textiles, construction navale, fer et acier. L'ensemble de leur production était destinée au marché de l'exportation. L'engagement envers ces industries et les difficultés que ces dernières connurent, contribuèrent largement au fort taux de chômage dans l'immédiat après-guerre.

Triple Alliance : Cette alliance regroupait des syndiqués de trois secteurs industriels de taille : mines, transport et chemins de fer. Les syndiqués de ces trois principales industries s'étaient regroupés sous une seule bannière dans l'espoir que cette union leur procure de meilleures conditions de travail. Ainsi regroupés, lorsque les syndiqués de l'une de ces trois industries se retrouvait en litige industriel, les deux autres secteurs étaient solidaires. Très redoutée au sein du Parlement, la *Triple Alliance* cessa toutefois d'exister en 1921, à la suite du "Black Friday".

Trades Union Congress (TUC) : Fondé en 1868 afin de coordonner les activités entre les syndicats lui étant affiliés. Un comité parlementaire fut même créé afin de faire pression en faveur de législations qui lui seraient favorables. Le TUC joua un rôle de premier plan lors de la création du Parti travailliste, en 1900. En 1921, le comité parlementaire fut remplacé par un conseil élargi et détenant plus de pouvoir. C'est le *Trades Union Congress* qui organisa la grève générale de 1926.

Union of Democratic Control (UDC) : Fondé peu de temps après l'éclatement du conflit mondial dans le but d'instaurer un meilleur contrôle démocratique de la politique étrangère et de défense du gouvernement britannique, et pour mettre

fin à cette " démocratie secrète " qui avait en quelque sorte mené à la Première Guerre mondiale. Plusieurs Libéraux radicaux et Socialistes du *Independent Labour Party* constituèrent cette organisation.

Victorianisme : Ensemble des valeurs qui ont qualifié l'ère victorienne. Le sens du devoir et la morale des Victoriens étaient conçus pour être au service de Dieu. La mentalité victorienne, ne faisait pratiquement aucune distinction entre ce qui était du domaine du privé et du public.

Repères chronologiques

1917

février : Abdication du tsar Nicolas II.

octobre : Révolution russe. Prise du pouvoir par les Bolcheviks.

décembre : La Russie et l'Allemagne entament des négociations de paix.

1918

janvier : Le Président américain Wilson fait part aux Alliés de ses " Quatorze Points " sur lesquels ils pourraient se baser pour obtenir un règlement de paix.

mars : Signature du traité de paix de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie.

novembre : Victoire des Alliés et signature de l'armistice.

décembre : Élection " coupon " en Grande-Bretagne. Victoire écrasante de Lloyd George et de la Coalition. Suffrage universel masculin et droit de vote des femmes. Le Parti travailliste devient l'Opposition officielle.

1919

janvier : Ouverture de la Conférence de Versailles sur la paix.

février : Début des travaux de la Commission Sankey sur la nationalisation de l'industrie du charbon dans le but de faire avorter une grève au sein de cette industrie.

avril : Massacre à Amritsar, en Inde.

mai : Début du boom économique d'après-guerre.

juin : Signature du traité de Versailles, le 28 juin, par Wilson, Lloyd George, Clémenceau et Nitti.

septembre : Grève des cheminots.

octobre : Fin de la grève des cheminots et victoire partielle de ces derniers. Un cabinet régulier remplace le *War Cabinet*. Curzon succède à Balfour au *Foreign Office*.

novembre : Discours de Lloyd George au Guildhall où il annonce officiellement la fin de l'intervention britannique en Russie.

décembre : Publication du pamphlet *The Economic Consequences of the Peace*, de John Maynard Keynes.

1920

janvier : Entrée en vigueur du Traité de Versailles.

avril : Abolition de la conscription.

mai : Arrivée de la délégation commerciale de Krassin, à Londres. Incident du *Jolly George*.

juin-août : Guerre russo-polonaise.

août : Création du *Council of Action* représentant toutes les parties du *Labour Movement*.

octobre : Nouvelle grève de l'industrie minière.

novembre : Fin de la grève et impasse dans le secteur minier.

1921

mars : Signature de l'Accord commercial anglo-russe. Retour de l'industrie du charbon au secteur privé.

avril : Lock-out de l'industrie minière; les mineurs ne reçoivent pas l'appui de leur alliés de la *Triple Alliance*. Cet échec est désigné par l'expression « Black Friday ».

juillet : Retour au travail des mineurs sous les conditions de leurs employeurs.

1922

février : Le Rapport Geddes recommande des compressions massives dans les dépenses publiques.

avril-mai : Conférence internationale de Gênes où la Russie et l'Allemagne seront assises, pour la première fois depuis l'armistice, à la même table que celle des Alliés.

mars-juin : Lock-out national des ingénieurs qui se soldera par la défaite de leurs syndicats.

octobre : Démission de Lloyd George après un vote de non-confiance des membres de la Coalition.

Bibliographie

Sources primaires :

Keynes, John Maynard. *The Collected Writings of John M. Keynes*. Tome II : *The Economic Consequences of the Peace*. 3^e éd. Cambridge, Macmillan / St. Martin's Press, 1971[1919]. 191 pages.

Keynes, John Maynard. *The Collected Writings of John M. Keynes*. Tome XVII : *Activities 1920-1922. Treaty Revision and Reconstruction*. 3^e éd. Cambridge, Macmillan / St. Martin's Press, 1977[1920-1922]. 488 pages.

The London Times, novembre 1918 - octobre 1922

The Manchester Guardian, novembre 1918 - octobre 1922

Sources gouvernementales :

Lieven, Dominic, dir. *British Documents on Foreign Affairs. Reports and Papers from the Foreign Office Confidential Print. Part I. From the Mid-Nineteenth-Century to the First World War. Series A. Russia 1859-1914*. Frederick, University Publications of America, 1983. 6 volumes.

Watt, Cameron, dir. *British Documents on Foreign Affairs. Reports and Papers from the Foreign Office Confidential Print. Part II. From the First to the Second World War. Series A. Soviet Union 1917-1939*. Frederick, University Publications of America, 1983-1992. 17 volumes.

Ouvrages de référence:

Cook, C et J. Stevenson. *The Longman Handbook of Modern British History 1714-2001*. 4^e éd. Londres, Longman, 2001. 506 pages.

Elton, G. Rudolph. *Modern Historians on British History 1485-1945. A Critical Bibliography 1945-1969*. New York, Cornell University Press, 1971. 239 pages.

Gardiner, Juliet et Neil Wenborn, dir. *The History Today Companion to British History*. Londres, Collins & Brown, 1995. 840 pages.

Haigh, Christopher, dir. *The Cambridge Historical Encyclopedia of Great Britain and Ireland*. Cambridge, Cambridge University Press, 1985. 392 pages.

Morgan, Kenneth O. dir. *The Oxford History of Britain*. Oxford et New York, Oxford University Press, 1999. 759 pages.

Political and Economic Planning Press Group. *Report on the British Press. A survey of its current operations and problems with special references to national newspapers and their part in public affairs*. Londres, PEP, 1938. 333 pages.

Sampson, George. *The Concise Cambridge History of English Literature*. Londres, Cambridge University Press, 1970. 976 pages.

Thorpe, Andrew. *The Longman Companion to Britain in the Era of the Two World Wars, 1914-1945*. New York, Longman, 1994. 231 pages.

Ward, A. W. et G. P. Gooch, dir. *The Cambridge History of British Foreign Policy, 1783-1919*. New York, Octagon Books, 1970 [1922-1923]. 3 volumes.

Sources de la période - divers:

Eliot, T. S. *The Waste Land*. Londres, Harcourt Brace & Company, 1997[1922]. 47 pages.

Humphrey, A.W. *The Allie's Crime Against Russia. An exposure of a capitalist conspiracy*. Londres, Independent Labour Party, brochure 11, 1919.

Keynes, John Maynard. *A Short View of Russia*. Londres, Hogarth Press, 1925. 28 pages.

King, Joseph. *Our Policy Towards Russia. What it has been and what it might be*. Union of Democratic Control, brochure 33a, Londres, mars 1919.

Miliukov, Paul N. *Russia and England*. Londres, Russian Liberation Committee, 17 octobre 1919. p. 32-45

Ransome, Arthur. *The Crisis in Russia*. New York , B. W. Huebsch, 1921. 201 pages.

Ransome, Arthur. *Six Weeks in Russia in 1919*. Londres, Allen & Unwin, 1919. 152 pages.

Rickman, John. *Common Sense and Our Russian Policy*. Londres, Union of Democratic Control, brochure 35a, mai 1919.

Strachey, Lytton. *Eminent Victorians*. New York, The Modern Library, 1933 [1918]. 342 pages.

Webb, Sidney. *Great Britain after the War*. Londres, Allen & Unwin, 1918. 80 pages.

Monographie – Grande-Bretagne au 20e siècle :

a) Politique intérieure

Adelman, Paul. *The Rise of the Labour Party, 1880-1945*. Londres, Longman, 1972. 137 pages.

Beaverbrook, Lord. *Men and Power, 1917-1918*. Londres, Hutchinson, 1956. 448 pages.

Brand, Carl F. *The British Labour Party*. Stanford, Stanford University Press, 1964. 340 pages.

Churchill, Randolph S. et Martin Gilbert. *Winston S. Churchill*. Londres, Heinemann, 1966-1975. 8 volumes.

Cole, G. D. H. *A History of the Labour Party From 1914*. Londres, Routledge & Kegan Paul, 1948. 517 pages.

Dangerfield, George. *The Strange Death of Liberal England*. New York, Capricorn Books, 1961[1935]. 449 pages.

French, David. *The Strategy of the Lloyd George Coalition 1916-1918*. Oxford, Clarendon Press, 1995. 332 pages.

George, David Lloyd. *War Memoirs of David Lloyd George*. Londres, Nicholson & Watson, 1933-36. 6 volumes.

George, David Lloyd. *Les heures décisives* (War memoirs). Paris, Éditions de la Nouvelle revue critique [s.d.]. 285 pages.

Gilbert, Martin. *Churchill's Political Philosophy*. Oxford, Oxford University Press, 1981. 199 pages.

Laybourn, Keith. *Britain on the Breadline. A Social and Political History of Britain Between the Wars*. Wolfeboro Falls, A. Sutton, 1990. 222 pages.

Laybourn, Keith. *Liberalism and the Rise of Labour, 1890-1918*. New York, St. Martin's Press, 1984. 222 pages.

McKibbin, Ross. *The Evolution of the Labour Party, 1910-1924*. Londres, Oxford University Press, 1974, 261 pages.

Owen, Frank. *Tempestuous Journey. Lloyd George his Life & Times*. Londres, Hutchinson, 1954. 784 pages.

Pelling, Henry. *A Short History of the Labour Party*. New York, St. Martin's Press, 1993[1961]. 216 pages.

Pimlott, Ben et Chris Cook, éd. *Trade Unions in British Politics. The First 250 Years*. Londres, Longman, 1991 [1982]. 338 pages.

Wrigley, Chris. *Lloyd George and the Challenge of Labour*. New York, St. Martin's Press, 1990. 326 pages.

b) *Politique extérieure*

Bartlett, C. J. *British Foreign Policy in the Twentieth Century*. Londres, Macmillan, 1988. 144 pages. (Coll. "British History in Perspective").

Maddox, William P. *Foreign Relations in British Labour Politics*. Cambridge, Harvard University Press, 1934. 253 pages.

Mayer, Arno. *Politics and Diplomacy of Peace Making. Containment and Counterrevolution at Versailles, 1918-1919*. New York, Alfred A. Knopf, 1967. 918 pages.

Rose, Inbal. *Conservatism and Foreign Policy During the Lloyd George Coalition 1918-1922*. Londres, Frank Cass, 1999. 282 pages.

Van Der Slice, Austin. *International Labor, Diplomacy, and Peace, 1914-1919*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1941. 408 pages.

c) *Société*

Bédarida, François. *La société anglaise. Du milieu du XIX^e siècle à nos jours*. Paris, Seuil, 1990. 540 pages.

Blythe, Ronald. *The Age of Illusion. England in the Twenties and the Thirties, 1919-1940*. Boston, Houghton Mifflin, 1964 [1963]. 293 pages.

Branson, Noreen. *Britain in the Nineteen Twenties*. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1976. 274 pages.

Briggs, Asa. *The Age of Improvement, 1783-1867*. Londres, Longman, 2000[1964]. 486 pages.

Cannadine, David. *Class in Britain*. Londres, Penguin Books, 2000 [1998]. 249 pages.

Chassaing, Philippe. *Histoire de l'Angleterre*. Paris, Aubier, 1996. 504 pages.

Clarke, Peter. *Hope and Glory. Britain 1900-1990*. Londres, Penguin Books, 1996. 453 pages.

Desmond, Robert W. *Windows on the World. The Information Process in Changing Society, 1900-1920*. Iowa City, University of Iowa Press, 1980. 608 pages.

Graves, Robert. *The Long Week-End. A social History of Great Britain 1918-1939*. New York, W.W. Norton, 1963. 472 pages.

Havighurst, Alfred F. *Britain in Transition*. 4^e éd. Chicago, University of Chicago Press, 1985[1962]. 691 pages.

Hynes, Samuel Lynn. *The Edwardian Turn of Mind*. Princeton, Princeton University Press, 1968. 427 pages.

Marwick, Arthur. *Britain in the Century of Total War. War, Peace and Social Change, 1900-1967*. Londres, Bodley Head, 1968. 511 pages.

Marx, Roland. *L'Angleterre de 1914 à 1945*. Paris, Armand Colin, 1993. 192 pages. (Coll. "Cursus. Histoire").

Mowat, Charles L. *Britain Between the Wars 1918-1940*. Londres, Methuen & Co., 1955. 694 pages.

Seaman, Lewis. *Life in Britain Between the Wars*. Londres, B.T. Batsford, 1970. 207 pages.

Stevenson, John. *British Society, 1914-1945*. Londres, Penguin Books, 1984. 503 pages.

Taylor, A. J. P. *English History 1914-1945*. Oxford, Oxford University Press. 1992[1965]. 719 pages.

Winter, J. M. *The Great War and the British People*. Londres, MacMillan Press, 1985. 360 pages.

d) *Économie*

Aldcroft, Derek H. *The Inter-War Economy. Britain, 1919-1939*. New York, Columbia University Press, 1970. 441 pages.

Elbaum, Bernard et William Lazonick. *The Decline of the British Economy*. Oxford, Clarendon Press, 1986. 310 pages.

Floud Roderick et Donald McCloskey, dir. *The Economic History of Britain since 1700*. Cambridge, Cambridge University Press, 1994 [1981]. 3 volumes.

Johnson, Paul, dir. *Twentieth-Century Britain. Economic, Social and Cultural Change*. Londres, Longman, 1994. 514 pages.

Landes, David S. *The Unbound Prometheus. Technological Change and Industrial Development in Western Europe from 1750 to the Present*. Londres, Cambridge University Press, 1969. 566 pages.

Moggridge, D. E. *Maynard Keynes. An Economist's Biography*. Londres, Routledge, 1992. 941 pages.

Offer, Avner. *The First World War. An Agrarian Interpretation*. Oxford, Clarendon Press, 1989, 449 pages.

Pollard, Sidney. *The Development of the British Economy, 1914-1930*. Londres, Edward Arnold, 1983. 440 pages.

e) *Courant intellectuel*

Annan, Noel G. *Our Age. Portrait of a Generation*. Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1990. 479 pages.

Cox, C. B. et A. E. Dyson, dir. *The Twentieth-Century Mind. History, Ideas and Literature in Britain*. Londres, Oxford University Press, 1972. 3 volumes.

Garnet, David. *Great Friends. Portraits of Seventeen Writers*. Londres, Macmillan, 1979. 240 pages.

Guiguet, Jean, dir. *Virginia Woolf et le groupe de Bloomsbury*. Paris, Union Générale d'Éditions, 1977. 263 pages. (Coll. " 10/18 – Colloque de Cerisy ").

Keynes, John Maynard. *Two Memoirs. Dr Melchior and My Early Beliefs*. Londres, Rupert Hart-Davis, 1949[1938]. 106 pages.

Law, Joe et Linda Hughes, dir. *Biographical Passages. Essays in Victorian and Modernist Biography*. Columbia, University of Missouri Press, 2000. 208 pages.

Lee, Hermione. *Virginia Woolf*. Londres, Vintage, 1997[1996]. 892 pages.

Marcus, Jane, dir. *Virginia Woolf and Bloomsbury*. Londres, Macmillan Press, 1987. 307 pages.

Mini, Piero V. *Keynes, Bloomsbury and the General Theory*. New York, St. Martin's Press, 1991. 233 pages.

Rosenbaum, S. P. *The Bloomsbury Group Reader*. Londres, Croom Helm, 1975. 444 pages.

Skidelsky, Robert. *John Maynard Keynes. A Biography*. Londres, Macmillan, 1983-2002. 3 volumes.

Monographies – La Russie:

Deutscher, Isaac. *The Unfinished Revolution. Russia, 1917-1967*. New York, Oxford University Press, 1967. 115 pages.

Deutscher, Isaac. *The Profet Armed. Trotsky, 1879-1921*. New York, Oxford University Press, 1954. 540 pages.

Figuerès, Léo. *Octobre 1917. La révolution en débat*. Pantin (Seine-St-Denis), Le Temps des Cerises, 1998. 311 pages.

Fitzpatrick, Sheila. *The Russian Revolution*. 1^{ère} éd. New York, Oxford University Press, 1994, 199 pages.

Geyer, Dietrich. *The Russian Revolution. Historical Problems and Perspectives*. New York, St-Martin's Press, 1987. 163 pages.

Heller, Mikhail. *Utopia in Power. The History of the Soviet Union from 1917 to the Present*. New York, Summit Books, 1986. 877 pages.

Lynch, Michael. *Reaction and Revolutions. Russia 1881-1924*. 2^e éd. Londres, Hodder & Stoughton, 1992. 159 pages.

Malia, Martin. *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*. Paris, Seuil, 1995 [1994]. 686 pages.

Pipes, Richard. *La Révolution russe*. Paris, Presses Universitaires de France, 1993 [1990]. 866 pages.

Pipes, Richard. *Russia Under the Bolshevik Regime*. New York, A.A. Knopf, 1993. 587 pages.

Pipes, Richard, dir. *Revolutionary Russia*. Cambridge, Russian Research Center Studies, 55, Harvard University Press, 1968. 365 pages.

Wade, Rex A. *The Russian Revolution, 1917*. Cambridge, Cambridge University Press, 2000. 337 pages.

Monographies – La Russie bolchevique et la Grande-Bretagne:

a) Général

Carroll, E. Malcolm. *Soviet Communism and Western Opinion 1919-1921*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1965. 302 pages.

Carr, Edward H. *The Soviet Impact on the Western World*. Londres, Macmillan, 1947. 116 pages.

Ferro, Marc. *L'Occident devant la Révolution russe. L'histoire et ses mythes*. Paris, Complexe, 1980. 151 pages.

Middleton, Bruce. *Britain and Russia. An Historical Essay*. Port Washington, Kennikat Press, 1971. 238 pages.

Northedge, F. S. et Audrey Wells. *Britain and Soviet Communism. The Impact of a Revolution*. Londres, Macmillan, 1982. 280 pages.

Page Arnot, Robin. *The Impact of the Russian Revolution in Britain*. Londres, Lawrence & Wishart, 1967. 191 pages.

b) Politique et économique

Coates, W. P. et Zelda K. Coates. *A History of Anglo-Soviet Relations*. Londres, Lawrence & Wishart, 1943-1944. 2 volumes.

Cowden, Morton H. *Russian Bolshevism and British Labour*. New York, Columbia University Press, 1984. 238 pages.

Gardner, Lloyd, C. *Safe for Democracy. Anglo-American Response to Revolution, 1913-1923*. Londres, Oxford University Press, 1984. 383 pages.

Graubard, Stephen R. *British Labour and the Russian Revolution, 1917-1924*. Cambridge, Harvard University Press, 1956. 305 pages.

Keeble, Curtis. *Britain and the Soviet Union, 1917-89*. Londres, Macmillan, 1990. 387 pages.

Lockhart, R. H. Bruce. *British Agent*. Londres, G. P. Putnam's Sons, 1933. 346 pages.

Ullman, Richard H. *Anglo-Soviet Relations, 1917-1921*. New Jersey, Princeton University Press, 1961-1973. 3 volumes.

White, Christine A. *British and American Commercial Relations with Soviet Russia, 1918-1924*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1992. 345 pages.

White, Stephen. *Britain and the Bolshevik Revolution. A Study in Politics of Diplomacy, 1920-1924*. New York, Holmes & Meier Publishers, 1980. 317 pages.

Périodiques – Relations anglo-russes :

Collins, David N. « British Interest and Interests in Siberia 1900-1922 ». *Revolutionary Russia*, 9(2), 1996, p. 206-233.

Debo, Richard Kent. « Prelude to Negotiations. The Problem of British Prisoners in Soviet Russia, November 1918-July 1919 ». *Slavonic and East European Review*, 58(1), 1980, p. 58-75.

Debo, Richard Kent. « Lockhart Plot or Dzerzhinskii Plot? ». *Journal of Modern History*, 43, 1971, p. 413-439.

Debo, Richard Kent. « Litvinov and Kamenev Ambassadors Extraordinary. The Problem of Soviet Representation Abroad ». *Slavic Review*, 35(3), 1975, p. 463-482.

Durham, Martin. « British Revolutionaries and the Suppression of the Left in Lenin's Russia, 1918-1924 ». *Journal of Contemporary History*, 20, 1985, p. 203-219.

Fry, Michael G. « Britain, The Allies and the Problem of Russia 1918-1919 ». *Canadian Journal of History*, 2(2), 1967, p. 62-84.

Harrison, W. « The British Press and the Russian Revolution of 1905-1907 ». *Oxford Slavonic Papers*, 7, 1974, p. 75-95.

Hughes, Michael. « British Diplomats in Russia on the Eve of War and Revolution ». *European History Quarterly*, 24, 1994, p. 341-366.

Hupp Schillinger, Elisabeth. « British and U.S. Newspaper Coverage of the Bolshevik Revolution ». *Journalism Quarterly*, 43(1), 1966, p. 10-16;24.

Jones, David R. « Documents on British Relations with Russia 1917-1918 ». *Canadian-American Slavic Studies*, article I : 7(2), 1973, p. 219-237; article V : 9(3), 1975, p. 361-370.

Liebman, Marcel. « Fabianisme et communisme : Les Webb et l'Union soviétique ». *International Review of Social History*, vol. 5, 1960, p. 400-423 et vol. 6, 1961, p. 49-73.

Macfarlane, L. J. « Hands Off Russia; British Labour and the Russo-Polish War, 1920 ». *Past and Present*, 38, 1967, p. 126-152.

Martin, Thomas, S. « The Urquhart Concessions and Anglo-Soviet Relations, 1921-1922 ». *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 20, 1972, p. 551-570.

Meier, Paul. « Chronique politique. Lénine et la Grande-Bretagne ». *Pensée*, 91, 1960, p. 102-112.

Northedge, F.S. « 1917-1919 : The Implication for Britain ». *Contemporary History*, 3(4), 1968, p. 191-209.

Roberts, Helen E. « Years of Struggle. The Life and Work of Robin Page Arnot ». *Labour History Review*, 59(2), 1994, p. 58-63.

Smele, Jonathan D. « What the Papers Didn't Say. Unpublished Despatches from Russia by M. Philips Price, May 1918 to January 1919 ». *Revolutionary Russia*, 8(2), 1995, p. 129-165.

Sworakowski, Witold S. « A Churchill Letter in Support of the Anti-Bolshevik Forces in Russia, in 1919 ». *Russian Review*, 28(1), 1969, p. 77-82.

White, Stephen. « Anti-Bolshevik Control Officers and British Foreign Policy, 1918-1920 ». *Co-Existence*, 13, 1976, p. 144-156.